INPRECOR

Février 1993 – n° 366

■ BOSNIE : REFUSER L'INTOLERABLE

■ ETATS-UNIS : LE MIRAGE CLINTON

■ SOMALIE : SANS LES SOMALIENS ?

DOSSIER L'INTEGRISME EN PALESTINE

Prix : 30 FF – 7 FS – 150 FB

INPRECOR

SOMMAIRE

3
EDITORIAL
Contre message sur l'état du monde

4
ETATS-UNIS
Pas d'étrennes pour Clinton
David FINKEL

7
FRANCE
Faillite et fin de règne
Daniel BENSAÏD

10
ALLEMAGNE
Par delà les "lignes de lumière"
David MULLER

12
HISTOIRE
Le legs d'Octobre
Document

14
BOSNIE
Contre le dépeçage
Catherine SAMARY

DOSSIER L'INTEGRISME EN PALESTINE

18
Coupables parce qu'innocents
Interview de Léa TSEMEL

20
Les habits neufs des Frères
Dalal BIZRI

25
Femmes et intégrisme
Manar HASSAN

29
SALVADOR
En l'absence de modèle
Interview de Mario LOPEZ

32
SOMALIE
Rambo fait dans l'humanitaire
François PIGUET

34
La Somalie...Et les Somaliens ?
Manar HASSAN

36
NOUVELLES DU MONDE
HAÏTI — POLOGNE — TIMOR

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

BIENVENUE

dans ce premier numéro d'Inprecor mensuel ! Nous espérons recevoir les critiques, commentaires ou suggestions de nos chers lecteurs quant à la nouvelle formule. Nous espérons que celle-ci vous encouragera à vous (ré)abonner et à faire s'abonner vos proches et amis.

La rédaction

La nouvelle maquette d'Inprecor, ainsi que le dessin de la une, sont de Youssef Abdelké.

Youssef est un graveur d'origine syrienne, établi à Paris depuis une dizaine d'années, après avoir connu la prison et la torture dans son pays (son cas avait fait l'objet d'une campagne d'Amnesty International).

Plusieurs expositions de ses œuvres ont été organisées en Europe et dans des pays arabes, et le British Museum a récemment acquis deux de ses œuvres.■

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Editée par PEC (Presse-Edition-Communication) Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT
(11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
190 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
200 FF pour six mois. 380 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
220 FF pour six mois. 460 FF pour un an.

Pli fermé
France - Europe : 250 FF pour six mois.
500 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à Inprecor, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement ❑ **Réabonnement** ❑
Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ❑

Nom -Prénom :.....
Rue :.....
.....
Commune / Code postal :.....
Ville : .....
Pays : .....

Contre-message sur l'état du monde

La génération Clinton, l'effet Clinton, etc, les formules fusent de toutes parts pour créer, à grand renfort de techniques publicitaires, un mythe nouveau autour du "sax-symbol" qui vient d'accéder à la présidence de l'Etat le plus puissant du monde. Un mythe auquel cet Etat a besoin de croire, puisque, confrontés à une récession qui n'en finit pas de languir, et dans l'ombre de laquelle se profile le spectre menaçant d'une dépression généralisée à l'échelle du monde, les grands décideurs du capitalisme américain et de son administration ne savent plus, depuis belle lurette, à quel saint se vouer.

Le spectacle est classique : quand l'éventail des choix rationnels à la disposition des capitalistes paraissent tous aussi aléatoires les uns que les autres ; quand chacun de ces choix semble lié à une conséquence risquant d'en annuler l'effet attendu (le dilemme connu : déficit budgétaire et taux d'intérêt élevés, réduction des dépenses budgétaires et déflation) ; quand, de surcroît, ces choix portent sur une économie située au centre d'un système capitaliste plus mondialisé et interdépendant que jamais, et dont toutes les locomotives potentielles connaissent, simultanément, des ratés inquiétants, alors que le besoin de financement de l'économie mondiale est à son plus haut niveau ; quand, enfin, l'entropie capitaliste l'emporte sur les illusions de la régulation, il ne reste aux adorateurs du veau d'or que l'espérance irrationnelle.

Aujourd'hui, elle a pour nom Clinton, dont ils espèrent que la jeunesse sera communicative, source d'un souffle nouveau pour un capitalisme sénile. Mais il ne suffit pas de croire aux miracles pour qu'ils se réalisent, et les marges de manœuvre du président seraient bien étroites… si toutefois il se proposait d'introduire des changements radicaux. Or c'est loin d'être le cas comme l'indique la correspondance de David Finkel : le mythe Clinton, derrière des apparences aussi reluisantes que son saxophone, recouvre bien peu d'originalité quand aux options fondamentales en matière de politique économique et sociale.

Quant à la politique étrangère annoncée par la nouvelle administration, le visage de Warren Christopher, vétéran du microcosme washingtonien, en indique toute la fraîcheur. La prétention des nouveaux locataires de la Maison Blanche est d'ailleurs, là-aussi, fort modeste, toute de "continuité". Et celle-ci a bien été amorcée : comme un journaliste satirique l'a relevé, la cérémonie d'investiture de Clinton aura coûté bien moins que le feu d'artifice à bombes réelles sur l'Irak que Bush s'est offert en guise de cérémonie d'adieux. Or cette escalade de la dernière heure, inconsidérée au point d'avoir mis à mal le consensus sacro-saint entre les Etats-Unis et leurs partenaires de Moscou et de Paris dans la croisade contre Bagdad, s'inscrivait bien évidemment dans le souci manifesté par le président sortant d'assurer la pérennité de ce que l'histoire retiendra comme la principale "réalisation" de son mandat : le renouveau de l'interventionnisme militaire américain.

C'était déjà là l'objectif principal, inavoué, de l'intervention des troupes du Pentagone en Somalie. Laissant à son successeur la tâche compliquée de gérer le dossier de l'ex-Yougoslavie, qu'analyse Catherine Samary, où l'intervention est beaucoup plus risquée qu'en Somalie ou même qu'en Irak — ne serait-ce que pour la proximité géopolitique d'une Russie où des "conservateurs" en mal de panslavisme ruent dans les brancards d'une armée presque aussi délabrée que le reste de l'Etat — Bush s'est rabattu sur la Corne de l'Afrique pour persévérer dans la voie qu'il avait inaugurée au Panama.

La cible était choisie de sorte à pouvoir être assumée sans difficulté par Clinton : intervention "humanitaire", dont deux personnes parmi les plus concernées par cet aspect des choses, ont dit tout le "bien" qu'elles pensaient (voir l'article de Rakiya Omar et Alex de Waal que nous avons traduit et publié dans ce numéro); et couverture onusienne garantie à peu de frais, avant que le bouquet final des missiles *Cruise* sur Bagdad vienne démontrer sans équivoque, s'il le fallait encore, à quel point Washington se préoccupait vraiment de la soi-disant "légalité internationale".

Le choix de la Somalie par Bush n'était cependant pas de pure commodité : il obéissait aussi à des impératifs stratégiques, liés à cette zone de tous les dangers que constituent les champs pétrolifères du Golfe et leur environnement géopolitique. En Somalie, se profile un des avant-postes de la vaste mouvance de l'intégrisme islamique, comme le souligne François Piguet, cette mouvance qui est en passe de devenir l'ennemi mondial numéro un, désigné par les Etats-Unis pour suppléer au "communisme" et ses alliés dans le rôle de l'épouvantail planétaire.

C'est pourquoi Itzhak Rabin croyait agir habilement en déportant 417 Palestiniens soupçonnés d'être militants intégristes. Il fut surpris de voir l'opération se retourner contre lui : loin d'isoler les intégristes, il leur fournit une tribune inespérée à résonance internationale et c'est son gouvernement qui se retrouva en situation d'isolement politique, face au reste du monde.

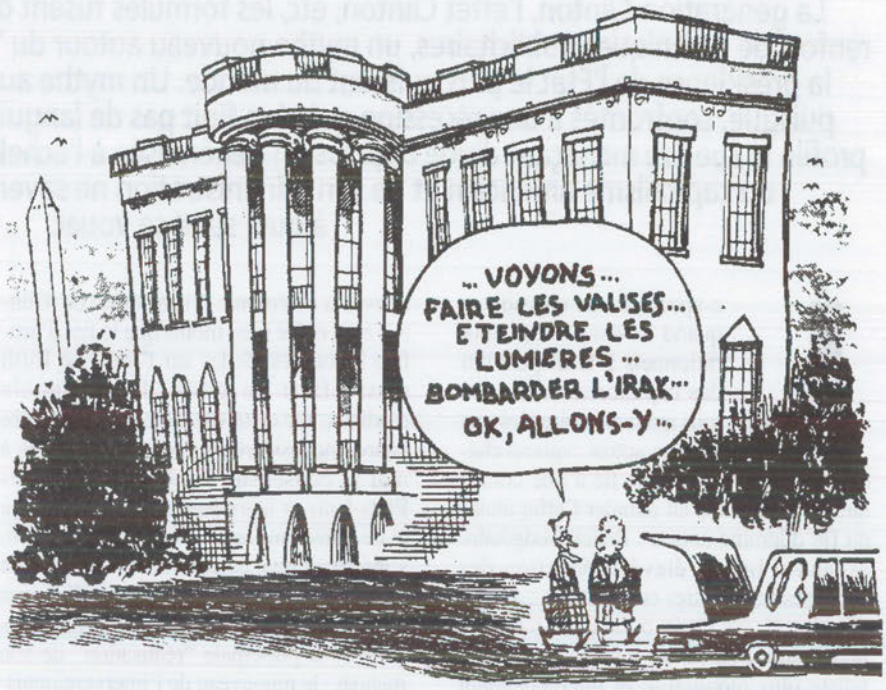
Ce que Rabin ne pouvait comprendre et que le dossier de ce premier numéro de notre nouvelle formule mensuelle éclaire bien, c'est que la montée de l'intégrisme est d'abord, et avant tout, le corollaire de la faillite des autres courants se situant sur le terrain des luttes nationales. C'est en occupant ce même terrain qu'il avait longtemps déserté que le courant intégriste a réussi sa résurgence spectaculaire en Palestine. En le réprimant sélectivement, le représentant de l'oppression nationale des Palestiniens qu'est Rabin ne fait ainsi que renforcer sa légitimité et sa popularité.

S'il y a un facteur commun à la résurgence de l'intégrisme dans le monde musulman et à celle des diverses formes de fanatisme qui pullulent aujourd'hui aux quatre coins du globe, c'est bien la grande faiblesse politique du mouvement ouvrier en cette fin de siècle. Quand les conditions objectives commencent à pourrir et que le "facteur subjectif" du progrès historique est en crise, l'état du monde ne peut que s'assombrir. Nous nous efforcerons d'aider nos lectrices et nos lecteurs à mieux le comprendre pour mieux agir en vue de le transformer. ★

Pas d'étrennes pour Clinton

Cet article a été écrit la veille de la prise officielle de fonction par Bill Clinton. L'élection de ce dernier a soulevé l'enthousiasme de plusieurs secteurs de la société, depuis la bureaucratie syndicale et la majorité des dirigeants libéraux aux Américains moyens effrayés par l'influence des fanatiques religieux de droite sur la politique sociale durant l'ère Reagan-Bush, en passant par des membres de l'élite économique et des milieux d'affaires.
Rarement des espoirs auront été si peu justifiés.

David FINKEL



Même dans le spectre politique de la bourgeoisie des Etats-Unis, Clinton est à droite et n'a jamais prétendu être à gauche. Durant sa campagne électorale, Clinton avait fait deux promesses importantes en matière de droits de l'homme : celle d'arrêter la politique monstrueuse (et illégale) de rapatriement massif et brutal des réfugiés haïtiens que pratiquait l'administration Bush, et lever l'interdiction des gays et des lesbiennes dans l'armée. La semaine précédant son investiture, Clinton s'était déjà rétracté sur la première, battait en retraite sur la seconde et soutenait sans réserve le bombardement de l'Irak décidé par Bush.

A la veille de la prise de fonction de Clinton, le nouveau cours politique se précisait : gouvernement de la classe dominante, par la classe dominante, et aussi (comme d'habitude) pour la classe dominante. Un examen du projet de cabinet de Clinton suffit pour s'en convaincre (1). Warren Christopher, le secrétaire d'Etat pressenti par Clinton, a vraisemblablement reçu des rapports des services de renseignements de l'armée sur les militants antiguerre et noirs, dans les années 60, alors qu'il était dans l'administration de Lindon Johnson, il a délibérément menti au Congrès sur ce point dix ans après, en tant que vice-secrétaire d'Etat de Jimmy Carter, c'est à ce dernier titre qu'il a été un artisan du soutien de Carter au Shah d'Iran et de la confrontation désastreuse avec la révolution islamique.

Le libéralisme au pouvoir

La responsabilité de la politique économique, particulièrement délicate, a été laissée au bon vouloir de Lloyd Bentsen, nommé secrétaire au Trésor et connu pour son conservatisme, ses liens avec les grandes compagnies pétrolières, son engagement pour la réduction d'impôts pour les entreprises et pour la "discipline" des réductions budgétaires — divinité devant laquelle tous les programmes sociaux doivent se prosterner humblement. Cette nomination a été si populaire dans les cercles capitalistes que Bentsen a été recommandé par la commission financière du Sénat, avant même que celle-ci ne l'interroge.

Un économiste libéral formé à Harvard, Robert Reich, a postulé au poste de secrétaire au trésor, sur la base de propositions de stimulants économiques "doux" et d'une version floue de "politique industrielle" (c'est-à-dire d'investissements dans l'infrastructure économique, dans la formation des travailleurs, etc). Il est intéressant de noter que Clinton a préféré nommer Reich secrétaire au Travail, un poste qui, dans les administrations démocrates "traditionnelles", revenait à quelqu'un lié aux milieux syndicaux. Les seuls liens — indirects — de Reich avec le mouvement ouvrier se résument à un siège dans le comité de recherche d'un institut de politique économique sur le travail, par contre il est ami de Clinton depuis leur séjour à l'université dans les années 60.

S'étant assuré que le noyau dur de son cabinet serait bien accueilli par les grandes compagnies et les investisseurs, Clinton a repris sa promesse de créer « *un gouvernement qui ressemble à l'Amérique* ». Le résultat est révélateur de sa vision de ce que sont les Etats-Unis. Ron Brown, un afro-américain qui préside le Comité national du Parti démocrate et qui est représentant juridique au service des grandes compagnies et des clients du gouvernement, devrait être le secrétaire au Commerce.

1) Dans le système de gouvernement nord-américain, fortement présidentiel, les postes dans le cabinet sont équivalents aux portefeuilles ministériels dans un système parlementaire, les membres du cabinet ne sont pas des législateurs élus. Ils doivent être soumis à l'approbation du Congrès, qui est généralement accordée après quelques calomnies rituelles.

Le secrétaire à la Santé et aux services sociaux et le procureur général pressentis sont des femmes qui ont la réputation d'être féministes, et déplaisent donc à la droite. La dernière est aussi avoué de premier plan du géant de l'assurance Aetna. Cette nomination du "féminisme des trusts" dans l'administration sert un double objectif. Elle permet un semblant de représentation des femmes, et servira de support à un rafistolage de "réforme de l'assurance médicale" que Clinton a promis d'inaugurer dans les 100 premiers jours de son administration.

Très éloignée des programmes de santé appliqués dans les pays capitalistes avancés, la proposition de Clinton consiste à enrôler les 37 millions d'exclus de l'assurance médicale dans un système bas-de-gamme avec des remboursements minimaux et praticien imposé, tout cela administré avec force profit par les compagnies d'assurances à but éminemment lucratif. Pendant ce temps, ceux qui, comme les travailleurs syndiqués, bénéficient de couverture médicale au-dessus du niveau minimum devront payer des impôts.

Le miroir aux alouettes

Un observateur avait décrit l'atmosphère qui régnait, à New-York juste à la veille de l'élection, comme « *une ambiance terrible d'espoir et de mobilisation autour de la communauté homosexuelle, tout le monde portant les badges Clinton/Gore, particulièrement dans les bars gays, des manifestations aux flambeaux, des porte-à-porte pour faire inscrire les gens sur les listes électorales, etc* ». On attendait ce que Clinton « *ferait pour [les gays]* » mais était répandu le sentiment que si Bush était réélu, les homosexuels « *seraient raflés pour aller dans les camps de concentration* ».

La couverture du journal du syndicat des travailleurs des médias, montrait une photo de Clinton saluant de la main et affirmant que sa victoire « *était plus que la victoire d'un parti, que c'était la victoire d'un peuple qui travaille dur et respecte les règles du jeu... qui est prêt à se battre et à gagner sur le terrain économique, mais qui a besoin d'un gouvernement qui lui qui lui donne un coup de main, pas l'aumône* » (2). Les pages centrales du journal étaient entièrement consacrées à la mobilisation du syndicat en faveur de Clinton. Suivant une tradition de la presse syndicale, aucune mention n'était faite de son soutien ouvert à l'Accord de libre échange nord-américain (NAFTA), auquel le mouvement ouvrier s'oppose, pas plus qu'à son appui à la loi interdisant le monopole syndical en Arkansas (3) ni à son refus pointé de se déclarer en faveur des syndicats lorsqu'il a été mis au défi de le faire par Jerry Brown lors des primaires démocrates.

Cet enthousiasme a pénétré profondément dans la gauche, aux Etats-Unis et au niveau international. L'hebdomadaire des libéraux et socio-démocrates, *In These Times*, affichait les couleurs de Clinton dans son numéro "spécial seizième anniversaire" de l'après-élections. *The Nation*, qui avait un cours éditorial très critique à l'égard de Clinton, a reçu un grand nombre de lettres de lecteurs en colère, critiquant la rédaction pour n'avoir pas reconnu l'élection de Clinton comme une grande victoire de la gauche !

Une écrivain et militante qui couvre le Nicaragua pour la revue *Against the Current* et qui en revient, affirme que les Nicaraguayens sont très enthousiastes et attendent beaucoup de l'élection de Clinton.

La communauté homosexuelle, les Afro-américains, les travailleurs et les libéraux n'ont pas été les seuls à soutenir Clinton. Arthur Laffer, par exemple, l'économiste du tournant Laffer et de la prétendue révolution monétariste reaganienne, a soutenu Clinton parce que Bush a augmenté les impôts et, selon ses propres mots, parce que Bush faisait une fixation sur le déficit. Milton Friedman, qui n'est pas connu pour des propositions économiques de gauche, préférait Clinton, lui aussi.

William Safire, le gourou de l'opinion conservatrice, appuyait aussi Clinton. Ce néo-conservateur sioniste avait ses raisons d'en vouloir à Bush, qui n'a pas su mettre en œuvre le programme de démembrement de l'Irak conçu par Shamir et qui a affronté Israël sur le gel des implantations dans les territoires occupés, mais sa position reflète aussi le sentiment, très répandu chez les conservateurs, que Bush a échoué. Un reportage télévisé selon lequel Reagan lui-même aurait voté Clinton n'a été démenti que mollement et de façon ambiguë, par le secrétaire de presse de l'ancien président !

La crise sociale a joué un rôle dans le dénouement des élections présidentielles. Les événements de Los Angeles notamment ont fait l'effet d'une douche froide : certaines couches privilégiées ont commencé à percevoir une crise qui, à terme, les menacerait.

Mike Davis, un auteur marxiste spécialisé dans la crise urbaine, a mis le doigt sur ce phénomène, dans une interview donnée peu après les événements de Los Angeles. A une question sur les implications nationales du soulèvement, il a répondu : « *Je pense que pour les quelques survivants de la gauche libérale traditionnelle au sein du Parti démocrate, il est temps de passer à l'offensive. En ces temps d'agonie de nos villes. Tout d'abord il y a eu la désindustrialisation, suivie de la suppression, pendant 15 ans, de toute aide fédérale aux villes qui se sont transformées en autant de dépotoirs de nos problèmes sociaux nationaux. Le moment est venu de reprendre l'offensive et de faire de la reconstruction des villes l'objectif national central, d'utiliser les dividendes de la paix pour les villes.*

La peur de l'explosion

«*C'est une urgence absolue. Les membres des classes moyennes ont fait un mauvais calcul politique pendant les dix ou quinze dernières années, en pensant qu'ils pouvaient permettre la dégradation d'un tiers de la société sans en assumer les conséquences, en déménageant vers des banlieues privilégiées — et qu'ils ne récolteraient ainsi jamais ce qu'il ont semé. Un des effets majeurs de ces émeutes est le nouveau sentiment viscéral d'insécurité des classes moyennes blanches... Il remet sans doute les grosses villes et leur état au premier plan de la politique nationale.* »

La perspicacité de Davis souligne que South central (4) a été le signal d'alarme pour le système et et ses privilégiés des années 80, qui leur a révélé l'acuité de la crise. L'élection de Clinton — et, bien sûr, le pseudo-populiste phénomène Perot au sein de l'électorat blanc — témoigne d'une combinaison d'un mécontentement populaire et de la conviction de la classe dominante que Bush a échoué.

Au bas de l'échelle sociale, l'élection de Clinton suscite une dialectique d'espoir et de désillusion. La responsabilité des révolutionnaires est de répondre à cet espoir, de le politiser, sans susciter d'illusions.

La nouvelle administration n'est pas l'objet de pressions ni de la droite, ni de la gauche : Clinton a pu annoncer la levée de l'interdiction des lesbiennes et des gays dans l'armée des Etats-Unis. Ce message, destiné à la droite et aux fanatiques religieux, leur signifiait qu'ils ne détenaient plus le pouvoir, et qu'on se passerait de leurs services. Le droit des homosexuels à effectuer leur service militaire est un droit démocratique ; mais le service militaire

2) *CWA News*, novembre-décembre 1992.

3) Cette loi, appelée de façon perverse « *droit au travail* » en Arkansas et dans d'autres Etats du Sud surtout, interdit aux syndicats de négocier un monopole syndical avec un patron.

4) Voir *Inprecor* n° 352 et 353 des 8 mai et 25 mai 1992.

n'a jamais été, pour autant, une revendication motrice dans le mouvement homosexuel. Au contraire celui-ci a surtout mobilisé pour obtenir un financement massif de la recherche sur le SIDA et pour une protection intégrale de leurs droits civiques. Ces mesures coûtent de l'argent et requièrent des batailles législatives, tandis que l'interdiction dans l'armée peut-être levée par un simple ordre (bien que même sur cette question Clinton cherche maintenant à trouver un "compromis").

Clinton peut et va probablement faire un certain nombre de choses qui ne coûtent rien. Il peut annuler le "décret gag", une directive infâme de Bush qui interdit aux cliniques de planning familial subventionnées par l'Etat fédéral de faire mention de l'avortement à leur patientes, et supprimer d'autres brutalités mesquines du régime de Bush. Il en est tout autrement des programmes qui coûteraient de l'argent, et, là, les nomination pour le cabinet excluent les libéraux des cercles du pouvoir.

La gauche introuvable

Aucun mouvement de lutte ne viendra des libéraux à une exception près : leur direction s'est constamment battue ces dernières années dans le mouvement pour le droit à l'avortement. Il vont exiger une loi pour la liberté de choix, et il y en aura sûrement une — avec, malheureusement, suffisamment d'espace pour que les Etats imposent des restrictions et des obstacles au droit de choisir. La direction du mouvement pour le droit de choisir va peut-être se trouver obligée d'être critique vis-à-vis de Clinton, bien qu'étant dépendante de lui pour combattre un amendement ou des manœuvres d'obstruction de l'extrême droite.

Il ne faut pas s'attendre à voir les libéraux mener d'autres batailles. Ils ont peur, d'une part d'un échec de Clinton et d'un retour de la droite dure, et, de l'autre, d'une explosion sociale venue d'en-bas. Ils comptent sur Clinton pour les défendre de ces deux dangers, ils ne se considèrent pas comme un groupe de pression organisé, et encore moins pour une opposition. Tragiquement, la gauche est trop petite et inefficace pour remplir ce vide.

L'engagement le plus sincère de cette administration sera pris en faveur du libre échange, de la coopération entre travail et patronat, entre autres projets pour améliorer la "compétitivité" capitaliste des Etats-Unis. Les aspects les plus sinistres de ces politiques sont plus faciles à mettre en œuvre pour une administration démocrate que républicaine, étant donnée la collaboration de la bureaucratie syndicale. Un exemple du genre a été cité par un militant du syndicat des chemins de fer, Lynn Henderson, lors d'une conférence des Partisans d'un Parti du travail (5). Il a expliqué comment la loi censée interdire le « *remplacement permanent de travailleurs* » en grève, inclut une clause d'arbitrage "impartial" pour le règlement des conflits. Ainsi, pour ne pas perdre leur travail au profit de jaunes, les travailleurs devront sacrifier leur droit à négocier leur contrats !

Ces mesures étaient incluses dans un "Amendement Packwood" à la législation contre les briseurs de grève, qui a été étouffé lors de la session du Congrès de l'an dernier. Alors que l'AFL-CIO va essayer d'empêcher que l'amendement (dont l'auteur, le sénateur Robert Packwood, est actuellement impliqué dans une affaire de harcèlement sexuel) ne soit adopté, mais il y a fort à parier que ses efforts ne seront ni très vigoureux ni couronnés de succès.

Les maître-mots de l'administration Clinton en matière de politique du travail seront "compétitivité", "flexibilité" et "coopération" — signifiant tous que les dirigeants syndicaux devront imposer de nouvelles concessions à leurs adhérents avec en retour seulement une apparence de "consultation" de la part du nouveau gouvernement. Le syndicat de la métallurgie a déjà proposé aux entreprises sidérurgiques un contrat incluant l'arbitrage contraignant, plus de cogestion et une "restructuration de la force de travail" (c'est-à-dire des suppressions d'emplois) (6).

Avec, comme toile de fond l'explosion de Los Angeles, une récession prolongée et de craintes profondes à propos de l'avenir du pays, la promesse électorale de Bill Clinton de se « concentrer comme un rayon laser sur l'économie » a obtenu un écho important auprès d'électeurs qui trouvaient Bush trop désintéressé par les questions nationales.

Provocation et compagnie

L'administration Reagan est arrivée aux affaires en cherchant activement l'affrontement international pour renforcer ses bases politiques, elle les a quittées de la même façon par un dernier bombardement de l'Irak et les meurtres de civils qui l'accompagnent. L'équipe Clinton, au contraire, aurait préféré éviter ces diversions potentiellement sources de discorde.

Ainsi, la mise à feu et à sang de l'Amérique Centrale sera pratiquée de façon moins provocante, pour permettre à l'opinion publique libérale reconnaissante de l'ignorer plus facilement. Même la promesse de Clinton aux leaders de l'extrême droite cubaine, exilés à Miami, d'être « *plus dur avec Castro* » semble avoir surtout été une pure rhétorique électorale ; la politique de Bush en la matière était suffisamment vicieuse et aucun changement n'est nécessaire ni probable.

Réduire le rythme des aventures militaires n'a rien à voir avec l'élimination du militarisme. Celle-ci n'est pas prévue par le programme de Clinton, comme le prouve la nomination au secrétariat à la Défense de Les Aspin, un démocrate du Wisconsin qui a rendu des services inestimables à l'administration Reagan-Bush pour faire passer le programme de la "Guerre des étoiles", d'aide à la contra nicaraguayenne et de production du bombardier B1.

Quoi qu'il arrive, Clinton sera immédiatement confronté à ce que l'ancien président Jimmy Carter a décrit comme « *la situation internationale la plus difficile héritée par un président depuis que je suis né* ». Une intervention complexe en Somalie, qui va probablement devenir d'autant moins populaire que des marines vont commencer à être tués ; un glissement vers des opérations militaires étrangères massives dans l'ancienne Yougoslavie ; l'absence de limites au nouveau massacre en Irak ; la crise politique créée par l'expulsion des 417 Palestiniens par Israël ; les perspectives de chaos intégral en Russie — voici quelques unes des questions les plus urgentes que Clinton devra trancher.

Quelques observateurs ont été tentés de remarquer que George Bush a laissé derrière lui une crise internationale en guise de chausse-trape pour un successeur malvenu, qui a mis fin, de façon si impolie, à son mandat. Pourtant, c'est, en dernière analyse, le capitalisme lui-même qui a miné l'économie des Etats-Unis et la situation mondiale. Le grand perdant immédiate va sans doute être l'image de marque de Clinton, car l'espace dévolu à ses prétentions pseudo-libérales s'est évanoui avant qu'il n'ait pu l'occuper. ★

Detroit, janvier 1993

5) "Partisans d'un Parti du travail" (LPA), initiative de conviction et d'organisation visant à obtenir un large soutien, au sein du mouvement ouvrier pour la création d'un parti du travail, est dirigée par Tony Mazzochi, un dirigeant du syndicat des travailleurs de la chimie du pétrole et de l'énergie atomique et militant de gauche de longue date. LPA est encore loin d'être un mouvement de masse, mais il compense dans une certaine mesure la désaffection politique profonde parmi les travailleurs. La réunion de Detroit, organisée par les branches de Cleveland et Detroit de LPA, a été la première conférence régionale du genre.

6) Une analyse de la politique du travail de Bill Clinton par Kim Moody est parue dans le numéro de février 1993 de *Labor Notes*.

Faillite et fin de règne

Les élections législatives du 21 mars prochain inaugureront à n'en point douter une nouvelle donne de la vie politique française. D'ores et déjà, la victoire de la droite semble plus que probable. Les spéculations portent sur son ampleur plutôt que sur sa vraisemblance. A la différence de celle de 1986, la défaite annoncée de la gauche en général et du Parti socialiste en particulier clôt une époque. En l'emportant en 1981 sous la bannière du changement, cette gauche annonçait son désir de durer et de ne pas se contenter d'un passage éphémère aux affaires.

Daniel BENSAID

Pari tenu. Le bail a été de pratiquement douze ans. L'épreuve du temps n'en éclaire que plus crûment le bilan. Que reste-t-il des grandes promesses ? Les caciques roses ne cessent d'énumérer : l'abolition de la peine de mort, les lois Auroux, la retraite à soixante ans, la décentralisation... Mais la décentralisation a surtout décentralisé la corruption. Les lois Auroux, censées élargir la démocratie dans l'entreprise, ne pèsent pas lourd face à la montée du chômage et des inégalités. La retraite à soixante ans est d'ores et déjà en sursis précaire. Il ne reste guère que l'abolition de la peine de mort et... l'abolition de la peine de mort !

C'est tout de même peu pour contrebalancer le bilan catastrophique de l'emploi, la réapparition de la misère urbaine, la montée du racisme et de la xénophobie, l'affaire du sang contaminé, et la morne litanie des scandales. La débâcle morale de la gauche est à peu près totale. Et profonde, car il ne s'agit pas de ces défaites honorables subies à l'issue d'un combat acharné, mais d'une défaite de l'intérieur, par reniement et renoncement, par ralliement aux valeurs de l'adversaire, de ces défaites qui rongent et démoralisent durablement. Bref, champion du franc fort et chantre de la bourse, le gouvernement socialiste s'est voulu plus performant que la droite dans la bonne gestion du capital. Cette conversion spectaculaire à un libéralisme tempéré ne manifeste pas la veulerie ordinaire de réformistes sans réformes. Elle souligne plus profondément l'épuisement d'un projet social-démocrate associé à l'administration de l'Etat-providence et aux mécanismes représentatifs qui lui sont liés.

Le "tournant réaliste"

Tel est bien le problème principal, au delà des péripéties électorales. Ce qu'on a appelé le tournant réaliste de 1982-83, lorsque le gouvernement s'est plié aux contraintes de la récession internationale, renonçant aux priorités sociales proclamées et notamment à la défense de l'emploi, n'était pas une simple capitulation conjoncturelle mais plus fondamentalement le constat que les politiques keynésiennes traditionnelles perdaient leur efficacité relative dans une économie plus fortement internationalisée. A moins bien sûr de les radicaliser dans le sens d'un contrôle rigoureux des prix, d'un blocage des licenciements, et d'une logique de rupture avec les contraintes du marché ! La voie des réformes, même modestes, était de plus en plus étroite, en attendant de redéployer à un niveau supérieur (en l'occurence européen) les instruments d'un interventionnisme éclairé. Ce n'est donc pas par hasard si l'activisme bruxellois de Delors s'est manifesté dès 1984-85 en lien direct avec le "tournant" de 83 (1).

Presque dix ans plus tard, le cadre politique et institutionnel d'un néo-keynésianisme communautaire n'existe toujours pas. Les difficultés de financement du projet de relance européen et les déboires du Système monétaire européen (SME) ne vont pas dans ce sens. Ce que le jargon journalistique désigne comme crise morale ou crise du politique (mêlant la corruption des appareils d'Etat et les phénomènes d'abstentionnisme électoral) est en réalité en rapport direct avec cet épuisement des politiques redistributives mises en place depuis la guerre et du compromis social de fait qui en résultait. La légitimité du système de représentation parlementaire (avec, selon les pays, le rôle central d'un puissant parti réformiste social-démocrate ou stali-

1) C'est dans cette logique que s'inscrit la relance du projet européen par Delors en 1985.

nien), la complémentarité entre cette représentation et un mouvement syndical revendicatif, l'attachement social et électoral de secteurs majoritaires du prolétariat à ces organisations tant bien que mal garantes de leurs conquêtes, tout cela avait une certaine cohérence.

Eclatement tous azimuths

Dès lors que, sous la pression des restructurations et des délocalisations, c'est la tendance à la fragmentation, le creusement des inégalités, et la segmentation de la force de travail qui l'emportent, rien d'étonnant à ce que s'ensuive une crise généralisée du système de représentation, une désaffection envers des appareils traditionnels de plus en plus incapables de jouer leur rôle, la recherche de formes catégorielles d'expression, l'éclatement même des comportements électoraux. Cette mue est profonde. Elle est durable. Elle est sans issue immédiate. On peut en effet estimer que c'est un système d'équilibre (ou un mode de régulation) qui est périmé, mais on n'aperçoit pas pour autant un système cohérent alternatif. Les élucubrations sur un nouveau modèle de société duale ou des deux-tiers, fondé sur une production et une consommation fortement différenciées, outre qu'elles demeurent largement de l'ordre de la projection, suffisent à indiquer qu'il en résulterait une rude épreuve pour la démocratie représentative elle-même : comment concilier une société de plus en plus inégalitaire avec l'égalité civique et juridique formelles ?

Ce malaise est d'ailleurs à la racine des phénomènes sécuritaires et des paniques identitaires dont se nourrissent les nouveaux mouvements d'extrême-droite. Par delà la variété de leurs manifestations et les fluctuations de leurs scores électoraux, il s'agit d'une réalité hélas tenace. Car les droites traditionnelles, avec en France les variantes libérale et gaulliste, subissent un ébranlement symétrique à celui de la social-démocratie pour des raisons analogues. Elles aussi, qu'il s'agisse du gaullisme historique en France ou de la Démocratie chrétienne en Italie, avaient établi avec leur électorat un rapport clientélaire nourri par la croissance de l'après-guerre. Déjà, les dirigeants éclairés de cette droite comprennent qu'ils ont joué les apprentis sorciers en appuyant un libéralisme débridé et en vantant les vertus du reaganisme et du thatchérisme. Le résultat est économiquement désastreux, socialement coûteux, et politiquement inquiétant. Un espace s'est ouvert pour une droite populiste, et il ne manquerait pas de sel, si la situation n'était si dramatique, de voir les zélés libéraux d'hier, Madelin (3) inclus, se faire aujourd'hui les défenseurs d'une réhabilitation urgente de l'Etat et de son intervention nécessaire.

Hospice contre hôpital

Tel est bien en effet le paradoxe explosif de la situation. Face à une gauche défaite, qui n'est plus la gauche, qui n'a plus ni projet ni identité clairs, la droite mal unie tremble devant sa probable victoire. La perspective d'avoir à gérer un chômage galopant, dans un contexte international plus qu'incertain, n'a rien pour elle de très rassurant. D'autant qu'à l'épuisement de sa forme de domination relativement efficace depuis un demi-siècle s'ajoute une crise de leadership international. Depuis la dislocation de l'URSS, les Etats-Unis n'ont perdu aucune occasion, la plus évidente étant la guerre du Golfe, de réaffirmer leur hégémonie diplomatico-militaire dans le monde.

Mais ce rôle n'en est que plus contrasté par rapport à leur affaiblissement économique et à la perpétuation des désordres monétaires. Il n'existe pas de puissance dominante, à la fois militairement et économiquement, en situation de remplir les fonctions tenues naguère par l'Angleterre puis par les Etats-Unis. Cette déstabilisation du leadership international ne fait qu'aggraver l'instabilité des classes dominantes dans leurs pays respectifs.

Dans ce contexte, la précampagne électorale prend l'allure d'une guerre en dentelles, faite de marches et contre-marches, escarmouches et esquives, temporisations et tergiversations. Devant la gravité de la situation, on aurait pu s'attendre à ce que les grandes forces en présence se prononcent clairement sur les questions les plus brûlantes, telles que l'emploi, la protection sociale, l'avenir de l'Europe, ou la crise yougoslave. Mais chacun de ces dossiers divise aussi bien la droite que la gauche. Le débat se cristallise sur l'inépuisable sujet de la cohabitation, ou sur les projets présidentiels de réforme institutionnelle.

Tactiquement, ces joutes ne sont pas sans enjeux. François Mitterrand peut en effet tirer parti d'une situation sociale et économique plus que difficile pour un gouvernement de droite et du nécessaire réaménagement constitutionnel pour débloquer le système des partis et redessiner le paysage avant les présidentielles de 1995. Il n'en demeure pas moins que les allusions aux menus plaisirs de la cohabitation apparaissent dérisoirement politiciennes au regard des urgences. L'exaspération gronde. Mais, sous le poids du chômage, sur fond de guerre balkanique, et en l'absence de solution politique de rechange, elle demeure pour l'instant impuissante.

Electoralement, cette impasse peut

2) Voir *Inprecor* n° 365 du 18 décembre 1992.

3) De l'U.D.F. Partisan d'une politique de "relance" de la dévaluation du franc.

A gauche vraiment !

La Ligue communiste révolutionnaire a décidé de participer à cette campagne électorale en présentant et soutenant environ 75 candidat(e)s sous le sigle "A Gauche Vraiment" et sur la base de sa propre plateforme. Une brochure d'arguments et de propositions sur l'emploi et le chômage est disponible.

En même temps, la LCR a souscrit avec d'autres partenaires (dissidents du parti communiste et du parti socialiste notamment) un "Engagement pour changer à gauche". Les signataires de cet accord ont pris acte des convergences et de l'action commune qui ont été possibles à l'occasion d'événements majeurs comme la guerre du Golfe ou la ratification référendaire du Traité de Maastricht, ainsi que sur la nécessité d'une riposte à la montée du racisme et du fascisme. Il ne s'agit évidemment pas d'une sorte de programme commun ni des contours d'une nouvelle organisation, mais de la traduction réaliste des collaborations possibles et de leurs limites. Ainsi, sans toujours pouvoir éviter la concurrence, les candidats se référant à cet engagement, s'efforceront autant que possible d'éviter de se concurrencer et de s'apporter un soutien réciproque. Il ne faudrait pas que la compétition électorale ne détruise la dynamique unitaire qui s'est esquissée et que les polémiques de circonstance n'obscurcissent les enjeux de fond. C'est pourquoi, avant l'ouverture de la campagne officielle, une tournée de réunions débats est organisée par les signataires de l'appel national à Marseille, Montpellier, Lyon, Paris, etc.

Ils devraient permettre de discuter sur le fond des réponses des uns et des autres aux problèmes les plus urgents, et d'explorer, par delà l'échéance électorale, les possibilités d'action commune sur l'emploi, l'Europe ou la protection sociale, afin de se tourner vers les autres forces du mouvement ouvrier et écologiste, vers les organisations syndicales et associatives, qui se retrouveront à la fin mars face à de nouvelles menaces, avec un besoin accru de perspectives et d'unité. ■ **D. B.**

profiter aux formations qui paraissent échapper à l'échiquier traditionnel, et en particulier à la coalition écologiste. Le Front National (FN), qui avait atteint la barre des 14% semble en effet marquer le pas. Aux élections régionales et cantonales de 1992, il n'a pas atteint les résultats qu'il espérait. Les commentateurs se sont empressés d'y voir le signe d'un déclin. Le fait est que le parti de Le Pen a construit son image sur la vitesse : montée irrésistible, assaut de régions ou municipalités, campagnes à la hussarde... (4). L'électeur risque d'en déduire que qui n'avance pas recule. Le fait est que depuis une année, le FN a des difficultés à trouver un second souffle. Il a fait une campagne plutôt discrète sur Maastricht. Après avoir bénéficié d'une promotion médiatique calculée, il est aujourd'hui plutôt marginalisé par les médias. Mais surtout, la droite traditionnelle avec les initiatives d'un de Villiers (5) ou l'activisme populiste du tandem Pasqua-Seguin (6) lui dispute âprement thèmes et clientèle. Il ne faut pas oublier cependant que l'échec électoral était relatif à ses ambitions affichées : en même temps qu'il plafonnait ou se tassait dans ses régions phares du Sud, le FN homogénéisait dangereusement sa présence et atteignait en particulier des scores inquiétants dans la région parisienne.

Du neuf avec du vieux

C'est cependant la coalition écologiste (entre le parti Vert d'Antoine Waechter et Dominique Voynet et le mouvement Génération écologie (GE) lancé il y a un an par l'ex-ministre de l'environnement Brice Lalonde) qui devrait tirer les marrons du feu en termes de suffrages (aujourd'hui 17% dans les sondages). Le système électoral ne lui permet en revanche d'espérer qu'une poignée d'élus. Cette situation insolite peut en faire le principal vainqueur aux poings des élections, sans avoir à assumer immédiatement les périlleuses responsabilités qui en découlent. En effet, cette coalition n'est pas moins divisée sur les grandes questions d'avenir que la gauche ou la droite traditionnelle, non seulement entre les grandes familles que sont les Verts et GE, mais au sein de chacune des composantes. Or, il s'agit pratiquement de la première force dont l'essor électoral est aussi directement lié à un phénomène médiatique et aussi disproportionné à une assise militante ou même notabiliaire rachitique. Brice Lalonde annonce ouvertement son intention de contribuer à une alliance moderniste (ou démocrate) entre centristes, écologistes et socialistes éclairés. Par delà l'intention proclamée de faire de la politique autrement, les deux partenaires sont d'ores et déjà enlisés dans les jeux politiciens les plus traditionnels et les plus douteux.

Plus généralement, l'émiettement du paysage électoral et le fait que près de 40% d'électeurs risquent de se voir privés de représentation parlementaire par le système uninominal à deux tours, ne fera que renforcer le discours présidentiel sur la nécessité d'une réforme institutionnelle qui divise profondément la droite. Cette réforme pourrait aussi être l'occasion d'une refonte parachevant le dessein mitterrandiste. L'ancien dirigeant socialiste et ministre de l'éducation Alain Savary disait ironiquement que François Mitterrand est un homme honnête : il rendrait le Parti socialiste dans l'état où il l'avait trouvé (c'est-à-dire réduit à une peau de chagrin). C'est en bonne voie. Plus précisément, Mitterrand semble se désintéresser aujourd'hui de l'avenir de ce parti en tant que Parti social-démocrate classique et encourager la multiplication des inititatives charnières ou des passerelles au nom de la "société civile" (apparition de GE, promotion de Bernard Kouchner (7), extension de l'Energie-Sud de Bernard Tapie (8) en Energie France). Ainsi émergent les composantes d'une éventuelle coalition ou formation démocrate autour d'un noyau issu de l'actuel PS.

Il y a pourtant encore loin de la coupe aux lèvres. Et du discours au contenu. Une fois disparu l'alibi du péril rouge à l'Est, une fois ruiné le mirage libéral des années 80, une fois abandonné le réformisme social-démocrate de 1981, l'heure est venue de faire des choix de fond. Les vœux présidentiels ont donné le ton pour les prochains mois. Résigné à la fatalité d'un retour de la droite, le président a pris la posture du gardien et garant des droits sociaux. Or, la marge est de plus en plus étroite.

La barre des 3 millions de chômeurs officiels est désormais franchie et les charrettes de licenciements annoncées font craindre, pour peu que la récession se prolonge, une nouvelle envolée en 1993, avec un effet désastreux sur la jeunesse. Tout le reste en découle : pauvreté, sans logis, insécurité, racisme, malaise des banlieues, déficit de l'assurance chômage. Tous les expédients, en termes de stages, petits boulots, précarité ont été utlisés. De nouvelles mesures ne pourraient avoir qu'un effet marginal. Avec son parler net, Bernard Tapie l'a d'ailleurs déclaré à la télévision : au niveau des mesures gouvernementales tout a été tenté, il ne resterait plus qu'à miser sur l'imagination et la bonne volonté de tous les partenaires... La droite se trouve dans la même impasse.

Le discours de Balladur (9) tourne à vide comme celui de Bérégovoy (10) : pour créer des emplois, il faut de la croissance ; pour encourager les investissements, il faut réduire la charge des entreprises ; mais comment le faire, sans creuser les déficits budgétaires et entamer la protection sociale ? Clinton n'est pas encore installé à la Maison Blanche qu'il a déjà remisé ses promesses fiscales. ★

Paris, 18 janvier 1992

4) Voir *Inprecor* n° 353 du 22 mai 1992.

5) De l'UDF

6) Charles Pasqua et Philippe Seguin, ancien ministre des affaires sociales dans le gouvernement Chirac entre 1986 et 1988, se sont opposés à la position officielle du RPR de soutien au traité de Maastricht et ont organisé le Rassemblement pour le non.

7) Ministre de la santé.

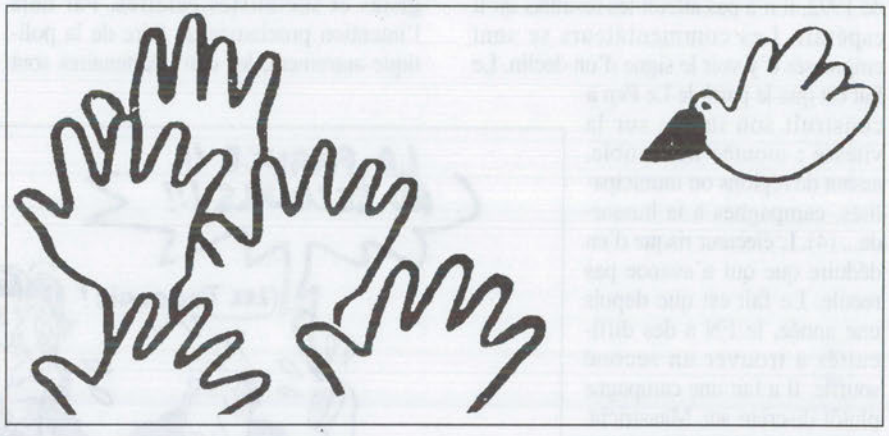
8) Entrepreneur détaché de la droite, démissionné de son portefeuille pour scandale, puis reconduit dans ses fonctions de ministre de la ville le 24 décembre 1992 par le même gouvernement.

9) Ex-ministre des finances dans le gouvernement Chirac en 1986-88, pressenti par le patronat à égalité avec Barre pour occuper le poste de futur premier ministre.

10) Ministre socialiste de l'économie et des finances, puis premier ministre.

Par delà les "lignes de lumière"

Après les manifestations antiracistes massives auxquelles plusieurs millions de personnes ont participé, le débat sur le racisme en Allemagne a été marqué par deux événements. Le premier est l'accord entre les principaux partis politiques, le Parti social-démocrate (SPD), les Libéraux (FDP) et la Démocratie chrétienne (CDU), sur les restrictions au droit d'asile. Le second a été le meurtre de trois immigrés, dans un incendie volontaire perpétré par les fascistes, à Mölln dans le land de Schleswig-Holstein, le 23 novembre 1992. Ironie du sort, cette attaque a eu un effet décisif sur l'opinion publique allemande.



David MÜLLER

Les incendies criminels et les meurtres reposent crûment la question des racines de cette vague raciste. Des facteurs immédiats et à plus long terme opèrent simultanément.

Le racisme existe dans tous les Etats impérialistes. La discrimination économique et politique contre les ressortissants du "Tiers Monde" se reflète de façon déformée dans la conscience de la population. Le racisme en Allemagne a deux caractéristiques particulières. La citoyenneté allemande est fondamentalement liée à l'"appartenance à la race". Tout habitant de l'ex-URSS pouvant prouver qu'il a des origines allemandes peut devenir citoyen allemand dès son arrivée en Allemagne — alors que ce n'est pas le cas, par exemple, d'un immigré turc qui a vécu en Allemagne pendant plusieurs années.

Le fait que les syndicats allemands et le parti ouvrier de masse qu'est le SPD, n'adhèrent plus, ne serait-ce que verbalement, à une perspective socialiste, pèse aussi. Dans l'ancienne RDA, l'expérience du stalinisme est un facteur supplémentaire. La conscience moyenne des travailleurs organisés ne peut même plus être qualifiée de réformiste au sens classique du terme. A une échelle de masse, elle est tout au plus démocratique. Il y a donc plus d'espace pour une perspective réactionnaire que dans les années 20.

Ce contexte influe sur la composition sociale de l'extrême droite et des organisations fascistes. La base — et l'électorat — de l'Union du peuple allemand (Deutsche Volksunion, DVU) et des Républicains est encore majoritairement issue des classes moyennes. Par contre, le Parti national-démocratique, une organisation fasciste classique, compte 50 % d'ouvriers dans sa direction nationale et dans l'ancienne RDA, ses troupes de choc sont composées de jeunes travailleurs qualifiés. Des progrès au sein de la classe ouvrière ne sont pas exclus. Les nazis ne sont plus aujourd'hui en majorité des "déclassés".

Les militants nazis ont réussi à instaurer une atmosphère raciste, par la terreur directe — jouant ainsi le rôle d'une avant-garde réactionnaire. Ils ne sont parvenus à ce stade que grâce au gouvernement qui, depuis 1986, mène campagne contre les réfugiés, pour distraire l'attention de ses échecs et de la régression sociale. De plus, l'échec de la grève des fonctionnaires de 1992, a fait perdre une occasion de construire une opposition à la dégradation sociale et à la baisse des salaires.

Les sociaux-démocrates n'ont rien fait non plus pour défendre les réfugiés. Pire, ils ont cédé à la pression de la droite, et, malgré leur déclarations initiales, ils se sont montrés prêts à soutenir l'initiative gouvernementale de restriction du droit d'asile. L'accord du 7 décembre 1992 a été précédé de la résolution du congrès du SPD, des 14 et 15 novembre, autorisant le parti à soutenir la modification de la Constitution.

A la veille du congrès, la base du SPD pouvait encore la rejeter. Mais la direction du SPD est parvenue, à l'issue de deux semaines de manœuvres, à s'assurer d'une forte majorité, lors du congrès extraordinaire.

Klose, le dirigeant de la faction parliamentaire, avait préalablement laissé entendre que, tout en négociant la question du droit d'asile avec le gouvernement, les députés sociaux-démocrates tiendraient compte de la décision du congrès. Engholm, le porte-parole du parti, a tenté d'amadouer la base par une rhétorique antifasciste lors du discours d'ouverture, mais n'a pas évoqué la question "secondaire" de la modification de la constitution. La gauche du SPD, quant à elle, n'a que peu résisté.

L'adoption des modifications de l'article 16 de la Constitution sur le droit d'asile et les lois qui en découlent aboutissent à la remise en cause du droit d'asile(1). Ce compromis passé entre les partis a porté un coup aux mobilisations antiracistes, dont la revendication centrale était le maintien du droit d'asile. Plus de 150 000 personnes ont manifesté autour du lieu de réunion du congrès extraordinaire du SPD le 14 novembre, contre la direction du SPD ! La coalition à l'initiative de la manifestation allait des autonomes anarchistes à Jusos (l'organization de jeunesse du SPD). La gauche et des jeunes scolarisés ont formé le gros de la manifestation.

Mais l'opinion publique a été plus marquée par les meurtres de Mölln que par des manifestations antiracistes. Pour la première fois, les victimes étaient des travailleurs immigrés qui, à la différence des réfugiés,

1) Sur la remise en cause du droit d'asile, voir *Inprecor*, no. 365 du 18/12/92.

ont un réel poids social et une expérience politique commune, même si elle est limitée. De plus, alors que le capital a intérêt à utiliser les demandeurs d'asile comme des boucs émissaires, il maintient les immigrés comme groupe de travailleurs ayant peu de droits. Les patrons ne tiennent pas à subir une hémorragie de cette main d'œuvre.

C'est ainsi que la société Opel, dont un tiers des employés sont des immigrés, a fait l'éloge de "la tolérance et le bon voisinage". La peur d'une radicalisation des travailleurs immigrés a aussi pesé ; ils ont déjà montré qu'ils étaient la frange la plus militante et consciente de la classe ouvrière en Allemagne. Il y a un consensus plus large contre la terreur qui frappe les travailleurs immigrés qu'autour de la défense des réfugiés.

Le poids du réformisme

Les meurtres de Mölln ont suscité peur et colère chez les immigrés. Lors d'interviews, beaucoup ne se cantonnaient pas aux revendications défensives. Tandis que les plus âgés semblaient solliciter la protection de l'Etat, les jeunes parlaient souvent d'organiser l'autodéfense. Beaucoup ont formulé des exigences politiques et ont rendu la droite responsable de leur absence de droits.

Mais, l'émigration turco-kurde est hétérogène. Dans la jeunesse, une petite avant-garde, attirée par les autonomes et un "multi-culturalisme" modéré, défend son indépendance organisationnelle. Les plus "gauche" sont de jeunes Turcs qui ont entrepris des actions militantes contre les Nazis. Les immigrés les plus âgés votent pour les partis réformistes.

Dans la plupart des mouvements, y compris écologistes, les Verts exercent une influence plus idéologique qu'organisationnelle ; il en est autrement du mouvement antiraciste. Les listes liées aux Verts ont souvent obtenu les meilleurs scores aux élections des conseils d'immigrés — comme à Hanovre. Ces conseils sont élus par les immigrés au niveau local, mais n'ont pas de pouvoir de décision et peu d'immigrés participent au vote. Néanmoins, les Verts y ont acquis une influence de masse — à Berlin, par exemple — et peuvent mobiliser.

Les premiers signes du rôle de détonateur que les travailleurs immigrés peuvent jouer dans la classe ouvrière sont déjà perceptibles : des grèves symboliques ont eu lieu dans plusieurs entreprises — quelquefois avec le soutien du patronat.

Des appels ambitieux et des actions tournantes ont été lancés dans les entreprises. Ces initiatives ont conflué lors de la manifestation du comité des délégués syndicaux de l'entreprise Hörsh à Dortmund et de l'Initiative du mouvement des syndicalistes contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples. La réunion a rassemblé une centaine de permanents syndicaux, surtout de le syndicat de la métallurgie, IG-Metall. Ils ont appellé la direction de la confédération syndicale DGB et les syndicats de branches à organiser une journée d'action antiraciste le 29 janvier 1993, y compris dans les usines. Une campagne pour une grève générale le 3 mai a été lancée, et une coordination permanente mise sur pied.

Mölln a changé les mentalités — un sentiment prévaut dans la population contre la terreur raciste, mais pas contre toutes les formes de racisme — et a suscité un début de mobilisation des immigrés. Les mobilisations ont pris une forme à la fois nouvelle et problématique. Ces dernières semaines, plus d'un million de personnes ont participé aux "lignes de lumière" dans toutes les grandes villes. Les gens y portent des bougies pendant une demi-heure, parfois en silence, comme à Munich, ou en écoutant la lecture de la Bible ou d'histoires, comme à Hanovre.

Les "lignes de lumière" ont été surtout organisées par des forces politiques bourgeoises, incluant *Bild*, journal qui attaque violemment les réfugiés depuis des années. Elles reflètent un évolution notable dans l'opinion, mais serviront aussi à canaliser et à restreindre les possibilités d'une activité antiraciste plus profonde. Une "ligne de lumière" n'est pas l'expérience collective de la manifestation ; les gens restent seuls ou en petits groupes, sans avoir le sentiment de participer à une action visant un objectif précis. Les organisateurs font souvent une vertu du caractère "apolitique" des ces actions, l'antiracisme étant réduit à l'expression de sentiments.

Pourtant, la gauche a souvent été à l'initiative de distributions de tracts exigeant l'égalité des droits et dénonçant le compromis sur le droit d'asile, comme à Hanovre, avec les Verts, et à Munich, avec le comité antifasciste local. Ces actions ont été bien accueillies.

Récemment, les organisations réformistes se sont impliquées dans la mobilisation. Au début, les manifestations rassemblaient des jeunes scolarisés que les réformistes n'influencent guère. On ne peut pas en dire autant des immigrés. Les quelques Verts présents représentant les conseils d'immigrés sont perçus par ces derniers comme des représentants conséquents de leurs intérêts. Le SPD est implanté chez les immigrés à travers les syndicats, qui veillent aux pressions de leurs bases turques et kurdes.

Les organisations réformistes ont inlassablement mobilisé, et cela ne les a pas génées beaucoup de ne pas adopter un profil antiraciste conséquent. Il est positif que les réformistes soutiennent et s'investissent dans les mobilisations, et inévitable et opportun que les immigrés reçoivent leur soutien. Ces dernières années, l'influence des révolutionnaires a constamment diminué et il ne faut pas rejeter les occasions d'élargir la mobilisation.

Mais l'orientation des réformistes est problématique. Ils exigent que les Nazis soient interdits par l'Etat ; cette ligne court-circuite la revendication massivement exprimée de l'autodéfense. D'autre part, ils ne soutiendront pas les tentatives de lier revendications antiracistes et revendication sociales.

Malgré l'ampleur de la mobilisation, celle-ci reste ponctuelle. Quelques groupes se sont formés mais ils sont faibles. Une poignée de coordinations au niveau local rassemble les groupes de gauche traditionnels — les restes du Parti communiste, la gauche des Verts, les autonomes et les petits groupes communistes — et des militants dans la jeunesse lycéenne. Les universités connaissent une activité moindre que durant la guerre du Golfe.

Il y a un besoin urgent de constituer une coordination nationale des militants, car seules les forces réformistes et bourgeoises sont organisées nationalement. A gauche, le courant dominant du mouvement antifasciste est constitué par les autonomes, qui sont opposés à une structuration nationale.

L'objectif des révolutionnaires est la construction d'un front unique. Il faut dépasser le stade de la propagande pour agir concrètement :

- Mettre en place des organisations de masse rassemblant dans l'action tous les anti-racistes. Actions et mobilisations seront indispensables pour assurer la sécurité physique des immigrés et des réfugiés. Il faut s'orienter vers l'autodéfense, plutôt que de solliciter l'Etat.
- Il faut coordonner les forces radicales — ce qui inclut des secteurs de l'immigration et des autonomes — autour d'une ligne de défense du front unique des travailleurs, des immigrés, des réfugiés et d'autres organisations progressistes.

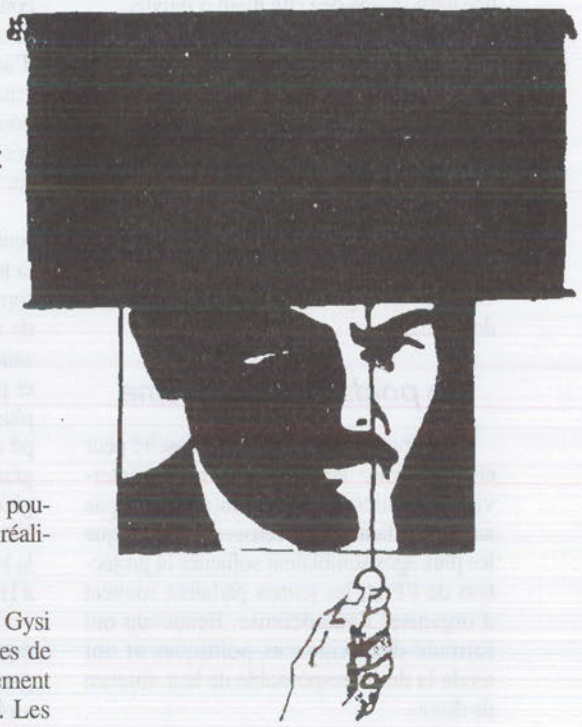
Enfin, il incombe aux révolutionnaires de dénoncer les causes sociales du racisme et de lier le mouvement antiraciste aux autres mouvements sociaux. ★

Hanovre, le 19 janvier 1993

2) L'organisation de jeunesse du SPD.
3) Syndicat de la métallurgie.

Le legs d'octobre

Quelle est votre attitude face à la Révolution d'octobre 1917 en Russie et quel a été son impact dans votre vie ? Quelles en étaient les potentialités et pourquoi celles-ci ne se sont-elles pas réalisées ? Quelle est la réalité de cette révolution aujourd'hui ? Telles sont les questions qui ont été posées à Gregor Gysi, le dirigeant du PDS allemand (le successeur de l'ex-Parti communiste de RDA), à Ernest Mandel, le théoricien marxiste révolutionnaire bien connu et à Oskar Negt, intellectuel de la gauche socialiste, lors d'un débat organisé à l'université de Humboldt, à Berlin, à l'initiative de la revue Inprekor paraissant en allemand.



DOCUMENT

Gregor Gysi : Un évènement historique suscite toujours a posteriori des sentiments complexes, surtout quand on l'approche de façon émotionnelle. Néanmoins, j'approuve entièrement les paroles de Rosa Luxemburg lorsqu'elle disait, parlant de Lénine, Trotsky et des autres : « *Ils ont été les seuls, jusqu'à présent, qui ont le droit de dire : "j'ai osé !"* » Nous devons réapprendre à oser et à ne pas reculer, même si oser quelque chose ne semble pas payant.

Mon attitude face à cette question est double, cependant : ce qui m'intéresse dans la révolution d'Octobre, c'est sa promesse d'émancipation, et le fait que cette émancipation n'ait pas eu lieu. Alors que la révolution française a légué une série de catégories morales qui continueront encore à hanter le monde intellectuel pendant des décennies, je ne sais pas avec certitude, aujourd'hui, quelles seront, par exemple, les catégories morales léguées par la révolution d'Octobre.

Je crois aussi que cette révolution a favorisé une fausse approche de la question du pouvoir. Aujourd'hui, l'interprétation de la révolution d'Octobre est fournie par les vainqueurs : certains la présentent comme rien de plus qu'un coup d'Etat, oubliant les conditions d'existence concrètes du peuple de Russie à l'époque. On ne peut jamais condamner moralement un peuple qui aspire à se libérer, car cela est un droit légitime, même si la tentative échoue.

Oskar Negt : La démocratie bourgeoise en Allemagne est aussi un évènement très tardif. Sa percée a pris des siècles. Les choses pourraient-elles aller plus vite lorsqu'on promet d'abolir le pouvoir de l'homme sur l'homme et de réaliser la démocratie socialiste ?

Ernest Mandel : Le camarade Gysi a dit que les tendances émancipatrices de la révolution d'Octobre ont partiellement échoué. Je ne dirais pas cela ainsi. Les développements en Union soviétique à partir de 1921, ou 1923 ou 1928, ne furent pas le produit de la révolution d'Octobre, mais le produit d'une contre-révolution que vous ne pouvez pas attribuer aux dirigeants de la révolution russe, comme vous ne pouvez pas attribuer à ceux qui ont fait la révolution française, les crimes des guerres napoléoniennes. Ceux qui ont fait la révolution d'Octobre, ont été tués par les chefs de cette contre-révolution. Il ne faut pas confondre les victimes et les bourreaux.

Gysi : Je n'ai pas dit pourquoi les tendances émancipatrices n'ont pas été réalisées. Selon Mandel, c'est à cause de la contre-révolution. Mais cette idée est trop simpliste, car pour pouvoir lancer leur attaque, les contre-révolutionnaires devaient eux-aussi avoir leurs racines dans le cadre créé par la révolution d'Octobre. Dans la période immédiatement post-révolutionnaire, au moins, cela était en rapport avec les structures de pouvoir qui étaient alors entre les mains d'individus sur lesquels il y avait peu de contrôle. La révolution d'Octobre fut une énorme occasion de redistribuer le pouvoir de manière radicalement différente, pour réaliser la décentralisation et une large participation du peuple. Rosa Luxemburg a abordé ce problème dans sa critique de la révolution d'Octobre, mais cette discussion est restée insuffisante, y compris au temps de Lénine.

Certes, un des problèmes est que la révolution demeura isolée en Russie, avec toutes les conséquences de ceci. Mais il faut aussi se demander à quel point la mission historique du féodalisme avait été achevée en Russie, s'il avait créé un niveau d'industrialisation rendant possible la révolution bourgeoise. Je me demande même si la promesse de la révolution d'Octobre était réalisable à ce stade et sous ces conditions, ou si, au contraire, son échec était inévitable.

Negt : Il ne faut pas oublier que Marx ne s'était jamais imaginé que le socialisme pourrait se construire à côté du capitalisme. Le socialisme était conçu comme devant sauver les résultats que le capitalisme risquait de détruire. Ce n'est qu'à partir d'un capitalisme en pleine maturité qu'un vrai progrès dans la direction de la démocratie socialiste pouvait avoir lieu. La démocratie socialiste devait comporter plus de démocratie, de critique et de participation publique, et pas moins. C'était si évident pour Marx qu'il ne pouvait même envisager la suppression de libertés publiques. Il reprocha même aux

sociaux-démocrates de la faire, par exemple quand ils pratiquaient la censure. Lénine se voulait l'héritier authentique de la théorie marxiste orthodoxe, en opposition à la Deuxième Internationale.

La révolution russe a été avant tout un produit de la première guerre mondiale. Elle incarnait l'aspiration populaire à mettre fin à la guerre. Pour cela, Lénine et Trotsky avaient formulé un programme pratique : "Paix immédiate ! Tout le pouvoir aux soviets ! La terre aux paysans !" Bref, un programme à la fois national et international.

Il s'agissait aussi d'un programme de démocratisation et de modernisation de la société russe, au sein de laquelle se renforçaient alors des tendances contraires à cette orientation, et enracinées dans l'arriération de la Russie. Le taylorisme a été adopté par nécessité, non par choix. Lénine insistait sur le fait que les sujets sociaux étaient dépourvus de l'esprit de travail que l'Europe avait mis quatre siècles à créer.

Cela signifiait que le Parti assumait des tâches fort différentes de celles d'un Parti socialiste normal : centre organisateur de la société, il remplissait une fonction de socialisation sur le plan de la discipline au travail. Le Parti assumait ainsi des charges trop lourdes, indépendamment des intentions de Lénine. Nous ne devrions sans doute pas analyser l'ascension de Staline comme une simple déviation fortuite de ce schéma de développement. La question de la dégénérescence stalinienne est plus complexe. Nous devons en clarifier les causes internes et en tirer des leçons. La liquidation de la participation publique et des syndicats indépendants — qui sont des organisations sociales qui doivent aussi traiter avec l'Etat et ne sont pas seulement des "écoles du socialisme" — montre qu'il n'y avait pas de réel progrès sur ce plan, pas de "dépassement" dans le sens dialectique ; seul le moment négatif, la liquidation, a eu lieu.

Mandel : Je suis d'accord que la question du pouvoir est centrale pour juger du destin de la révolution russe. Mais j'en ai une approche différente.

La contribution majeure de Marx à la théorie révolutionnaire réside dans un concept central : la libération de la classe ouvrière ne pourra être l'œuvre que de la classe ouvrière elle-même. Nous devons lire "classe ouvrière" au sens littéral. A ceux qui disent « *Oui, mais regardez cette classe ouvrière, cela lui prendra beaucoup de temps* », ma réponse serait : « *D'accord, alors il faudra du temps. Mais il n'y a pas d'autre voie. Remplacer la classer ouvrière par un autre sujet mène au désastre.* »

Voici la leçon principale à dégager, non seulement de l'impasse historique du stalinisme et du post-stalinisme, mais aussi de celle de la social-démocratie. Staliniens, sociaux-démocrates et toutes sortes de dogmatiques et sectaires prétendent que les travailleurs ne sont pas capables de s'auto-émanciper, qu'ils sont arriérés, corrompus, déclassés, intégrés. Si cela était vrai, l'émancipation serait impossible. Ici, les détracteurs de la révolution d'Octobre ont un problème : les conditions en Russie n'étaient pas mûres. Mais qui a démarré la socialisation des entreprises ? Pas le Comité central en tous cas. Elle a été le fait des travailleurs, souvent contre la volonté de la direction du Parti. Que fallait-il faire alors ? Réprimer les travailleurs et les empêcher d'agir ? Voilà le choix qui était posé. L'aspect le plus positif du parti bolchevik démocratique des années 1917-20, c'est qu'il ne s'opposait pas à ces mouvements spontanés de la classe ouvrière. Trotsky avait prédit, dès 1906, ce qui correspond au bon sens : si les travailleurs sont maîtres de la rue, ils tenteront d'exprimer ce changement dans les rapports de force au sein des entreprises. C'est inévitable dans des conditions non répressives.

Negt : Nous devrions rediscuter de la conception de la classe ouvrière en tant que sujet. Cette notion de sujet est idéaliste, et non pas matérialiste. C'est une notion transcendentale qui a déjà agi avant que les individus qui la composent agissent ! Nous ne devrions pas traiter les comités centraux ou les bureaux politiques comme des sujets transcendentaux. C'est une des leçons à retenir de la révolution d'Octobre. Je ne crois pas que cette révolution a montré l'unique voie menant à l'émancipation. Les résultats de la révolution française devraient être aussi reconsidérés. Cette révolution traita du problème des droits de l'homme, même si elle excluait alors un problème encore plus urgent pour nous, à savoir l'égalité sociale.

Certains résultats des révolutions politiques bourgeoises doivent être inclus dans les acquis émancipateurs de l'histoire, comme la décentralisation et la séparation des pouvoirs. Ceci comprend aussi l'indépendance des tribunaux.

De plus, on ne peut plus se baser sur un sujet qui, en outre, a autant changé. La classe ouvrière des années 1920 et celle d'aujourd'hui sont très différentes. Pour agir sur chacune, il faut tenir compte des milieux différents dans lesquels les travailleurs existent. On ne peut les influencer avec des sentiments révolutionnaires. On ne peut leur coller une identité qu'ils ne portent pas en eux-mêmes. Je pense que la raison décisive de l'échec des socialismes réellement existants tient à l'absence de sujet : je veux dire par là qu'une telle organisation de la société ne peut se concevoir à partir des seuls intérêts déjà émancipés, mais qu'elle doit s'efforcer d'organiser un processus d'éducation qui touche les intérêts encore aliénés. Participation devrait signifier pour nous que les gens apprennent à marcher sur leurs propres pieds, comme Rosa Luxemburg l'a écrit dans sa critique de la social-démocratie. Des processus d'auto-régulation sont indispensables. Je ne suis plus sûr que la forme parti soit adéquate pour cette fin. Peut-être faudrait-il des mouvements composites qui participeraient plus intensément à ce qui se passe dans la population, et aussi dans la classe ouvrière.

Mandel : La classe ouvrière comme sujet de l'histoire est une catégorie matérialiste, et non une catégorie philosophique. Elle a été définie — par Plékanov, Lénine, Luxemburg, Engels — comme ceux qui se trouvent soumis à la contrainte économique de vendre leur force de travail. Dans pratiquement toutes les sociétés industrialisées et semi-industrialisées, cette catégorie comprend l'écrasante majorité des économiquement actifs - dans certains pays plus de 90 %. Toute autre définition est idéaliste et conduit aux conclusions les plus étranges : c'est ainsi qu'à un moment donné les maoistes ont désigné la majorité de la classe ouvrière existante comme étant bourgeoise, arguant du fait que son mode de pensée était "bourgeois", et ont justifié de la sorte la répression de cette classe ouvrière en tant que répression de la bourgeoisie.

Je ne peux souscrire à ce genre de choses, et cela n'a rien à voir avec les sentiments révolutionnaires. Il est absolument incontestable qu'il y a de larges fissures dans la conscience de différentes couches au sein de la classe ouvrière. La conclusion stratégique qui en découle, c'est que la tâche principale des socialistes est de favoriser l'unité d'action des travailleurs. Si l'on y parvient, 99 % de ce qui est nécessaire aura été fait. ★

Berlin, le 25 octobre 1992

Non au dépeçage

Face aux drames en cours en Bosnie-Herzégovine, il est nécessaire d'éclairer les lignes de force à l'œuvre en Bosnie-Herzégovine, ce qui permet d'avoir un fil conducteur pour l'ensemble de l'ex-Yougoslavie. Le sort de la Bosnie-Herzégovine se joue à Zagreb et à Belgrade. En effet, une Bosnie-Herzégovine multi-ethnique, où n'existe aucune majorité, où "tout est mélangé", ne peut vivre seule dans un contexte plus large où les conflits se perpétuent.

Catherine SAMARY

La Bosnie-Herzégovine est menacée de dépeçage par un accord entre les pouvoirs nationalistes de Zagreb et Belgrade. Réciproquement, la nature des régimes de Croatie et de Serbie se joue aussi en Bosnie-Herzégovine.

Si on accepte une Bosnie-Herzégovine multi-ethnique, multi-culturelle, on scelle des garanties réciproques pour tenter de surmonter une logique de haine alimentée par des peurs bien réelles, nourries par le passé mais manipulées et exploitées par les pouvoirs nationalistes. L'existence même d'une Bosnie-Herzégovine exige la garantie de droits de citoyens et citoyennes et de droits pour les communautés. Si ces droits sont reconnus, cela aura des répercussions en Croatie et en Serbie. Car ils peuvent être utilisés pour contrecarrer les logiques grand-serbes et grand-croate — pour ne pas dire ici de purification ethnique — en Serbie comme en Croatie.

En bref, l'enjeu est de savoir si la défense des droits nationaux des diverses communautés de l'ex-Yougoslavie passe par la formation d'Etats-nations (ethniques) ou si une nouvelle union d'Etats souverains multi-ethniques et multi-culturels est nécessaire. L'ancienne Yougoslavie n'est plus. Son nom, repris par la Fédération serbo-monténégrine se trouve disqualifié et insatisfaisant par rapport aux communautés non-slaves comme les Albanais. Tous les Etats issus de l'éclatement (y compris la Macédoine) doivent être reconnus. Mais ils recouvrent des peuples éclatés. Une confédération balkanique incluant au moins Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine et Albanie (Bulgarie et Grèce ?) est la seule alternative à la « Grande Serbie », à la « Grande Croatie », à la « Grande Albanie » qui ne se construiraient que dans une guerre sans fin.

Le saucissonnage de Genève

Les propositions issues actuellement de la conférence de Genève sont ambiguës. Il y a le problème du texte, et il y a ce qui se passe sur le terrain. On est obligé de juger ces accords en fonction des deux, d'autant plus que la représentation internationale — par l'intermédiaire du britannique Owen et de l'américain Vance — négocie avec ceux qui ont pratiquement découpé le territoire de la Bosnie-Herzégovine, avant un découpage cartographique. L'application d'un tel accord est plus que problématique. L'interview de F. Tujman, président de Croatie (1), montre bien l'interprétation qu'il a du projet d'accord : « *Je ne considère pas la Bosnie comme une nation* (...). *Ce plan prévoit que la Bosnie demeure* (sic) *un Etat confédéral, formé de trois nations constitutives. Si la Yougoslavie n'a pas pu se maintenir en tant que fédération, comment penser que la Bosnie puisse se maintenir sur cette même base...* ». Tujman en revient tout à fait à l'idée de la "cantonalisation" en trois entités ethniques (le mot "nation" chez lui, comme chez Karadzic ou le pouvoir serbe, reflète la volonté de découper dans la Bosnie des Républiques avec droit de séparation). Les représentants croates sont satisfaits du projet, car il recoupe l'Herceg-Bosna qui est accolé à la Croatie. La concentration croate dans l'Herzégovine occidentale ne signifie pas pour autant un territoire homogène : il y a eu des conflits croissants avec les Musulmans, parfois des massacres. Cela s'est accompagné d'une purge dans le HDZ, parti de Tujman, en Bosnie, l'aile d'extrême droite paramilitaire évinçant les dirigeants les plus "bosniaques" comme Stjepan Krujic, qui également été écarté de la présidence collégiale. Les Croates du Parti du droit (ousta-

1) Le Figaro, 18 janvier 1992.

chis) et leurs milices, qui voulaient une Bosnie-Herzégovine intégrale reliée à la Croatie, ont été mis au pas et absorbés, parce que Tujman a fait le choix d'un "profil modéré" et d'un partage de la Bosnie-Herzégovine avec Cosic et Milosevic.

Côté serbe, il y a une plus grande dispersion de la diaspora, y compris loin des frontières serbes ; d'où la politique de corridor "de survie" et le mécontentement vis-à-vis des propositions de provinces non reliées entre elles, faites à Genève.

Le texte proposé reste interprété comme cantonalisation en trois entités. Par contre, l'idée de provinces multi-ethniques, d'une décentralisation des pouvoirs vers les localités, d'une présidence collégiale (avec représentants des trois communautés et droit de veto) est positive. Elle est d'ailleurs reprise de projets élaborés par Zravko Grebo, un intellectuel populaire à Sarajevo. Mais les trois communautés nationales (ou ethniques) n'avaient pas, dans son approche, des droits "territorialisés". Mais aujourd'hui, l'essentiel se juge aux rapports de forces, pas au texte...

L'hypocrisie grand-serbe

Le projet de "Grande Serbie" est défendu de la façon la plus "cohérente" par Seselj (2). Elle est aussi la "raison d'être" de Karadzic et des chefs extrémistes des Républiques autonomes serbes auto-proclamées en Croatie et en Bosnie-Herzégovine (demain en Macédoine ?). Elle est appuyée par des forces para-militaires et des mercenaires d'extrême-droite, avec une certaine popularité dans la diaspora serbe des régions les plus pauvres et paysannes.

Les responsabilités des pouvoirs de Belgrade et de l'armée (ex-yougoslave devenue serbe) sont évidentes, mais hypocrites : la Serbie n'a jamais été en guerre contre la Croatie ou la Bosnie-Herzégovine. L'intervention de l'armée ne s'est jamais faite contre le droit à l'autodétermination des Croates ou des Musulmans, mais pour ce qui est présenté comme le droit à l'autodétermination des Serbes : « *Si les autres ne veulent plus de la Yougoslavie et se séparent, nous on se sépare également d'eux pour rester ensemble et former notre Etat, parce qu'on ne veut pas se retrouver minorité dans un Etat hostile* ». C'était en gros la substance du Memorandum de l'Académie des Sciences serbe en 1986, qui a inspiré le programme de Milosevic (en y incluant le projet de réaffirmation de la souveraineté serbe sur la République au détriment des droits acquis par les provinces). On peut établir une filiation directe entre ce Memorandum et la "Grande Serbie" qui se découpe au couteau sur le terrain, mais elle n'est pas officielle.

Le président Cosic (le réel inspirateur du Memorandum) a écrit qu'il était contre une "Grande Serbie" et pour la reconnaissance de l'identité et des droits des autres communautés (3). Son semi-soutien à Panic, de même que l'attitude de Milosevic à Genève, peuvent être interprètes comme de la poudre aux yeux pour gagner du temps et comme une "division du travail", mais il peut aussi s'agir de différenciations au sein d'une alliance conflictuelle nouée avec l'extrême-droite nationaliste. Il faut juger sur les actes : s'il y a dissociation vis-à-vis du projet de Grande Serbie et des seigneurs de guerre qui pratiquent la purification ethnique, il doit y avoir un arrêt de toute aide logistique envers l'armée serbe de Bosnie, conflit ouvert avec les groupes d'extrême droite et interdiction des formations paramilitaires. Milosevic et Cosic ont joué aux apprentis sorciers. Ils risquent d'être devenus les otages de l'extrême-droite qui s'est renforcée sous leur couverture.

La population serbe de Bosnie, si elle a voté en faveur d'un Karadzic, n'a pas entériné dans sa majorité un projet de "Grande Serbie". C'est une interprétation abusive. En fait, elle a voté contre le processus d'éclatement qui lui faisait peur. Dès lors, pour enlever toute légitimité à un Karadzic et mettre en lumière l'abus qu'il y a à utiliser des idées telles que l'autodétermination des Serbes en Bosnie, le contenu d'un accord devrait répondre aux exigences de garanties pour l'ensemble des communautés et des citoyens.

"Musulmans" ou "Bosniaques"

La presse en France parle surtout d'une agression serbe. Je crois qu'il est plus juste de souligner l'entente qui se noue sur le dos des Musulmans — et des populations mixtes des villes — entre pouvoirs serbe et croate. Le mot "musulman" demande à être commenté : la propagande nationaliste serbe et croate (4) vise à répandre l'idée d'un danger d'une république bosniaque fondamentaliste. Ils veulent faire passer le dépeçage de la Bosnie-Herzégovine négocié entre Milosevic et Tujman d'une part, et d'autre part entre Radovan Karadzic, seigneur de la guerre de la "République autonome serbe autoproclamée de Bosnie" et Mate Boban, son compère "ennemi", chef de l'Herceg-Bosna où flotte le drapeau croate, chacun doté de leur milice et de leur grand arrière. Les pouvoirs croates ont été les plus hypocrites : négociant en coulisse avec les nationalistes serbes et reconnaissant formellement la Bosnie-Herzégovine, voire proclamant un accord militaire avec A. Izetbegovic. A Sarajevo, les musulmans disent aujourd'hui : « *Dieu nous garde de la protection de la FORPRONU et du HVO* (croate) ». Ils dénoncent en privé — pas ouvertement encore, par peur des représailles sur leurs réfugiés en Croatie — les « *deux démons qui dévorent l'un nôtre âme, l'autre nôtre corps* »

Cela dit, ce qu'on recense comme Musulmans (5) recouvre une communauté slave, islamisée dans le passé lointain, majoritairement athée et laïque : les Croates oustachis les assimilaient à des Croates ; les Serbes nationalistes leur nient également toute réalité "nationale". Beaucoup de ces Musulmans (urbanisés et souvent de mariages mixtes) regrettent cette appellation et lui préfèrent celle de Bosniaque qui renvoie aussi à l'histoire longue de la Bosnie (dont l'Etat médiéval était doté d'une Eglise "hérétique", ni catholique, ni orthodoxe). Les Serbes et les Croates qui vivent dans les villes bosniaques se disent eux aussi, sans doute à la différence des paysans, bosniaques.

L'armée bosniaque dans les villes, à Sarajevo et dans la région industrielle de Tuzla par exemple, reflète elle aussi cette réalité. Les victimes sont donc les Musulmans et les populations mixtes des villes, les deux étant en liaison car, pour des raisons historiques, les Musulmans se retrouvent principalement dans les villes. et bien qu'ils aient une majorité relative de 40 % de la population en Bosnie-Herzégovine, comme les villages sont relativement les plus homogènes et dominés par les forces d'extrême droite croates et serbes, la domination territoriale est en faveur de ces dernières. Ceci dit, dans les actions de "nettoyage", de nombreux villages ont été rasés et dans les "zones serbes" les Serbes qui résistent sont souvent les premières victimes du terrorisme des milices fascistes.

Terrorisme systématique

On n'assiste pas simplement à un conflit militaire, mais à une politique terroriste impliquant massacres, viols, tortures.

Cette politique terroriste vise à séparer ce qui était imbriqué dans cette Bosnie-

2) Dirigeant du Parti radical serbe qui a obtenu 30 % aux dernières élections.

3) *La Yougoslavie et la question serbe*, ed. L'Age d'Homme, 1992.

4) *Le Figaro*, 18 janvier 1992.

5) Avec majuscule pour distinguer de "musulman" qui désigne l'appartenance religieuse.

Herzégovine, sur le plan territorial, comme sur celui des familles ou des réseaux d'amitié. Lorsque l'on veut faire une Serbie ou une Croatie qui nie cette imbrication, il faut faire peur, faire fuir les gens par une combinaison de massacres, d'agressions et de terrorismes divers. La discussion sur une intervention militaire est ouverte. Tout d'abord, on fait face à des processus de fascisation qui ne se limitent pas à la Serbie ou aux forces serbes en Bosnie : ils se développent aussi dans le camp croate. En face, ne se lèvent pas un mouvement de gauche, des organisations se revendiquant d'un mouvement ouvrier que l'on pourrait qualifier de partisans, pour faire analogie avec la seconde guerre mondiale, et qui pourraient avoir un soutien — toujours pour rester dans l'analogie — de brigades internationales. Mais nous ne sommes plus dans une situation comparable à l'Espagne ou à la seconde guerre mondiale.

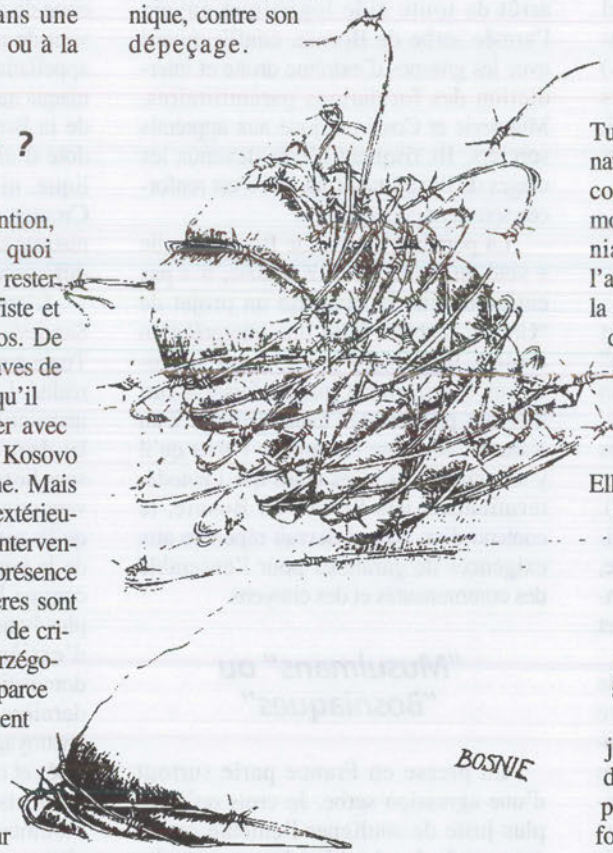
Quelle intervention ?

Dès que l'on parle d'intervention, deux questions se posent : pour quoi faire et par qui ? On ne peut pas rester sur une position strictement pacifiste et renvoyer tout le monde dos à dos. De plus, il y a des développements graves de la politique de "Grande Serbie" qu'il faut bloquer. Car cela peut éclater avec une violence redoublée demain au Kosovo et rebondir ailleurs, en Macédoine. Mais derrière le terme "d'intervention extérieure", il y a plusieurs réalités. Une intervention extérieure existe déjà par la présence des troupes de l'ONU. Ces dernières sont accueillies souvent avec beaucoup de critiques en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Pour de mauvaises raisons, parce que certains sur le terrain ne veulent "résoudre" les questions de nationalités et de territoires que par la force, que ce soit en Croatie ou en Bosnie-Herzégovine. Pour de bonnes raisons, car si l'ONU est présente après que le processus de purification ethnique soit accompli, elle entérine la situation. La neutralité dans ce cas-là couvre une inégalité de rapports de forces militaires en faveur des Serbes. Ce qui est aussi inacceptable.

Simultanément, les forces de l'ONU, qui protègent les convois humanitaires, permettent aux gens de Sarajevo de manger. Les Bosniaques revendiquent que d'autres couloirs humanitaires soient mis en place en Bosnie-Herzégovine, entre autres à l'est où beaucoup de réfugiés risquent de mourir de faim et de froid. Cela doit être pris en compte pour se faire une opinion sur la présence des forces de l'ONU. Il faut être contre une intervention impérialiste qui échapperait à une logique de règlement politique des conflits par les intéressés et, si elle avait pour cible le pouvoir serbe, ne ferait que renforcer le nationalisme serbe.

Une aide militaire et logistique, une intervention extérieure limitée, contre l'artillerie lourde qui entoure Sarajevo ou d'autres villes ferait courir le risque d'un engrenage militaire et de la mise en place d'une politique ne correspondant pas aux intérêts des populations concernées mais à ceux des Etats-Unis ou de l'Europe des Balkans.

Il faut prendre la question militaire à partir du fil conducteur politique suivant : pour une Bosnie-Herzégovine multi-ethnique, contre son dépeçage.



La résistance bosniaque qui se bat dans les villes, formée en grande partie de ces populations mixtes, des musulmans, doit recevoir un soutien. Elle est encore une réalité mais elle risque de dépérir si elle n'est pas soutenue et avec elle risque de disparaître la possibilité d'une Bosnie-Herzégovine multi-ethnique et culturelle. Dans l'armée bosniaque, cette résistance trouve sa concrétisation.

Il y a des courants politiques différents au sein de la population bosniaque. Tout le monde espérait une intervention extérieure, mais avec des logiques différentes. Aujourd'hui on entend dans les milieux gouvernementaux un appel à une intervention américaine contre Milosevic. A gauche, on demanderait plutôt une aide logistique limitée (des armes, aider à désenclaver les villes), surtout pas d'armées étrangères sur le territoire (et l'on espère que viendra vite le moment où l'ONU partira, même si on ne dit pas qu'elle doit partir tout de suite). Les tensions et l'aigreur envers l'ONU sont importants. Outre les remarques fréquentes sur le trafic qui règne notamment dans un Sarajevo assiégé où tout manque, il y a à la fois les problèmes dit humanitaires et la défense — les deux étant souvent liés : « *Si on avait suffisamment d'armes, on n'aurait pas besoin de convois* » dit-on dans les milieux proches de la défense bosniaque.

La résistance multi-ethnique à Tuzla

On y insiste beaucoup sur l'affaire de Tuzla, cette ville industrielle où les partis nationalistes ont été minoritaires et dont la composition ethnique est similaire à la moyenne nationale (6). La résistance bosniaque "mixte" s'y est organisée avec l'appui de la municipalité (et les armes de la Défense territoriale qui avaient été gardées). La ville rayonne sur une région ouvrière d'un million d'habitants. L'armée est dirigée par un officier croate très "bosniaque" qui refuse le drapeau du HVO croate. Elle contrôle l'aéroport qui dispose d'une double piste et de bonnes conditions d'accès. Il est possible d'établir à partir de Tuzla un couloir humanitaire qui aiderait les villes assiégées de la région. L'ONU refuse : elle n'aurait pas l'accord des forces extrêmistes serbes...

Il est important d'aller à Tuzla, de la jumeler avec des villes ouvrières, d'insister sur la nécessité d'ouvrir l'aéroport pour l'aide humanitaire.Il faut donc formuler une demande d'aide militaire à cette force multi-ethnique bosniaque dans la perspective politique mentionnée.

La revendication de levée de l'embargo sur la Bosnie-Herzégovine formulée de façon générale est dangereuse, car les armes ont des chances de tomber entre les mains des groupes paramilitaires croates de Bosnie qui revendiquent l'alliance militaire avec le pouvoir bosniaque tout en trahissant la cause bosniaque. Des armes à destination des bosniaques sont actuellement bloquées à Split. La levée de l'embargo doit être subordonnée à une

6) 45 % de Musulmans, 33 % de serbes et 20 % de Croates.

aide ciblée vers la résistance bosniaque, vers l'armée bosniaque, pour libérer les villes mixtes.

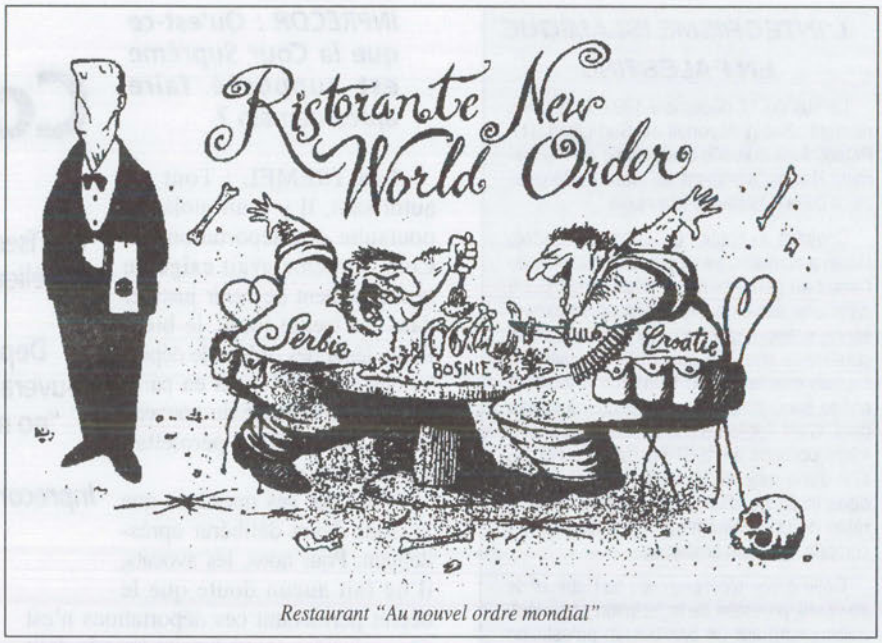
Quant aux camps, il faut exiger la transparence sur leur existence, leur ouverture, la libération des prisonniers et la mise en place de tribunaux pour juger les crimes de guerre et les viols. Il ne faut pas que les criminels pensent pouvoir continuer à agir en toute impunité. Les exactions des milices, où des forces fascistes, des criminels psychopathes disposent d'un rôle important, devraient clairement tomber sous le coups de ces tribunaux. Ceci permettrait d'ailleurs de contraindre le gouvernement de Belgrade ou de Zagreb de se dissocier de ces actions, ce qui, même si leurs déclarations étaient d'ordre diplomatique, faciliterait la dénonciation visant à mettre fin à ces crimes. Une option politique appuyée par les ONG, par des missions officielles peut aboutir à concrétiser ces objectifs.

Stopper les criminels de guerre

Les analogies faites par certains entre Hitler et Milosevic sont fausses et contre-productives. La force de la condamnation des crimes et des viols sera d'autant plus grande qu'elle portera sur le fait lui-même et non pas sur des "quantités" invoquées qui, le jour où elles se voient démenties, sont utilisées pour réduire la gravité des exactions ; celles-ci doivent être dénoncées dans tous les camps, même si une dissymétrie existe entre les Serbes et les Croates.

On est gênés par la nécessité de dénoncer ce qu'est la réalité actuelle de l'ONU et des forces qui la contrôlent, et la nécessité d'une force d'intervention qui ne soit pas l'instrument des Etats. Il y a un débat à mener et des formulations "transitoires" à trouver relayant les exigences des pays du tiers-monde envers l'ONU, contre son Conseil de Sécurité, pour une transparence et un contrôle de ses mandats sur des questions concrètes.

Il y a beaucoup à faire sur les questions du militaire et du politique (l'aide à la défense bosniaque, les pressions sur la question des camps et du Tribunal international contre les crimes de guerre et crimes contre l'humanité (dont le viol), etc. On ne pourra rien faire sans se lier aux gens et organisations dans les Républiques. Un objectif de tout collectif doit être de faire de tels voyages, en liant politique et humanitaire : je suis allée à Sarajevo pour le nouvel an avec un groupe de 15 Français. C'était organisé par le collectif de Montpellier de l'Assemblée européenne des citoyens (AEC). Nous avions plusieurs objectifs — outre le fait d'être tout simplement avec "eux" pour ce réveillon dans une ville où tout manque, parce qu'elle est assiégée, mais où les étrangers peuvent rentrer pour apporter de l'aide ; il s'agissait aussi, en liaison avec le Centre de Paix, d'établir un bureau permanent équipé pour faciliter les liens et voyages d'organisations contre la guerre (7). Des rencontres et des débats ont eu lieu avec les représentants des Eglises, les journalistes de la presse et des radios indépendantes, les responsables politiques, ceux de la municipalité, les services scolaires et hospitaliers, les artistes, les services s'occupant des réfugiés, etc. Chacun, selon sa profession peut imaginer une aide à court et à long terme. Pour les réfugiés, il faut à la fois demander l'élargissement de l'accueil dans nos pays et le faire, sans exclusive, et sans opération superficielle ou médiatique, en comprenant les traumatismes de cette guerre, en aidant au regroupement des familles et amis, en aidant au retour. Mme Omersoftic (8) insiste sur leur volonté prioritaire de rétablir le contact (et le recensement) de tous leurs concitoyens pour aider au dialogue et inciter au retour. Il y a une inquiétude sur la situation des réfugiés en Croatie (peur qu'il y ait des pressions religieuses aussi bien islamistes que catholiques ; peur qu'il y ait incitation à émigrer plutôt qu'à retourner en Bosnie, histoire de modifier la composition ethnique du pays ; peur de la fuite des cerveaux vers l'occident).



Restaurant "Au nouvel ordre mondial"

Le mouvement antiguerre en Serbie

J'insiste aussi sur les liens avec les mouvements civiques en Serbie, l'aide à la presse indépendante là-bas, les organisations qui s'occupent des réfugiés, des organisations de femmes. Pour limiter les opérations d'intox nationalistes, il est important de multiplier les sources d'informations et les liens dans toutes les nationalités. Je signale notamment en liaison avec le mouvement anti-guerre en Serbie, un nouveau groupe de travail mis en place à Belgrade avec lequel il faut se lier : The Humanitarian Law Fund (9), qui se fixe pour objectif de recenser les crimes et les violations des droits des citoyens et des minorités dans la guerre sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Il travaille à partir d'une analyse de la presse (Belgrade et Zagreb) et des témoignages.

Les jeunes ont eux aussi un travail spécifique à faire en direction du mouvement étudiant de Belgrade qui s'est mobilisé pour la candidature de Panic, dans l'esprit d'une candidature contre la guerre, contre la Grande Serbie. ★

Le 17 janvier 1993

7) AEC Montpellier. Tel : 67 60 84 05. AEC Paris. Tel : 43 79 09 23. Fax : 43 79 32 02.

8 Responsable aux réfugiés auprès du gouvernement bosniaque.

9) Fonds pour le droit humanitaire, présidé par Natacha Kandic. 11 000. Beograd, Terazije 6/III
Tel : (38 11) 658 430, Fax : (38 11) 646 341.

L'INTEGRISME ISLAMIQUE EN PALESTINE

La nuit du 17 décembre 1992, le gouvernement Rabin déportait au Sud-Liban 417 Palestiniens accusés d'appartenir au mouvement Hamas, acronyme en arabe de Mouvement de la Résistance Islamique.

Croyant exécuter un coup de maître, Rabin a comblé d'aise ses prédécesseurs du Likoud au gouvernement, mais il s'est placé dans une situation extrêmement embarrassante, entreprenant une action dont la seule cohérence possible aurait été précisément l'option que le Likoud lui-même a toujours chérie sans jamais oser l'appliquer jusqu'au bout. C'est l'option d'une annexion des territoires occupés en 1967 passant par l'expulsion d'une majeure partie de leur population, dans le cadre d'un va-tout joué contre le reste de la "communauté internationale", y compris le parrain américain.

Cette option n'est pas celle de Rabin et de son parti, partisans de la "solution négociée", débouchant sur un bantoustan palestinien avec la bénédiction des Etats-Unis et de leurs protégés arabes. Et c'est pourquoi l'opération Rabin s'est avérée être une énorme bévue politique.

En outre, elle fait tout autant boomerang en ce qui concerne son objectif déclaré : l'affaiblissement et l'isolement de la mouvance intégriste palestinienne. Placé au premier plan de l'actualité par la bêtise de Rabin, Hamas se retrouve plus que jamais en position de revendiquer pour lui-même la légitimité de la lutte nationale palestinienne et de forcer l'OLP, à se solidariser avec lui.

C'est à ce mouvement intégriste palestinien qui a aujourd'hui le vent en poupe que le dossier qui suit est consacré. Par pure coïncidence et à notre grande satisfaction, les trois voix de ce dossier sont féminines — un pied de nez, en quelque sorte, à tous les intégrismes religieux qui, même lorsqu'ils sont opprimés, restent oppresseurs envers les femmes.

Léa Tsemel, que nous avons interviewée, est avocate de la cause des Palestiniens opprimés par sa propre nation. Elle fait preuve depuis des années d'un courage exemplaire, le courage physique et moral d'une femme qui affronte avec opiniâtreté l'exaspération chauvine et sexiste que lui témoignent quotidiennement la société israélienne et son establishment politique et judiciaire.

Dalal Bizri est enseignante à l'Université libanaise, sociologue de formation, féministe de conviction et spécialiste de l'intégrisme islamique au sujet duquel elle a publié quantité d'articles de revues et de contributions. Nous avons supprimé une partie des références, par souci d'allègement. L'original, qui porte sur l'ensemble de la mouvance intégriste palestinienne, sera publié dans son intégralité dans le prochain numéro de la revue Al-Mitraqa.

Manar Hassan est militante féministe palestinienne dans l'Etat d'Israël, fondatrice du mouvement Al-Fanar (voir document et interview dans Inprecor, n° 338 du 11 octobre 1992). Sa contribution est le texte d'une communication faite, en anglais, à une conférence féministe à Bologne (Italie), en septembre dernier. Nous en publions ici de larges extraits. — Salah JABER

Coupables par

Lea Tsemel est l'avocate israélienne qui a su stopper
Israéliens avaient voulu déporter discrètement au Li
cette initiative du g
Depuis, confronté à la réprobation internationale
souveraineté violée, à la détermination des déportés
"no man's land" dans lequel ils ont été expulsés, l
l'impasse où
***Inprecor* a rencontré Lea Tsemel le 15 janvier, deux jo**
Rabin de procéd

INPRECOR : Qu'est-ce que la Cour Suprême est supposée faire après-demain ?

Lea TSEMEL : Tout en autorisant, il y a un mois, la poursuite des déportations, la Cour Suprême avait exigé du gouvernement de venir justifier dans les trente jours, le bien-fondé légal des ordres de déportations en question, et en particulier le bien-fondé du nouveau décret militaire qui permettait ces déportations.

C'est sur ces questions que la Cour devra délibérer après-demain. Pour nous, les avocats, il ne fait aucun doute que le décret permettant ces déportations n'est pas seulement contradictoire avec le droit international et le respect des droits de l'homme les plus élémentaires, mais il est de plus tout à fait illégal du point de vue de la procédure en vigueur en Israël et dans les Territoires occupés.

● Revenons à cette nuit, mémorable, du 17 décembre : quels étaient selon toi, les objectifs du gouvernement israélien ?

Tout d'abord, et il est bon de le rappeler, ce n'est pas la première vague de déportations ; depuis 1967, des centaines de Palestiniens ont été bannis de leur patrie, au début par centaines, puis, l'opinion publique devenant plus éveillée et plus critique, par dizaines. Au-delà de son aspect répressif, la déportation est l'expression d'un rêve, souvent inconscient, de la grande majorité de la population israélienne : le rêve de voir, un beau matin, les Palestiniens disparus de notre réalité, comme en 1948. Ce que l'on appelle en Israël le transfert n'est pas un plan opérationnel, c'est un fantasme, et c'est peut-être pire...

En outre, il y a la conception selon laquelle les Palestiniens ne sont pas des résidents légitimes sur cette terre, mais tout au plus des locataires dont le contrat de location reste provisoire et aléatoire. Si, par exemple, un Palestinien quitte les Territoires occupés pour plusieurs années, les autorités israéliennes peuvent lui retirer son droit à la résidence. Je m'occupe de dizaines de cas de ce genre. Pour en revenir maintenant à la décision de déporter 417 militants des organisations islamistes, il s'agissait tout d'abord de satisfaire une partie de l'opinion publique qui exigeait des mesures de représailles radicales après la vague d'attentats de ces derniers mois. Pour Rabin, la pire des injures, c'est d'être traité de mou. Il a donc décidé d'être plus dur que Sharon (1), ou Shamir (2).

● Mais au-delà ?...

Il n'y a pas d'au-delà. La pensée politique de Yitshak Rabin n'est pas des plus sophistiquées, et c'est un euphémisme, et comme beaucoup de politiciens qui ont été formés à l'école du Palmach (3), il pense en termes d'opérations coup de poing. Si l'on analyse la décision de déporter les supposés militants du Hamas, on voit aisément que rien n'a été sérieusement pris en considération : ni l'opinion publique locale, ni la réaction de la Communauté internationale, ni l'aspect juridique, ni la réaction du gouvernement libanais, ni même l'attitude des déportés eux-mêmes.

● Pourtant, la Cour Suprême a ratifié toutes les déportations. Est-ce que cela signifie que tout s'est passé dans la légalité ?

Tout d'abord, la Cour Suprême délibère en fonction des lois que la Knesset vote et comme il n'y a pas en Israël de Constitution (4), elle ne peut même pas déclarer certaines lois anti-constitutionnelles. Les lois d'exception en vigueur permettent le bannissement, même si sur ce plan la Convention de Genève est explicite et interdit toute forme de bannissement ou de déportation d'individus ou de groupes. Ce qu'affirme depuis toujours la Cour Suprême, c'est que la Convention de Genève ne s'applique pas, aux Territoires palestiniens occupés. Donc, du point de vue du droit

1) Ariel Sharon était ministre de la défense lors des massacres de Sabra et Chatila.
2) Ytshak Shamir, ex-premier ministre du Likoud.
3) Les unités de choc de la Hagana en 1947-48.

e qu'innocents

ant 20 heures le convoi des 417 Palestiniens que les t ce faisant, changer complètement les données de rnement israélien.
efus de l'Etat libanais de voir une fois de plus sa efusent, malgré le froid et les maladies, de quitter le vernement israélien essaie de trouver une issue à t fourvoyé.
ant que la Cour Suprême ne confirme la décision de x déportations.

international, ces déportations, comme toutes les précédentes, relèvent du crime de guerre et pas de la légalité. Du point de vue de la légalité en vigueur en Israël, le nouveau décret militaire qui a permis les déportations est plus que problématique, en particulier le fait de refuser aux déportés de faire appel avant que l'ordre de déportation ne soit appliqué. De plus, une série de négligences rend ce décret, et en tout cas son application envers les 418 Palestiniens, tout à fait illégale. C'est cela que nous allons plaider dans deux jours.

● *Les déportés, qui sont-ils ?*

Personne ne le sait, y compris les autorités elles-mêmes. Avant même que quiconque ait fait appel, les autorités reconnaissent déjà avoir déporté "par erreur" seize personnes, dont un adolescent de seize ans. On estime dans les Territoires occupés que que plus de cent déportés n'ont rien à voir avec le Jihad islamique. C'est bien la première raison pour laquelle nous exigeons le droit de faire appel avant la déportation, surtout quand il s'agit d'une masse de personnes où forcément il y a des erreurs. Quant aux militants des organisations intégristes musulmanes, les autorités n'ont rien de précis ou de concret à leur reprocher. La meilleure preuve étant que la semaine dernière, un commando du Hamas a été arrêté, et suite à l'interrogatoire, il s'est avéré que parmi les déportés il y avait trois à quatre personnes qui étaient mêlées à des attentats. La réaction des autorités a été de déclarer qu'ils feraient tout ce qui est possible pour les ramener en Israël et les juger. En d'autres termes, qu'ils étaient déportés par erreur, puisqu'ils étaient suspects d'un crime ! La présomption d'innocence est la précondition pour la déportation...

● *Pourquoi le Hamas ?*

Essentiellement, pour deux raisons. La première, c'est parce que le Hamas a été récemment très efficace dans ses opérations, surtout contre des objectifs militaires ; ni le gouvernement, ni l'opinion publique ne sont prêts à accepter qu'une organisation palestinienne mette l'armée en échec. Deuxièmement, parce qu'il est nécessaire d'inventer un nouvel épouvantail, et l'intégrisme islamiste s'y prête à merveille. L'OLP a été pendant deux décennies l'épouvantail qui servait à terroriser l'opinion publique locale et internationale, présentant le mouvement national palestinien comme un gang de terroristes motivés uniquement par la volonté de massacrer les juifs, où qu'ils soient. Aujourd'hui, ce n'est plus efficace : l'image de l'OLP et sa légitimité rendent inefficace toute tentative de diaboliser ce mouvement. L'intégrisme islamique vient donc remplacer le nationalisme palestinien.

De plus, le Hamas est l'expression d'une révolte de la jeunesse au sein du Mouvement des Frères musulmans après le début de l'Intifada. Les jeunes Frères musulmans se sont sentis interpellés par la mobilisation populaire qu'a été l'Intifada en 1988, et ont rejeté l'anti-militantisme traditionnel des Frères musulmans. C'est cette rupture qui a fait naître le Hamas.

Au sein de la classe dirigeante israélienne, il y eu une tentation de se servir du Hamas comme contrepoids à l'OLP. C'était la position de Shamir et de Rabin. Les services de sécurité, d'ailleurs, étaient contre, affirmant que c'était jouer à l'apprenti-sorcier. Après une période pendant laquelle les autorités ont laissé faire le Hamas, lui ont laissé une marge de manœuvre pour agrandir son influence, les forces d'occupation sont arrivées à la conclusion qu'il fallait laisser se renforcer un adversaire qui risquait d'être redoutable. C'est à ce moment qu'on a décidé d'arrêter le Cheikh Yassine et de le faire condamner à perpétuité.

● *Comment expliques-tu la position des ministres de gauche et leur soutien total aux mesures de déportation ?*

La notion de gauche, dans la réalité israélienne, est des plus relatives. Citons Amiram Goldblum, le porte-parole de La paix maintenant (5), qui déclarait : « *Il y a dans notre mouvement des gauchistes pour qui les droits de l'homme sont des valeurs absolues. Pour nous, non ! Les droits de l'homme sont importants, mais le processus de paix l'est encore d'avantage...* »

Derrière ce concept de "processus de paix", tout est permis. Comme autrefois derrière le concept de sécurité. C'est un alibi pour toutes les obscénités. Et c'est ainsi qu'on a réussi à convaincre des gens comme Shulamit Aloni ou Dedi Zuker (6) : le gouvernement Rabin est un gouvernement qui veut la paix, donc il doit être soutenu à tout prix. Le Hamas est l'ennemi du processus de paix, donc il doit être détruit, à n'importe quel prix.

● *Que va-t-il se passer maintenant ?*

Tout dépend de la détermination des Palestiniens, des déportés et de la direction de l'OLP. Ce qui va se passer à la Cour Suprême est tout à fait secondaire. Les déportations sont un acte politique et c'est dans le cadre du rapport de forces politique que se joue l'avenir des déportés. Si les Palestiniens sont suffisamment fermes pour refuser toute négociation tant que les déportés ne sont pas rentrés chez eux, ils peuvent, à terme, gagner une partie substantielle de l'opinion publique arabe et internationale, et forcer la main aux capitales arabes et à Washington pour que celles-ci imposent un recul israélien.

● *Les intégristes en sortiraient renforcés...*

Ils se renforceraient encore d'avantage si l'OLP acceptait de reprendre les négociations alors que les déportés ne sont pas réintégrés dans leurs familles.

● *Est-ce que la Cour Suprême peut annuler les ordres de déportation ?*

J'ai représenté presque tous les Palestiniens qui ont été déportés depuis la fin des années 70 — et il s'agit de plus d'une cinquantaine de personnes — et jamais la Cour Suprême n'a annulé un ordre de déportation. ★

Jérusalem, janvier 1993.

4) Voir *Inprecor* n° 365 du 18 décembre 1992.
5) "La paix maintenant", mouvement pacifiste, proche des "colombes" du Parti travailliste, né en opposition à l'intransigeance du Likoud, a connu son apogée lors des manifestations contre la guerre du Liban en 1982, mais n'a pas rompu "l'Union nationale" pro-impérialiste pendant la guerre du Golfe.
6) du Mouvement des droits civiques.

Les habits neufs des Frères

Cette étude tente de répondre aux questions que se posent de nombreux chercheurs sur l'évolution de la position des intégristes musulmans face à la cause palestinienne. En effet, depuis l'émergence de cette cause en 1935 et jusqu'au début des années cinquante, le courant intégriste s'en était emparé tant au niveau de la propagande qu'à celui de l'activité. Pourquoi donc était-elle tombée, par la suite, au plus bas des préoccupations des intégristes, pendant près de deux décennies ? Pourquoi l'ont-ils replacée ensuite au premier plan, lui consacrant des discours incendiaires et une activité intense ?

Dalal BIZRI

Parler du courant intégriste au passé revient à parler des Frères musulmans : cette organisation dont la fondation en Egypte remonte à 1927, est la matrice à partir de laquelle se sont constituées à l'époque les formations intégristes de l'Orient arabe. Ces dernières affirmaient leur identité soit en se rattachant aux Frères musulmans, soit en s'en séparant, soit encore en s'y alliant. Le fondateur de l'organisation, L'Egyptien Hassan El Banna, a donné assez tôt toute son importance à la question palestinienne. Dans ses lettres aux membres de son mouvement, comme dans ses articles de presse, il accordait à la question palestinienne une grande importance tant au point de vue de la stratégie qu'à celui de la doctrine. Cette question devint ainsi le meilleur moyen pour l'expansion des Frères musulmans au delà des frontières égyptiennes. Dès 1935, la direction du mouvement envoyait deux de ses membres (...) en mission officielle en Palestine, en Syrie et au Liban. C'est alors que fut amorcée la (...) coopération entre El Hajj Amine Al-Husseini (1) et les Frères musulmans qui dura jusqu'en la fondation de l'Etat d'Israël en 1948, lorsque les Frères furent contraints de se replier en Egypte où leur organisation fut dissoute et où ils subirent leur première épreuve avec l'assassinat de leur leader, Hassan El Banna, en 1949. La période 1935-1949 fut marquée par la mise sur pied de nombreux comités de soutien à la cause palestinienne et de groupes de volontaires pour la lutte armée en Palestine, ainsi que par l'intégration des Frères musulmans de l'orient arabe, à l'occasion de cette lutte, sous la direction organisationnelle et doctrinale de la branche égyptienne (...). Entre 1949 et 1954, les activités des Frères musulmans au sujet de la Palestine furent éparses, jusqu'aux opérations armées qu'ils menèrent en 1953 pour s'opposer au projet d'implantation des réfugiés palestiniens dans le désert égyptien du Sinaï. Par la suite, ils négligèrent la cause palestinienne au point de s'occuper en priorité de questions très éloignées de leur réalité nationale. Ainsi, aussi étonnant que cela puisse paraître, les Frères musulmans palestiniens ont eux-mêmes participé, jusqu'à ces dernières années, à la guerre en Afghanistan, aux côtés des *Moudjahidine*, outre leur soutien idéologique et matériel à la cause de ces derniers. Le cheikh Abdallah Azzam et ses deux fils ont trouvé la mort à Peshawar, la base arrière des *moudjahidine* afghans au Pakistan. Ce cheikh, connu pour son appartenance aux Frères musulmans, assurait le soutien logistique aux groupes arabes combattant dans les rangs des *Moudjahidine*.

Un autre exemple illustre la similitude entre l'activité des Frères palestiniens et celle des Frères arabes : l'organisation, peu avant leur dernier tournant, de campagnes "morales" dont la plus connue a gardé le nom de "campagne du croissant" à cause des attaques perpétrées par les Frères en Cisjordanie et à Gaza contre les cafés, les points de vente de boissons alcoolisées et les cinémas, et au cours de laquelle ils tentèrent d'obliger les habitants à renoncer à la musique occidentale et aux bijoux.

D'autres raisons incitent au scepticisme quant à l'intérêt porté actuellement par le courant intégriste palestinien à la cause nationale et à la lutte contre Israël. La plus importante est que le gouvernement israé-

1) Mufti de Jérusalem pendant la période du mandat britannique, il a défendu les intérêts des grands propriétaires palestiniens.

lien a fermé les yeux sur l'activité croissante des Frères au milieu des années 80, croyant que ceux-ci affaibliraient les rangs palestiniens en faisant concurrence à l'OLP.

Mentionnons, en outre, le soutien matériel en provenance de pays arabes peu enclins à combattre Israël, et enfin, la persistance d'une tendance des Frères musulmans à considérer comme suspect l'intérêt porté à la question palestinienne. Cette tendance est représentée actuellement par Mohammed Ali Qotb, principal successeur de Seyyid Qotb, le grand leader des Frères égyptiens, éxécuté sous Nasser, qui déclarait encore en 1980 : « *Les Arabes ou les Musulmans qui se sont intéressés à la question palestinienne et en ont fait un axe d'affrontement avec le sionisme, l'impérialisme et le capitalisme occidental, ont la vue et la mémoire bien courtes. Ils ont oublié que la chute de l'Etat ottoman était l'objectif politique principal pour la destruction de la porte de l'orient et (...) l'agression contre le monde islamique* » (2).

S'il est utile de rappeler ces faits mettant en doute la "sincérité" des intégristes dans leur combat contre Israël pour souligner la complexité de la politique dans l'orient arabe, ils ne pèsent pas lourd néammoins face à deux aspects essentiels de la situation présente.

D'une part, la mise en doute des objectifs déclarés d'un mouvement politique quelconque ne saurait se suffire d'un procès d'intentions, mais doit porter sur le principal, à savoir la dynamique que ce mouvement impulse parmi ses sympathisants par son programme et l'effet en retour de cette dynamique sur le mouvement lui-même qui doit s'y conformer sous peine de perdre sa légitimité ainsi que le contrôle de ce qu'il a impulsé, et ce, indépendemment de sa "sincérité".

D'autre part, la force actuelle du courant intégriste (...) dans les territoires occupés et l'extension de ses activités contre l'occupation sont démontrées par les faits : de la participation des intégristes à l'Intifada et la campagne d'arrestations dont ils ont été victimes, les Frères y compris, jusqu'à l'interdiction de leur mouvement par Israël, en passant par leurs slogans incendiaires contre Israël et leur première attaque politique publique contre le roi Hussein de Jordanie en 1988 — à tel point que même la tendance nationaliste (non islamique) évite de les affronter ou de les défier publiquement. Pour la première fois dans les Territoires occupés, deux forces sont à la direction de l'Intifada dans ses différents aspects : « *le mouvement national et le mouvement islamiste : chacune des deux peut joindre les actes aux paroles (...) et reçoit, en retour, la reconnaissance du peuple* » (3).

(...) Je reviens à la question posée au départ de cet article : pourquoi les Frères musulmans de Palestine ont-ils opéré le virage décrit plus haut ?

Deux sortes de réponses méritent qu'on s'y arrête : la première se rapporte à l'expérience nassérienne, tandis que la seconde porte sur les spécificités de l'Intifada. Ces deux réponses sont liées entre elles de façon sous-jacente et renvoient à l'interférence entre les raisons qui ont conduit à arrêter la lutte contre Israël et (...) celles qui ont conduit à la reprendre.

Les Frères et Nasser

Deux éléments (...) des rapports entre les Frères musulmans et l'expérience nassérienne nous importent ici. L'un est la lutte sanglante entre les Frères et le régime de Nasser ; (...) l'autre est l'hégémonie culturelle et idéologique (au sens gramscien du terme) de Nasser (...) et les séquelles de l'affrontement et de l'hégémonie sur l'action et la réflexion des Frères. Après 1952, date du renversement de la monarchie par les "Officiers libres" en Egypte, une lutte pour le pouvoir a opposé les Frères musulmans au régime deux années durant : (...) pacifique au départ, elle s'est achevée sur la première vague de répression qui a conduit la plupart des membres du mouvement en prison. Les Frères musulmans palestiniens n'étaient pas à l'abri de cette lutte, car chaque vague de répression de l'organisation-mère entraînait automatiquement une chasse aux Frères musulmans à Gaza (4). Avec la victoire de Nasser, les Frères perdirent toute existence organisée : ni sections, ni bureaux, ni tournées de propagande, ni voyages de jeunes, etc.

Entre la première vague de répression en 1954 et la seconde en 1965, une vision négative de Nasser se développa chez les Frères, atteignant son apogée chez Seyyid Qotb : celui-ci s'identifia avec le projet intégriste au point de ne plus voir en Nasser (...) que le porteur d'un projet concurrent, celui de l'arabisme. En outre, Qotb proclama le caractère impie de la société de la Jahiliyya (à l'origine, nom donné à la société arabe anté-islamique) qu'il définit comme étant « *toute société qui n'est pas vouée (...) à l'adoration de Dieu seul, (...) c'est-à-dire toutes les sociétés du monde d'aujourd'hui* » (5). Bien entendu, toutes les fois que Qotb évoquait la *Jahiliyya*, c'est Nasser et son régime qu'il visait, résumant sa doctrine en une formule percutante : « Islam ou Jahiliyya ».

L'adoption ultérieure par les Frères de cette formule persistera sous des formes différenciées et des aspects confus. Mais ce qui est important, c'est qu'elle accompagnait la montée du nassérisme dont le cheval de bataille était la cause palestinienne et la question nationale arabe, dans un combat contre l'Occident et les différents aspects de son soutien à Israël et de son opposition à l'aspiration arabe à la libération. La montée du nassérisme dans sa lutte contre l'Occident s'est donc accompagnée de la répression des Frères et s'est traduite par l'emprise idéologique et culturelle nassérienne sur tous les autres courants (...) du camp anti-occidental : les communistes, les baassistes et les nationalistes arabes dont la relation avec Nasser a évolué en fonction du contexte politique, mais qui n'ont pas rompu avec le cadre idéologique nassérien, qui imprégna leur propre vision politique. Cette influence s'est étendue aux Frères eux-mêmes et à certaines de leur sections hors d'Egypte : lors de (...) l'agression tripartite en 1956 (6), les Frères de Jordanie, de Syrie et d'Irak n'ont pas manqué d'envoyer des télégrammes de soutien à Nasser.

Mariage d'intérêt

En revanche les Frères musulmans (...) devaient inévitablement être parrainés par les régimes arabes les plus opposés à Nasser : la Jordanie et l'Arabie Saoudite. Les Frères de Cisjordanie, rattachés organisationnellement à ceux de Jordanie depuis 1948, entretenaient d'excellentes relations avec le roi Abdallah. Ce dernier les considérait comme un « *mouvement religieux attractif pour la jeunesse* » contribuant à « *freiner la propagation du communisme* » (7). Les rapports entre les Frères de Jordanie et le régime, bien que parfois tendus et difficiles, étaient tels qu'ils étaient la seule organisation légalement autorisée, et qu'ils ont participé sous des formes diverses à la vie politique, y compris aux élections législatives. J'indiquerai par la suite les changements concrets survenus dans cette démarche, mais l'important est de relever que les justifications de cette alliance avec le trône jordanien, depuis les année cinquante, tournent autour du "problème Nas-

2) Zyad Abou Amrou, *Le mouvement islamique en Cisjordanie et à Gaza*, Beyrouth, 1989.

3) *Ibidem.*

4) En 1948, Gaza est passée sous administration égyptienne, tandis que l'administration de la Cisjordanie revenait à la Jordanie qui ne tarda pas à l'annexer officiellement.

5) Seyyid Qotb, *Signes de piste*, 1967.

6) Agression conjointe de l'Etat sioniste, de la France et de l'Angleterre contre l'Egypte en octobre-novembre, trois mois après la nationalisation du canal de Suez.

7) Iyad Bergouti, *Les armes et la politique dans les territoires palestiniens occupés*, Centre Zahra d'études et de recherches, Jérusalem, 1990.

ser", si l'on s'en tient à ce que disent les leaders intégristes, comme Youssef Al Azm : « *Nous nous sommes rangés du côté du roi car si Nasser avait pu pénétrer en Jordanie et y instaurer un régime ami, cela aurait entraîné la liquidation des Frères* » (8).

L'Arabie Saoudite se posait alors en pôle opposé au projet nassérien ; les Frères y trouvaient asile physique, politique et économique : le royaume saoudien et tous ses états alliés étaient considérés par les Frères musulmans à la fois comme des pays offrant des débouchés économiques, qui leur faisaient défaut en Egypte et à Gaza, et comme une source de réconfort politique par leur opposition commune au même pôle nassérien. Il n'est pas utile de s'attarder sur les soutiens saoudiens, financiers et autres, accordés aux Frères (9). Il me semble plus important de souligner un élément plus lourd de sens : le fait que l'emprise du nassérisme sur les cœurs et les consciences de tous ceux qui étaient hostiles à Israël et à l'Occident, a poussé spontanément les Frères musulmans (...) dans la tranchée adverse.

Un dirigeant des Frères palestiniens affirme dans ses mémoires qui se déroulent dans l'Emirat de Bahrein dans les années cinquante : « *Les Frères se sont retrouvés isolés, accusés, pourchassés, du fait de leur hostilité à Nasser. Ils n'ont pas tardé à s'opposer au mouvement populaire, ce qui leur a fait rejoindre automatiquement le camp du gouvernement* » (10).

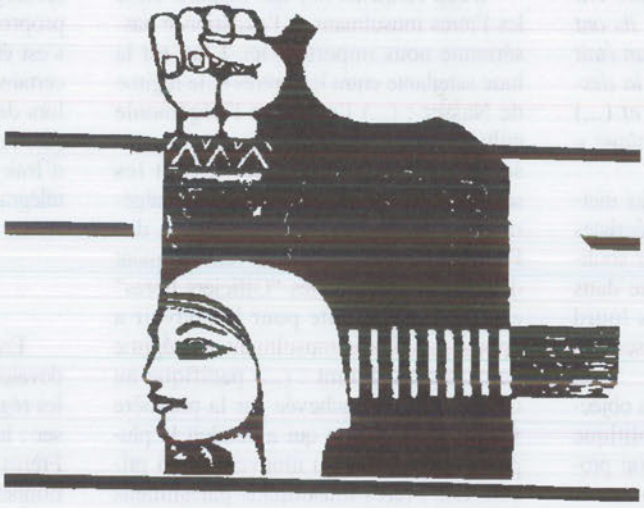
Quels sont les arguments qui justifient le choix d'apporter une importance particulière aux rapports entre les Frères et Nasser, ainsi qu'à l'hégémonie nassérienne (...), pour expliquer l'éclipse des Frères palestiniens de la lutte nationale pendant les années cinquante, soixante et la plus grande part des années soixante-dix ?

Ces arguments ne sont pas du même ordre, dans le cours historique de ces décennies. J'en ai choisi trois que je crois convaincants, à savoir : la fondation du Fatah et ses circonstances ; la justification par les Frères de leur silence, pour ne pas dire plus, face la répression sanglante de la résistance palestinienne par le roi Hussein de Jordanie, en 1970 ; et enfin, la nature du moment historique auquel les Frères, et les autres intégristes avec eux, ont resurgi en Palestine même affichant leur détermination à combattre Israël.

En 1957, les conséquences de l'affrontement entre Nasser et les Frères musulmans étaient certainement (...) présentes à l'esprit des militants qui eurent l'idée de fonder le "Fatah". Le document présenté à l'époque par Khalil Al Wazir (Abou Jihad) à la direction des Frères musulmans, appellant à créer une organisation parallèle pour combattre Israël, stipulait qu' « *elle n'arborera pas les couleurs islamiques dans ses slogans ou (...) son aspect extérieur* ».

La fondation du Fatah

S'adressant ensuite aux membres des Frères désireux de se joindre à cette nouvelle organisation, il leur demandait de « *se débarrasser de leurs tenues partisanes et d'endosser des tenues palestiniennes* ». Il mettait l'accent sur le fait que l'organisation (...) « *établira des ponts entre les Frères et les masses, et brisera le carcan de l'ostracisme nassérien* ».



Quiconque connait les circonstances de la fondation du Fatah sait que ses premiers dirigeants (...) étaient membres de l'organisation intégriste, d'Abou Jihad à Salim Zaanoun en passant par Salah Khalaf (Abou Iyad), Assaad Saftaoui et... Arafat lui-même. Ceci incita les Frères égyptiens à croire tout d'abord qu'il s'agissait d'une création de leur mouvement, et sema une grande confusion dans les rangs des Frères palestiniens, au point que les fondateurs du Fatah durent établir explicitement qu'ils avaient rompu leurs liens avec les Frères.

Le premier indice est donc que certains membres des Frères musulmans qui avaient compris qu'ils ne pourraient, à l'ombre de Nasser, fonder une organisation de combat contre Israël sans avoir pris une distance suffisante de leur appartenance antérieure, furent longtemps (...) taxés d'opportunisme par les Frères (...) maintenus en tant que tels, pour avoir rompu avec l'organisation.

Avec le recul du temps, nous pouvons constater que ce choix était réaliste et perspicace : il reposait sur une évaluation rationnelle de l'impact nassérien sur toutes les forces anti-israéliennes.

L'autre indice, ce sont les arguments invoqués par les Frères pour refuser de s'enrôler sous la bannière du Fatah à sa fondation en 1958. Ils sont de deux sortes : l'une est contradictoire avec leur détermination actuelle à mener le combat contre Israël. Pour exemple, cette argumentation : « *L'affrontement avec Israël ne sera pas l'œuvre d'une petite partie des forces de notre nation, n'atteignant pas le millième ; toutes ses forces doivent être mobilisées pour l'affrontement (...) Nous devons changer la situation, soit en convainquant nos gouvernements (...) de modifier leur position, soit en exerçant sur eux une pression populaire qui les amène à cela, soit encore en déclenchant une révolution populaire générale qui renverse ces gouvernements capitulards face au colonialisme et les remplace par de bons gouvernements (...)* » (11).

L'alibi Nasser

Cet argument est en contradiction avec la disposition actuelle au combat des Frères musulmans, car tout observateur de la scène politique arabe peut attester que les conditions posées ci-dessus pour passer à la lutte ne sont pas plus remplies aujourd'hui que sous Nasser.

La seconde sorte d'arguments au nom desquels les Frères ont refusé de s'enrôler dans le Fatah dissipent la contradiction précédente et éclairent le fond de leur position. Ces arguments sont liés à leur conception de l'hégémonie. Ils disaient : « *En supposant que l'organisation (Fatah) puisse se développer et attirer de nombreux membres et sympathisants, ce soutien populaire ne portera pas sur les Frères et l'Islam, mais sur l'idée de la libération de la Palestine* ». La solution est que « *les Frères redoublent d'efforts pour propager leur doctrine et rehausser l'image de leur mouvement, car c'est lui qui, lorsqu'il triomphera, (...) libérera la Palestine* ».

8) *Le mouvement islamique en Cisjordanie et à Gaza, op. cit.* Au sujet de ces liens, voir Zanad El Khatib Iyad, *Les courants politiques en Jordanie et le texte du pacte national jordanien*, Amman, 1991.

9) Dalal Bizri, "Le mouvement islamiste arabe contemporain et la guerre du Golfe : esquisse de deux concepts éclatés", *Peuples méditerranéens*, novembre 1991.

10) Abdallah Abou Gaza, *Avec le mouvement islamique dans les pays arabes*, Koweit, 1986.

11) *Ibidem.*

Nous verrons que les Frères disaient vrai. Ainsi, lorsque la lutte contre Israël était menée par Nasser, ou par ceux qui se situaient dans sa mouvance culturelle (...) et idéologique (...), les Frères refusèrent de s'intégrer à l'une des formations de cette lutte. Mais, avec le déclin de la direction nassérienne dans ses divers aspects, les Frères en brandirent haut l'étendard et s'en firent l'expression.

J'ai déjà dit plus haut que les Frères musulmans de Cisjordanie bénéficièrent d'un traitement de faveur de la part du roi Abdallah de Jordanie, et intégrèrent l'organisation des Frères (...) jordaniens.

Dans le cadre de cette alliance qui se renforça pendant vingt ans, jusqu'en 1967, il était "naturel" que les Frères de Jordanie soutiennent le trône dans sa confrontation avec les diverses forces de la gauche : communistes, baassistes, nationalistes arabes et nassériens. Les Frères musulmans ne se contentèrent d'ailleurs pas de participer idéologiquement à cette confrontation, mais (...) y participèrent aussi physiquement à plusieurs reprises. Lors des évènements de septembre 1970 (Septembre noir), au paroxysme de l'affrontement entre le roi et les forces anti-impérialistes, les Frères expliquèrent leur soutien au trône par des arguments dont certains rejoignent les raisons invoquées pour justifier le refus d'adhérer au Fatah : « *Les Frères palestiniens considèraient que la lutte contre les envahisseurs (les Israéliens), devait, à cette étape (en 1970), emprunter deux voies :*

a) la résistance à l'occupation menée de l'intérieur (...) par les habitants des territoires occupés, avec ce que cela exige comme préparation en armes et munitions, etc...

b) l'action depuis l'extérieur pour attaquer l'ennemi à travers les frontières et le faire sortir par la force. »

Et concernant Nasser en particulier : « *Le climat général dans le monde arabe est hostile aux Frères musulmans parce que Nasser et son régime leur sont hostiles. Malgré le coup porté à son régime par la défaite de juin 1967, il garde une influence en Jordanie et en Palestine. En outre, toutes les organisations sont hostiles aux Frères* » (12).

La nouvelle légitimité de la lutte contre Israël

La résurgence de l'intégrisme contemporain date du début des années 70, c'est-à-dire depuis que la faillite du projet nassérien à conduire le réveil arabe devint patente, coïncidant avec (...) la résurrection du courant intégriste et sa prise en charge de la plupart des questions pendantes, bien qu'à sa manière.

Seule la branche palestinienne n'a pas été au rendez-vous : Hamas, le mouvement de la résistance islamique, incarnation du combat des Frères (...) contre Israël, n'a été fondé qu'en 1987, et a attendu le mois d'août 1988 pour diffuser son manifeste. Comment expliquer ce retard ? Une partie de la réponse à cette question est en rapport avec le "complexe nassérien" et (...) ses conséquences, au nom desquelles les Frères n'avaient pas pris part à la lutte. L'autre partie a trait aux raisons qui déterminèrent ce retour (...), examinées dans la partie suivante de cet article, consacrée à l'Intifada. (...)

Des circonstances similaires nous amènent à comparer le retard de l'intégrisme islamique au Liban et en Palestine : dans un autre article (13), j'ai montré que l'une des spécificités du courant libanais tenait aux conditions de son émergence dans le contexte de l'après 1982, c'est-à-dire sitôt après le départ des factions palestiniennes du Liban au lendemain de l'invasion israélienne, et l'affaiblissement du Mouvement national libanais qui s'en est suivi. Les dernières réponses nationalistes populaires à la défaite de juin 1967 ayant perdu l'initiative sur le terrain du combat national, le courant intégriste en reprit le flambeau et entama sa montée...

La résistance croyante

Les raisons du retard palestinien sont du même ordre : l'OLP, c'est-à-dire le pouvoir populaire alternatif des Palestiniens, a accumulé toutes sortes d'échecs qui l'ont conduit à s'éloigner progressivement des objectifs politiques et militaires qui présidaient à sa création. Outre le départ de toutes ses factions du Liban, suivi d'un autre échec lorsqu'elle voulut (...) retourner au Liban-nord (Tripoli, 1985), une scission eut lieu au sein de l'organisation la plus importante (la "dissidence du Fatah", 1983). L'OLP opéra un tournant vers un règlement politique pour lequel le contexte actuel ne présente aucune garantie, sauf à s'armer de sens tactique et d'un long "souffle diplomatique"... Ce repli coincidait avec la croissance des activités de la "résistance croyante" libanaise, surtout au début de l'année 1983. Elles prenaient pour cibles les forces d'occupation israéliennes, ainsi que les postes des Forces multinationales, et se caractérisaient par un aspect suicidaire et offensif, qui eut un grand impact. Les opérations de la "résistance croyante" donnèrent une forte impulsion au courant intégriste palestinien de l'intérieur, et poussèrent même à la fondation d'organisations palestiniennes imitant l'une des principales factions libanaises, le Hezbollah.

La faillite du nationalisme palestinien, et la montée de l'équivalent intégriste libanais mettaient en évidence le vide local que le courant intégriste palestinien allait combler à une vitesse surprenante — comme si, pendant toutes ces années, il s'était préparé organisationnellement et idéologiquement à s'ériger en alternative au courant nationaliste laïc.

L'exclamation de Cheikh Ahmed Yassin, chef spirituel du Hamas, exprime bien cettesituation :« *Lorsque toutes les portes se ferment, les portes de Dieu s'ouvrent* ». En d'autres termes, lorsque les idéologies non-intégristes entrent en crise sur le terrain du combat de résistance, il reste l'idéologie intégriste. C'est aussi ce qu'affirme une brochure des Frères distribuée en Cisjordanie et à Gaza, et intitulée "La vérité absente" : « *Les courants qui ont démontré leur échec pendant vingt ans sur la scène palestinienne ne peuvent plus désormais prétendre au monopole de l'action palestinienne* » (14). C'est la conclusion de toutes les publications des intégristes parues dans les territoires occupés : Toutes affirment, qu'une fois devenue évidente la faillite des idéologies nationalistes, libérales et socialistes, le retour à l'Islam s'impose.

Le courant intégriste ne pouvait prétendre forger une nouvelle direction alternative sans le bouleversement dû à l'établissement de son hégémonie sur les cendres de celles du nassérisme et de sa mouvance.

(...)Dans le cas palestinien, les signes de la nouvelle hégémonie ne se sont pas limités aux activités institutionnelles à caractère islamique : services sociaux, bibliothèques, ventes de livres, universités, construction de mosquées, collecte d'aumônes, etc. Cette hégémonie s'est traduite par le terrain fertile sur lequel ces activités se sont déroulées, c'est-à-dire l'accueil populaire dont elles ont bénéficié. Elles se sont nourries, en fait, d'une série de dispositions idéologiques : le regain de l'identité religieuse se greffait sur l'identité nationale palestinienne ; la référence à la religion occupait une place plus vaste qu'auparavant. Le mariage des deux identités, nationale et religieuse, a conféré à l'Intifada un caractère particulier. Quant à la référence religieuse, un (...) sondage du début des années soixante-dix, indique que 55 % des Palestiniens des Territoires occu-

12) *Ibidem.*

13) Dallal Bizri, "Parole libanaise de la langue Islamiste", dans *Le Liban d'Aujourd'hui*, éd. CNRS, Paris, 1992.

14) *Le mouvement islamique en Cisjordanie et à Gaza, op. cit.*

pés considèraient que la religion doit faire partie de la vie sociale, (...) 76 % d'entre eux que l'Islam est leur cadre de référence et que 26,5 % d'entre eux souhaitaient un régime basé sur la loi islamique, la Charia.

L'Intifada

Avant d'aborder l'Intifada en tant que catalyseur de la résurgence des intégristes, deux mises au point me semblent nécessaires. La première, c'est que contrairement à ce que l'on a pu prétendre par la suite, l'Intifada a débuté par des voies et des expressions (...) purement intérieures. Ni l'OLP, ni les régimes arabes ou islamiques candidats au soutien des Palestiniens n'ont été à l'initiative de l'Intifada : celle-ci a surgi du plus profond du peuple palestinien, parfois avec une spontanéité stupéfiante dont témoigne l'audace extrême des premiers manifestants. Un écrivain israélien a décrit cette témérité : « *Les manifestants, nullement apeurés par les coups de feu, attaquent avec ardeur les véhicules blindés et essayent d'arracher aux soldats leurs armes* » (15).

Ceci nous amène à la deuxième caractéristique de l'Intifada : elle a fait exploser un désespoir politique et social longtemps différé par les Palestiniens des Territoires occupés (...). La part politique de ce désespoir est liée aux échecs de l'OLP, qui représente la "direction de l'extérieur". Las de compter sur elle, les Palestiniens de l'intérieur (...) ont pris l'initiative entre leurs mains. Quant à la part sociale du désespoir (...), elle trouve son expression dans les couches sociales qui ont dessiné le premier visage de l'Intifada : les misé-reux des camps de réfugiés, ceux de Gaza surtout, et en particulier le camp de Jebaliya (16). Leur premier cri, comme celui de tous ceux qui les suivirent fut : « *Pourquoi ne nous laissez-vous pas faire ? Nous préférons la mort* ! »

Il peut paraître paradoxal que la spontanéité et le désespoir qui déclenchèrent les premières étincelles de l'Intifada, aient imprimé à l'Intifada son cachet national palestinien et rendu inévitable la "palestinisation" des Frères musulmans. Paradoxal, car les Frères sont un mouvement dont le discours englobe la totalité de l'Oumma (17), et parce que l'Intifada apparaît de l'extérieur comme nationaliste. Cependant la réalité est tout autre : le palestino-centrisme est devenu progressivement le cadre dominant toutes les démarches politiques. Tous les courants politiques, y compris les intégristes au discours universaliste, s'y sont conformés, dans leur appréhension des problèmes et dans leur conception de l'action, faute de quoi ils n'auraient pu encadrer le mouvement.

En ce qui concerne l'Intifada et tout ce qui s'y rapporte, je m'arrêterai à deux indices prouvant que les intégristes s'y réfèrent. Le premier est que Hamas affirme dans sa Charte fondamentale s'opposer à toute les initiatives et solutions pacifiques visant à résoudre la question palestinienne, ainsi qu'aux conférences internationales, celles-ci ne pouvant répondre aux revendications ni restituer les droits spoliés. Le mouvement intégriste pose des conditions (...) à une collaboration positive avec l'OLP, comme le refus des résolutions 181 (1947), 242 (1967), et 338 (1973) du conseil de sécurité de l'ONU, et la reconfirmation de l'option militaire, ainsi que l'exigence que Hamas obtienne 40 à 50 % des sièges au sein du Conseil national palestinien. Je cite ces positions pour les comparer à d'autres, propres aux Frères égyptiens qui ont précédemment constitué la direction idéologique, politique et quasi-organisationnelle de l'ensemble des Frères arabes et musulmans. Aujourd'hui, les Frères égyptiens ont des positions publiques sur la question palestinienne (...) divergentes de celles de leurs homonymes palestiniens. Ils ont une attitude de positive face aux solutions pacifiques, et à l'égard des Etats-Unis et de leur rôle dans la région. Ils soutiennent la création d'un Etat palestinien sur toute parcelle de territoire. Avec l'OLP et Arafat, contre lesquels Hamas mène une lutte ressemblant à une lutte pour le pouvoir, les Frères égyptiens entretiennent de bons rapports : ils reconnaissent l'OLP comme la direction de la lutte palestinienne et ont organisé en sa faveur une campagne de solidarité matérielle pendant l'hiver 1988.

Cercles et patrie

Le second indice qui atteste de la primauté de l'axe palestinien, celui que je considère comme le plus important, tient à la conception qu'a Hamas des "cercles" et du "patriotisme". Le mouvement intégriste dit dans sa Charte que « *la libération de la Palestine concerne trois cercles : (...) palestinien, arabe et islamique. Chacun a un rôle à jouer dans la lutte contre le sionisme* ».

Dans certaines des publications politiques de Hamas, on peut même lire que les Palestiniens représentent l'avant-garde de la lutte anti-sioniste. Cette commutation des cercles contredit ce que prônait Hassan El Banna dans sa théorie célèbre, qui faisait de l'Egypte, premier cercle ou maillon principal, le "concept-règle" qui en faisait la direction du monde islamique. Partant, El Banna considérait que la première étape consistait à édifier un Etat islamique en Egypte « *qui unifie la voix des arabes, travaille pour leur bien, protège les musulmans de la terre entière de toute agression et propage la parole de Dieu et son message* » (17).

Quant au patriotisme, pour Hamas, il est une partie de la doctrine religieuse, alors que cette doctrine incorporait, selon El Banna, le contenu le plus profond et le plus stable du patriotisme et ne saurait permettre que celui-ci se réalise à ses dépens. Je pourrais aussi comparer les concepts de cercles et de patriotisme chez Hamas et dans l'héritage de Seyyid Qotb. Ce dernier a récusé la question de l'appartenance nationale et l'a considérée comme un blasphème relevant de l'idéologie de (...) la Jahiliyya, ennemie de l'Islam.

La réponse à la question initiale mène à une série d'autres interrogations, qui ne concernent pas seulement le domaine palestinien.

La lutte sanglante entre Nasser et les Frères était-elle inéluctable ? S'inscrivait-elle dans un cours historique nécessaire ? Etait-il possible de l'éviter ? Et, partant, la responsabilité en incombe-t-elle entièrement à Nasser ou (...) aux Frères également, ou encore à l'héritage culturel et social qu'il faut encore et encore étudier de près ?

Si la résurgence de l'intégrisme s'incrit dans une alternance entre leur hégémonie et celle des autres courants, (...) la troisième vague hégémonique, qui verra le jour après celle des intégristes, sera-t-elle un mélange des deux précédentes ? Ou autre chose dont nous ne connaissons pour l'instant qu'une partie minime ?

Le palestino-centrisme résoudra-t-il la question de l'alternance à l'hégémonie (et peut-être bien au pouvoir), ou bien l'exacerbera-t-elle et marquera les courants intégristes des limites de ses conflits et de leurs perspectives, pour nous ramener encore à la dimension nationaliste, mais sous d'autres formes ?

En l'absence d'un pôle islamique unique, avec la présence de centres liés à des régimes aux orientations différentes, les mouvements intégristes auront-ils besoin de forger des alliances qui modifieront leur caractère islamo-politique ou bien rétrograderont-ils et abandonneront-ils leur nouvelle combativité ? ★

Beyrouth, janvier 1993

15) Ze'ev Schiff et Ehud Ya'ari, *Intifada*, 1991.

16) C'est du camp de Jebaliya, qu'est partie l'Intifada, le 8 décembre 1987.

17) L'entité supra-nationale, supra-étatique et supra-ethnique que veulent construire les intégristes. Elle rassemblerait tous les musulmans.

18) *Lettres* d'Hassan El Banna, Beyrouth, 1984.

Femmes et intégrisme

L'intégrisme islamique palestinien est un rejeton de l'intégrisme sunnite (1) du Moyen-Orient, et s'affirme essentiellement sous la forme d'un parti politique qui se nourrit des difficultés endurées par les masses - tout en mettant en évidence l'incapacité des autres partis et organisations à répondre à leur détresse.

Manar Hassan

Ces derniers ne proposent pas de solution d'ensemble, applicable à toutes les facettes de la vie sociale et privée et par conséquent, l'intégrisme, disposant de réponses toute faites et sans ambiguïté (en matière d'éducation, de vie familiale, d'héritage, d'art, par exemple), est perçu par les masses désorientées comme un remède miracle contre les maux de la société. Ce caractère global attire tout ceux qui n'attendent plus de solution partielle à leur difficultés.

(...) Le summum de la corruption occidentale, aux yeux des intégristes, est incarné par le féminisme et le mouvement de libération des femmes, qui combinent les valeurs égalitaires et démocratiques pour les appliquer aux femmes. Les femmes qui sont actives dans ces mouvements sont corrompues, licencieuses. Ce sont des renégates qu'il est permis de tuer, de même quiconque les soutenant.

Partant de ces prémisses, l'intégrisme œuvre à la préservation et au renforcement de la société patriarcale et de ses institutions ; en particulier de la famille patriarcale, qui constitue l'unité fondamentale de l'ordre de la société patriarcale basée sur la propriété privée. Ceci transparaît dans les revendications démagogiques intégristes, qui appellent d'une part, à l'égalité et à ce que les gens se contentent de peu, et de l'autre, à ce que les riches aident les pauvres en leur faisant l'aumône. En clair, la charité devrait se substituer au nécessaire changement de l'ordre social en place.

L'occupation israélienne, accompagnée de son arrogance culturelle visant à effacer l'identité nationale palestinienne, est un phénomène omniprésent à l'intérieur des frontières israéliennes de 1948 et dans les territoires qui ont été occupés en 1967. Mais cette oppression s'accomode fort bien du patriarcat et de ses valeurs, elle autorise même une certaine autonomie aux chefs traditionnels lorsqu'il s'agit d'imposer les pratiques traditionnelles dans leurs communautés, au moins dans la sphère des règles religieuses et familiales.

Cette attitude a contribué, de façon décisive, à préparer le terrain à l'introduction des idées intégristes dans la société palestinienne, dont l'identité nationale est brimée par le système oppressif.

Entre le marteau et l'enclume

Pourtant, c'est seulement une des pinces de la tenaille dans laquelle se trouve la société palestinienne. L'autre pince, c'est l'attitude des partis politiques palestiniens à l'intérieur des frontières de 1948, qui ont développé des méthodes efficaces contrecarrant le combat national : ils ont toujours confiné la lutte contre les expropriations de terres au niveau local. A l'occasion de la Journée de la terre (2) ils ont envoyé leurs observateurs pour empêcher — par la force si nécessaire — toute expression de nationalisme, comme le port du drapeau, par exemple ; ils ont transformé ce moment traditionnel d'expression du combat national en une journée de festivités, de discours et de Coca Cola — en l'enterrant finalement sous une cérémonie grandiloquente appelée « le jour de congé national des Arabes israéliens ».

De la même façon, la direction palestinienne à l'extérieur des frontières de 1948, a cantonné le rôle des Palestiniens de l'intérieur de l'Etat d'Israël aux limites du jeu parlementaire, leur assignant de faire pression sur le gouvernement israélien — évitant même parfois de les appeler Palestiniens. Ces dirigeants craignent qu'une perspective sociale ne se dessine comme partie prenante du combat national, et se cramponnent tous, d'une façon ou d'une autre, à différentes versions du schéma étapiste, qui place la libération nationale avant la libération sociale.

La lutte des paysans spoliés de leurs terres, le combat des travailleurs — qui subissent une double oppression —, et celui des femmes, dont l'oppression est triple (nationale, de classe et sexuelle) sont renvoyés au lendemain du jour de la libération nationale. La capitulation de ces dirigeants devant les traditions arriérées, est le produit d'une conception erronée qui fait de l'islam une composante fondamentale de l'identité nationale palestinienne et fait directement le jeu des intégristes. Aux yeux des masses laissées à leur propre sort, ces derniers semblent plus dignes de confiance, plus honnêtes et détenteurs d'une analyse plus globale.

L'influence massive de Hamas ne traduit pas un retour en masse à la religion. C'est, entre autres choses, une réponse des couches les plus opprimées des camps de réfugiés au message social qui sous-tend les positions de Hamas. Le rejet par ce dernier de la division de la Palestine, et sa proclamation de la nécessité du combat à l'échelle de toute la Palestine, soulèvent, chez les réfugiés, de nouveaux espoirs de

1) Branche majoritaire de l'Islam dans la région arabe.La minorité chite n'a des poids qu'au Liban et dans certains pays du Golfe et en Irak.

2) Le 30 mars est le jour de commémoration des manifestations anti-expropriation de 1976, au cours desquelles 6 Palestiniens désarmés ont été tués et de nombreux autres blessés par la police.

retour, dans leur maison, sur leurs terres et dans leurs villages. Pourtant, ce n'est pas à cause, mais en dépit de leurs discours sur la Palestine islamique, qu'ils allument de nouveaux espoirs chez les laissés pour compte, auxquels aucune autre organisation n'a été capable d'offrir des perspectives.

Il faut rappeler que Hamas a été en fait mis sur pied grâce aux autorités, qui l'ont soutenu et lui ont permis d'agir longtemps sans entrave. Jusqu'à la vague de meurtres perpétrés par des membres de Hamas, à l'intérieur d'Israël, le nombre de prisonniers intégristes dans les camps et les prisons est resté faible, comparé à celui des autres organisations. A l'exception de Cheikh Yassine, aucun dirigeant de Hamas n'a été emprisonné. Le Mouvement islamique à l'intérieur des frontières de 1948 a reçu un traitement de faveur identique, bien que dans un contexte différent. Ses partisans disposaient d'une chaîne de télévision cablée diffusant leurs idées, de journaux légaux, alors que la presse de Abna El Balad (les enfants du pays) et d'autres groupes nationalistes, était interdite.

Rétrospectivement, il est évident, d'un point de vue stratégique, que l'intégrisme a justifié les espoirs que le régime israélien avait placés en lui, lorsqu'il a joué la carte d'Hamas contre le mouvement de libération nationale.

Pourtant, Hamas a rejoint, pour des raisons tactiques, le combat contre l'occupation des territoires de 1967, surtout pour ne pas perdre d'influence dans la jeunesse, dont la totalité soutient l'objectif de libération nationale.

La culture du voile

Quoi qu'il en soit, la raison fondamentale de ce ralliement était de donner au soulèvement — qui était par nature un processus très démocratique, s'opposant à toute oppression — une orientation convenable, à la fois pour l'intégrisme et pour les autorités israéliennes. Le meurtre de juifs simplement parce que leurs ancêtres étaient juifs induit l'hostilité des secteurs libéraux de la société israélienne vis-à-vis du mouvement de libération palestinien. Les valeurs déformées de l'intégrisme, tout particulièrement en ce qui concerne le statut des femmes et leur émancipation au sein du processus de libération nationale, ont été entérinées par les comités de grève des autres organisations palestiniennes. Des dizaines de femmes ont été assassinées, prétendument en tant que "collaboratrices", simplement parce que leur comportement personnel était incompatible avec les normes de la tradition patriarcale. L'interdiction du militantisme politique pour les femmes, le retour du voile et la mise en exergue de la "culture du voile" ont entrainé le déclin du mouvement de masse, et sont devenus des instruments au service de l'occupation israélienne. Ainsi, ce puissant mouvement révolutionnaire s'est transformé en contre-révolution sociale.

Une politique d'apartheid

Hamas a démontré son caractère pragmatique, son populisme et son attitude de caméléon — qui lui ont permis de redorer son blason à l'aide du prestige de la lutte pour l'indépendance nationale, malgré son hostilité vis-à-vis de tous les mouvements nationalistes —, de même, le Mouvement islamique à l'intérieur des frontières de 1948 est parvenu à arborer les couleurs de la démocratie et de l'égalité, en réponse aux aspirations des masses, mais pour mieux combattre ces valeurs et les vider de leur contenu. L'objectif de ce mouvement est de gagner, aux yeux du régime israélien, le droit à administrer culturellement la société palestinienne de l'Etat d'Israël, à travers le renforcement de la famille patriarcale, et la séparation totale entre musulmans et non-musulmans. Par exemple, le mouvement islamique a mis sur pied des clubs de football, de judo et de karaté islamiques, qui sont fermés aux Palestiniens non-musulmans. De même, il a interdit les points de vente d'alcool et instauré la non-mixité dans les écoles, là où il contrôle les conseils municipaux.

Les islamistes ont rendu aux autorités israéliennes de nombreux services : leur leader, Cheikh Abdallah, a déclaré qu'on pouvait laisser une partie du territoire de Palestine aux juifs. Il a soutenu avec enthousiasme la conférence de Madrid, mais, avec son hypocrisie jésuitique coutumière, il a aussi considéré ceux qui s'y opposent comme de bon patriotes palestiniens. Il a rejeté publiquement la Fatwa (décret-sentence) légitimant l'assassinat des membres de la délégation palestinienne. Néanmoins, le principal service rendu aux autorités israéliennes, est la mise en œuvre d'une politique d'apartheid, correspondant à son idéologie originelle de "développement séparé". Le mouvement islamique s'oppose à toute activité commune entre juifs et arabes, comme les rencontres entre écoliers arabes et juifs, qui ont été menées au compte-goutte, conçues comme un dédouanement et ne relevant pas d'un engagement démocratique sincère. Ainsi, avec le concours des islamistes, le régime ségrégationniste se voit dispensé de recourir à la force pour imposer l'apartheid.

Les intégristes ont rendu un autre service aux autorités mettant des obstacles à la fondation d'un parti arabe unifié lors de la dernière campagne électorale. En août 1991, Cheikh Abdallah déclarait nécessaire un tel parti pour affaiblir le Rakah (le Parti communiste) qui compte dans ses rangs aussi bien des juifs que des Arabes. Plus tard, quand il est devenu évident que ce parti ne pourrait voir le jour sans inclure les Palestiniens chrétiens (3), le Mouvement islamique a renoncé à le soutenir, et à même déclaré que le Shas, un parti intégriste juif, lui semblait préférable. La campagne de rumeurs et de diffamation, menée par les intégristes, a bloqué toute tentative d'unifier les partis sous l'égide de Mi'ari et Darauche (4), a réouvert le débat sur la question nationale dans le Rakah, et conduit plus de la moitié de l'électorat arabe à voter pour des partis nationalistes juifs.

Ainsi, sur beaucoup de questions, le mouvement intégriste — de par son caractère populiste, et sa ressemblance avec un ver solitaire s'alimentant de la misère des masses — est prêt à outrepasser ses principes "sacrés", et à adopter une politique pragmatique. Son rejet du nationalisme ne l'empêche pas de participer à la lutte de libération nationale, ni sa haine de la démocratie de se présenter aux élections, pas plus que son refus du principe d'égalité nationale ne le gêne pour utiliser cet argument lorsque les masses l'y poussent. Tout en rejetant le luxe il assure le financement de sa presse par des publicités vantant des biens de consommation occidentaux tels que les automobiles luxueuses et les sous-vêtements pour hommes. Il déteste le sport, en tant que représentant de « valeurs occidentales barbares », mais crée des équipes de football. cependant, sur la question de la libération et de l'égalité des femmes, le mouvement islamique n'est prêt à faire aucun compromis. Il applique, sans hésitation ni concession, ses assertions sur le statut de la femme qui serait, dans l'islam, le meilleur et le plus correct (pour peu qu'elle « sache rester à sa place »). Pour les islamistes, le mouvement de libération des femmes est l'ennemi principal, parce que la société patriarcale, dont l'intégrisme s'est fixé pour but la défense, est bâtie sur l'oppression des femmes.

L'ironie du sort veut que, à part les mouvements féministes, le seul mouvement qui passe quotidiennement des

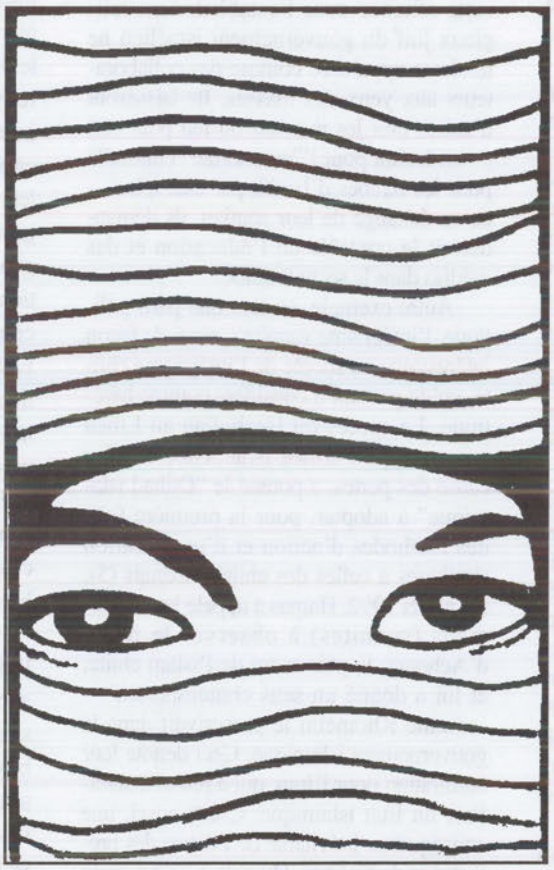
3) 13 % des Arabes d'Israël sont chrétiens;

4) Mohamed Mia'ri est membre de la Ligue progressiste pour la paix et a été député à la Knesset. Abd al Wahab Derauche, a fondé le Parti arabe démocratique créé à la suite de sa démission du Parti travailliste, dans la foulée du déclenchement de l'intifada. Ces formations ont connu un essor à la fin des années 80, dû essentiellement à la "palestinisation" des Arabes israéliens.

heures et des heures en discussions, décisions, et élaborations sur les femmes soit le mouvement intégriste. Aucun sujet n'absorbe autant ses militants que les femmes : leur caractère, leur comportement, leurs vêtements et traits de caractère, et tout particulièrement leur pouvoir de tentation et de séduction. Pour les intégristes — c'est-à-dire pour la société patriarcale — c'est une question de vie ou de mort. La centralité de la question de la libération des femmes dans la société palestinienne — comme dans la société arabe dans son ensemble —met en évidence que les antagonismes opposant arriération et progrès, démocratie et despotisme et libération et oppression, sont directement liés à la question de la libération des femmes. Négliger cela revient à se faire l'allié objectif des islamiques. Il ne peut donc pas y avoir de compromis ou d'armistice entre les mouvements pour la libération des femmes dans la société arabe et l'intégrisme, quelques soient les circonstances.

Le mensonge, la fourberie, les ragots et la diffamation, la distorsion théorique, la coercition et même la violence sont les armes que les intégristes emploient contre les femmes qui en ont assez de leur oppression. En fait, l'intégrisme s'appuie sur l'angoisse masculine caractéristique, tout en l'alimentant et en la renforçant. Nous avons mentionné plus haut la victoire de l'intégrisme qui a pu éliminer les femmes de la sphère publique et politique au cours du soulèvement. Al Fanar, une organisation qui a été fondée il y a un an et demi à Haïfa, a été également la cible de prêches diffamatoires et insidieux dans les mosquées du Mouvement islamique, à l'intérieur de l'Etat d'Israël.

L'organisation Al Fanar, convaincue que la libération nationale palestinienne ne sera totale qu'avec la libération des femmes a, la première, mis à nu les liens existant entre le traditionalisme arriéré de la société palestinienne et la sympathie des autorités à leur endroit. Elle est de fait rapidement devenue la cible des attaques des fanatiques intégristes. Le combat qu'Al Fanar a engagé contre les meurtres de femmes qui aurait prétendument "porté atteinte à l'honneur de la famille", son opposition au mariage consanguin — qui entraîne la naissance d'enfants retardés et victimes de maladies génétiques —, sa lutte contre le mariage forcé — véritable viol béni par la tradition et la hiérarchie religieuse —, sa dénonciation de l'excision des petites filles bédouines (par l'ablation du clitoris), semblent constituer une menace terrible pour les intégristes. Le porte-parole du Mouvement islamiste a proclamé qu'il n'y avait pas de place pour une telle organisation ni pour ses revendications. Mais pire encore, les autres organisations et partis n'ont pas pris la défense de ce jeune mouvement féministe, et certains se sont même joints aux attaques contre lui. Etant donné qu'il ne s'agit pas seulement de la rivalité, d'une volonté de nuire ou de la stupidité de certaines organisations politiques, il faut clarifier et analyser ce phénomène dont les racines sociales, culturelles et politiques sont extrêmement profondes.



En plus des différents aspects concrets de l'oppression, dont souffrent toutes les composantes de la société palestinienne, le régime israélien pratique une "selectzia" culturelle, dont l'objectif est de gommer l'identité nationale palestinienne ; cette politique s'applique aux programmes scolaires, qui se poursuit dans les mass-médias, et qui culmine avec l'interdiction de toute forme d'expression, du symbolisme national, la censure de la poésie nationaliste et l'interdiction du déploiement du drapeau palestinien.

La société palestinienne est ainsi amenée à rechercher dans son passé l'expression de son nationalisme et à considérer la tradition comme l'une de ses composante. La nostalgie devient partie intégrante de la conscience nationale palestinienne, et toute critique proférée à son endroit, une injure à la nation. L'attitude critique des féministes palestiniennes vis-à-vis de la tradition patriarcale et de l'oppression des femmes, qui perpétue l'arriération de la société, apporte une dissonance cognitive pour tous les courants politiques et la plupart des intellectuels. Ils craignent que le déballage des faiblesses et de l'arriération de leur société ne serve d'arme à l'ennemi, et tentent de le faire taire et de l'éliminer. Même si certains d'entre ces courants déclarent s'opposer à l'intégrisme, ils voient en lui un allié légitime — en principe — à la différence de celles qui lavent le linge sale en public. Par exemple, Mi'ari, a conseillé aux femmes (de Al Fanar) de « ne pas aborder la question des meurtres de femmes de façon aussi brutale et véhémente, mais avec plus de retenue » et, à une question sur les agressions et les calomnies répandues par les intégristes contre les femmes, il a répondu : « les intégristes ont une position de principe, et ils la défendent ». Dans un tel contexte, les intégristes parviennent à répandre des sentiments de culpabilité et des illusions au sein des courants politiques qui se cramponnent à la tradition, en partant du pré-supposé que les masses sont totalement religieuses. Ces organisations sont — consciemment ou non — entraînées par les intégristes dans leur combat contre la libération des femmes.

Après la libération ?

Les nationalistes essayent d'apaiser l'antagonisme entre nationalisme et intégrisme et de se concilier ce dernier en ôtant toute référence à l'égalité et à la libération des femmes du programme de libération nationale, et en repoussant le moment de s'en préoccuper aux calendes grecques.

Les libéraux démocrates conditionnent leur soutien à la lutte pour la libération et l'égalité des femmes au respect par les femmes de la tradition et des valeurs patriarcales. Et que dire de ces gens de gauche qui voient des passerelles possibles avec l'intégrisme à cause de sa critique de la corruption du régime et de sa réthorique sur l'"impérialisme culturel" ? Ils abandonnent le combat démocratique contre le vrai impérialisme et entretiennent l'illusion que leurs alliés sont les intégristes — c'est-à-dire les garants de l'ordre social existant. Conscients de la susceptibilité intégriste vis-à-vis de la question des femmes, ils envisagent des concessions sur

ce sujet comme un faible prix à payer pour réaliser l'unité. La gauche en Palestine, et dans tout l'Orient arabe, piégée par des charmeurs aussi trompeurs que variés, s'en trouve déconsidérée.

Bien entendu, les supplications de ces girouettes n'amadoueront pas les intégristes, mais vont renforcer la pression de ces derniers. Ils refuseront les valeurs du mouvement démocratique arabe même si ses dirigeants prient cinq fois par jour et participent à la prière du vendredi à la mosquée, ils n'accepteront pas non plus le nationalisme de Georges Habache, qui commence ses discours par « Au nom d'Allah le miséricordieux et généreux ». A la haine que les intégristes portent déjà pour ces mouvements, s'ajoutera du mépris.

La force de l'intégrisme provient, non de la religiosité des masses, mais de leurs souffrances, qui sont le fruit des hésitations, de la lâcheté et de l'incompétence des directions des partis politiques prétendument laïques, qu'ils soient de gauche, nationalistes, réformistes ou panarabes. Pourtant, l'irruption de l'intégrisme dans la vie politique a prouvé son incapacité à offrir une alternative sociale aux masses ; lorsqu'ils arrivent dans les structures d'administration ils se contentent d'opérer des changements qui ont une portée religieuse.

En Jordanie, par exemple, le roi Hussein n'a pas voulu affronter directement les intégristes, et les a cooptés au gouvernement. Au bout d'un an, les ministres intégristes se sont faits haïr des masses, et en particulier des classes moyennes urbaines. En voulant interdire de conduire aux femmes et empêcher les pères d'assister à la remise de diplôme de leur filles, ils se sont discrédités ce qui a permis au roi de les chasser du gouvernement sans déclencher de protestation publique.

A Um al-Fahm et à Kafr Qassem (à l'intérieur des frontières de 1948), les intégristes ont gagné la majorité aux élections de 1988, et sont devenus les administrateurs municipaux omnipotents. Ils ont interdit les cafés et la vente d'alcools forts, séparé les garçons des filles dans les écoles, et obligé les femmes à se couvrir la tête. Le résultat ne s'est pas fait attendre : aux élections de 1992, les "bastions de l'islam" ont été les seuls endroits où le pourcentage des voix du parti communiste ont progressé — de 75 % à Um al-Fahm et de 64 % à Kafr Qassem. C'était un vote sanction clair contre les fanatiques, qui a fait exploser les affirmations sur la religiosité des masses comme un ballon de baudruche.

L'opposition tonitruante de Hamas aux négociations entre Israël et les Palestiniens n'est rien d'autre qu'un camouflage de ses véritables objectifs.

Cris et camouflage

D'ailleurs Hamas a conditionné son entrée dans l'OLP à l'obtention de 45 % de représentation dans ses institutions ; et il soutiendrait probablement un projet d'autonomie pour peu que lui soit donné un monopole sur l'éducation, qui serait gérée selon ses préceptes. Le Mouvement islamique, à l'intérieur d'Israël aspire au contrôle du système éducatif et des médias arabes. Pourtant, il n'ose pas émettre ces revendications ouvertement de peur que cette alliance avec l'establishment religieux juif du gouvernement israélien ne les fasse apparaître comme des collaborateurs aux yeux des masses. Ils laisseront d'autres tirer les marrons du feu pour eux — en luttant pour l'"autonomie" culturelle pour les Arabes d'Israël, par exemple —, et, en échange de leur soutien, ils demanderont le contrôle de l'éducation et des médias dans le secteur arabe.

Autre exemple, en tant que parti politique, l'intégrisme sunnite a réagi de façon intéressante au succès de l'intégrisme chiite, qu'en passant il considère comme hérétique. Le succès du Hezbollah au Liban qui a stoppé l'armée israélienne et lui a causé des pertes, a poussé le "Djihad islamique" à adopter, pour la première fois, des méthodes d'action et d'organisation similaires à celles des chiites libanais (5). En juillet 1992, Hamas a appelé les musulmans (sunnites) à observer le jeûne d'Achoura, le plus sacré de l'islam chiite, et lui a donné un sens contemporain — comme Khomeini le prescrivait dans le gouvernement islamique. Ceci dénote leur admiration pour l'Iran, qui a réussi à stabiliser un Etat islamique. C'est, aussi, une conséquence inévitable de l'échec des prétentions de Saddam Hussein à se poser en guerrier de l'islam sunnite, luttant pour la libération de la nation arabe. Sa banqueroute met en lumière le fond populiste de l'intégrisme et son opportunisme.

Comme nous l'avons vu, toute tentative de passer des compromis avec l'intégrisme et d'atteindre un état de coexistence est vouée à l'échec, tant que ceux qui s'y essayent partent de la présomption erronée que la religion a un rôle central dans la vie publique, politique et nationale. Tant que les organisations féministes, démocratiques, socialistes et même libérales ne considèreront pas les rapports avec la religion comme une affaire totalement personnelle, la confusion continuera et les intégristes en tireront des forces. Parce que la société arabe en Palestine, comme celle de l'Orient arabe, repose sur le patriarcat, la question de la libération des femmes devient la pierre de touche du processus de libération en général.

Une stratégie féministe dans la société arabe doit être basée sur les axes suivants : l'indépendance absolue des organisations féministes vis-à-vis des autres organisations politiques et de leur programme, tout en percevant la libération des femmes comme une tâche démocratique centrale de la libération nationale.

Ensuite, la séparation totale de la religion et de l'Etat ; cette séparation inclue la liberté pour les croyants de toutes les religions de vivre selon leurs conceptions, et le démantèlement de toutes les institutions religieuses liées à l'Etat. Seuls la non-intervention de l'Etat dans le choix des cadis, des rabbins et des prêtres ou dans leur rétribution et la suppression de la religion dans le système éducatif, contraignant ainsi le clergé à vivre des contributions de leurs fidèles, rendront possible la création, en Palestine, et dans les autres Etats de la région, d'une société démocratique, pluraliste et progressiste. Une législation égalitaire pour les femmes incluera un mariage et un droit familial civils. Une organisation peut toujours s'affubler de dénominations progressistes, si elle refuse ces axes, elle continuera d'être l'alliée hésitante et lâche des intégristes.

Enfin, on ne peut pas débattre avec l'intégrisme car il rejette toute critique ou approche rationnelle, telle que l'appréhension de la société à travers l'analyse de ses bases matérielles, ou l'explication des actes humains comme les produits de besoins et d'impulsions. Il ne sert à rien de se frapper la tête contre les murs de ce trou noir, dont aucune lumière ne peut jaillir. L'intégrisme incarne la négation de la liberté et des droits humains, de l'égalité et de la démocratie — et nous devons lutter pour supprimer tout ce qui alimente ce parasite : la souffrance, l'ignorance, l'inégalité et la pauvreté.

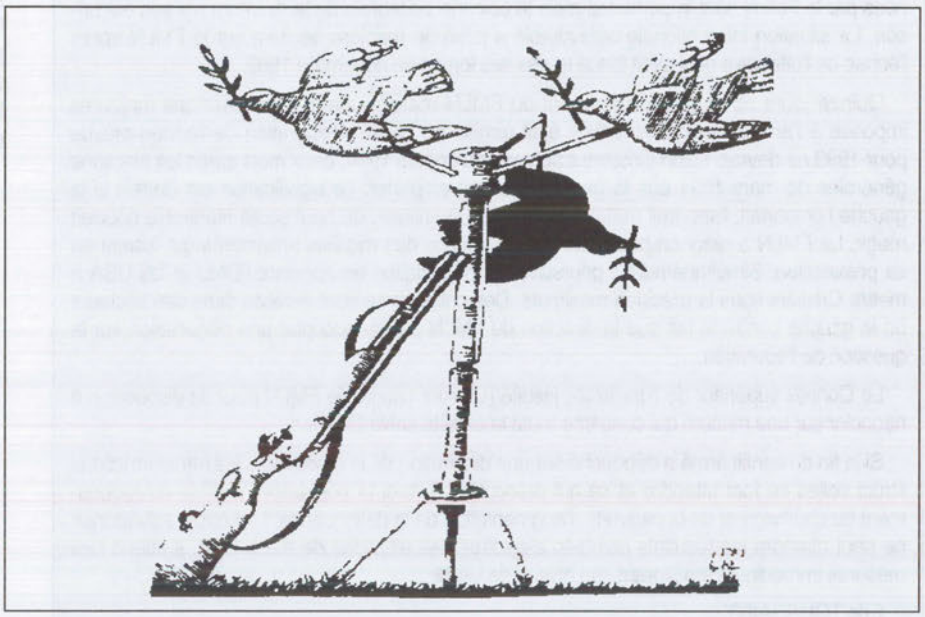
Seule une victoire de ce combat pourra empêcher le glissement des sociétés du Moyen-Orient vers des tyrannies barbares, et permettra de les édifier sur des bases saines et humaines. ★

Jérusalem, septembre 1992

5) Au Liban, les chiites constituent 30 % de la population.

En l'absence de modèle

Mario Lopez est membre de la commission politico-diplomatique du Front Frabundo Marti de Libération Nationale (FMLN). L'interview qui suit donne un aperçu de la stratégie électorale du FMLN et ébauche une analyse du processus en cours au Salvador par rapport au "modèle" ou à l'absence de modèle de la révolution socialiste.



INPRECOR : Pour le FMLN, les élections de 94 jouent un rôle important. Dans un sondage publié par Envio, Arena recueillerait un nombre impressionnant de voix, parce que les accords seraient perçus comme sa victoire, et le perdant serait le Parti Démocrate-Chrétien. Le FMLN se retrouverait donc second groupe parlementaire ?

Mario LOPEZ : Du nouveau code électoral dépendra le pourcentage de fraudes. Indubitablement, ce sondage se situe dans la zone des fraudes ! Il faut l'interpréter avec prudence. Ce que nous cherchons, c'est que le nouveau code garantisse des élections propres et libres. Un autre élément, c'est l'appareil dont la droite dispose : des moyens financiers importants. Les organisations d'opposition en ont beaucoup moins. C'est un handicap, y compris pour le FMLN.

Les élections de 94 auront une signification particulière : il s'agira des premières élections après la guerre civile, et elles regrouperont trois votes : les maires et les conseillers municipaux, les députés et le président. Nous accordons de l'importance aux municipales : la gestion municipale est la plus directement liée aux masses. Deux politiques s'affrontent : celle du gouvernement, qui entend développer la gestion sur le modèle néo-libéral, et la nôtre : nous voulons un municipalisme plus empreint de démocratie participative, de conception du développement. Le gouvernement, pour conquérir la base sociale du FMLN, a ouvert certaines possibilités de développer des programmes au bénéfice des populations. Il pourrait être amené à faire certaines concessions.

Quant aux législatives, il serait bon que les forces, du centre jusqu'à la gauche, remportent la majorité à la chambre, pour qu'une série de revendications populaires soient satisfaites. On peut y arriver en constituant des coalitions. Pour relever certains aspects : la Constitution laisse encore des questions ouvertes, depuis les réformes obtenues par les négociations : l'exercice de la démocratie participative, la consultation populaire : le plébiscite, le référendum, ce n'est pas prévu sauf dans un cas, ou encore les décisions de fond sur l'unité centro-américaine. Les autres aspects importants de la vie du pays ne peuvent être réglés par une telle procédure. Autres questions importantes : l'article 105 de la Constitution maintient le pouvoir de l'oligarchie sur la terre, qui garantit l'existence de latifundios. Une réforme pourrait être faite sur ce point à l'Assemblée. Il faudrait aussi reprendre les 92 lois concernées par les Accords de paix, celles qui restent à négocier ou celles qui sont satisfaisantes. L'Assemblée aura donc une tâche législative importante. Il faudrait qu'elle ne soit plus contrôlée par le seul parti Arena et viser une majorité de centre-gauche.

En ce qui concerne les présidentielles, la stratégie électorale n'a pas encore été arrêtée. Je pense quant à moi que nous devons viser une coalition. Si nous remportons un succès aux municipales, en quantité et en qualité, si nous obtenons la majorité à l'Assemblée et si nous enlevons la présidence à Arena, les conditions institutionnelles seront réunies pour consolider les changements amorcés avec la négociation. Mais le terrain est miné. C'est un nouveau défi pour la gauche du Salvador.

● Je viens de lire une interview de Cienfuegos (1), où il parle de la première révolution négociée, ordonnée, planifiée, ce qui montre que, selon lui, les schémas basés sur la nécessité de démanteler l'Etat, ne sont pas corrects, qu'il existe d'autres possibilités. Qu'en penses-tu ?

Il s'agit effectivement d'une révolution, en partie. Il faut la consolider. Cela

1) Ferman Cienfuegos, un des cinq membres du Commandement général du FMLN, dirigeant de la R.N. L'interview a été publiée dans le quotidien mexicain *La Jornada*, le 20 septembre 1992.

Sur le fil du rasoir

Le 15 décembre 1992, le gouvernement Cristiani (ARENA) et le FMLN concluaient formellement un conflit armé initié dans les années 70. Ce jour-là, le FMLN a désarmé officiellement ses combattants (8875 guerilleros). Un cycle de la révolution se terminait sur une perspective plus qu'incertaine. Certaines déclarations apologétiques des accords cachent mal l'extrême difficulté dans laquelle se trouvent les révolutionnaires salvadoriens. Les concessions obtenues par le FMLN sont importantes mais la colonne vertébrale de la dictature n'a pas été brisée. La situation internationale défavorable a pesé de manière décisive sur le FMLN après l'échec de l'offensive où il avait lancé toutes ses forces en novembre 1989.

Quinze jours après le désarmement du FMLN réalisé, une des concessions majeures imposée à l'armée gouvernementale était remise en cause : l'épuration de l'armée prévue pour 1993 ne devrait, selon Cristiani s'achever qu'en mai 1994, deux mois après les élections générales de mars 1994 que la gauche voudrait emporter. La signification est claire : si la gauche l'emportait, l'appareil militaire quasi intact au niveau du haut de sa hiérarchie pourrait réagir. Le FMLN a réagi en postposant la destruction des missiles antiaériens qui restent en sa possession. Simultanément il poursuivait la négociation en appelant l'ONU et les USA à mettre Cristiani sous la pression maximale. Des critiques se sont élevées dans des secteurs de la gauche contre le fait que la direction du FMLN puisse accepter une négociation sur la question de l'épuration.

Le Conseil supérieur de l'université jésuite (UCA) a critiqué le FMLN pour sa disposition à négocier sur une matière qui concerne toute la société salvadorienne.

Si la fin du conflit armé a débouché sur une diminution de la répression, les transformations structurelles se font attendre et ce qui préoccupe surtout la population, c'est le développement du chômage et de la pauvreté, l'augmentation de la délinquance. Le peuple salvadorien ne peut attendre les résultats combien aléatoires des élections de mars 1994. Il attend des mesures immédiates améliorant son niveau de vie.■

Eric TOUSSAINT

peut étouffer, progresser ou reculer. Il s'agit d'une période de conflit, décisive pour l'histoire de notre pays.

● *Pourquoi parles-tu d'une révolution, et non d'un processus révolutionnaire en cours, mais non achevé ?*

Je suis d'accord avec toi : il s'agit d'un processus révolutionnaire, effectivement inachevé, mais avec une série de facteurs accumulés, des stimulants pour continuer à progresser. Je ne considère pas que la révolution soit déjà faite. Au contraire, la période actuelle est plus complexe que la guerre même pour consolider cette révolution.

Il y a des changements révolutionnaires ; si nous observons la société salvadorienne, nous constatons des changements importants, d'abord au plan idéologique : de nouvelles valeurs s'affirment, qui contredisent parfois les valeurs traditionnelles. Je citerai quelques exemples :

Au cours de la guerre, le pluralisme politique et idéologique a été mis en pratique. L'unité du FMLN en est une expression ; nous avons pensé parfois que le FMLN était un bloc monolithique d'expression politique et idéologique, mais, dans les faits, il s'est établi une convergence, qui a introduit de nouvelles règles de fonctionnement. Le développement du FMLN est régi par des lois : celle du débat permanent par exemple. Prenons l'alliance FMLN-FDR, et l'alliance FMLN-Convergence démocratique, et d'autres alliances, non formelles, mais qui sont des alliances réelles d'intérêts de classes et de secteurs de classes, on constate que l'éventail est large, et comprend la participation d'Eglises. Cette alliance, s'exprime dans le prix qu'a dû payer un secteur de l'Eglise catholique, par l'assassinat de Monseigneur Romero, ou de jésuites. Cela induit un changement de valeurs dans le développement de la société salvadorienne.

Une autre valeur est la solidarité. Bien sûr, elle est sans doute moins développée, mais elle s'est traduite pendant la guerre par des mesures organisationnelles, encore embryonnaires. Les formes d'organisation autogestionnaire développées dans les camps de "concentration" des réfugiés au Honduras et dans les colonies de réinsertion des réfugiés qui rentraient au pays, ainsi que des personnes déplacées à l'intérieur du pays, sont une expression de cette nouvelle solidarité.

Le modèle néolibéral prône l'individualisme. Il y a donc un combat en cours, mais la solidarité gagne du terrain. Ces aspects de la superstructure idéologique sont importants pour la démocratie participative.

D'autre part, la formation de la COPPAZ (2), à laquelle participent l'ensemble des organisations, le Forum économique et social, ce qui se passe dans les municipalités, la formation de conseils municipaux ouverts, qui ne fait que commencer, la création de Comités municipaux de reconstruction, sont l'expression de progrès sur ce plan des valeurs de la démocratie participative. Pour la superstructure politique, il y a eu une expérience sur le terrain des alliances. Le pluralisme à l'œuvre maintenant révèle des modifications importantes.

● *Quand on entend des révolutionnaires comme Cienfuegos dire qu'il n'est pas nécessaire de démanteler l'appareil d'Etat, cela provoque la désapprobation de ceux qui, sans être des fanatiques des manuels révolutionnaires, ont tiré les leçons de la pratique : avec un appareil d'Etat affaibli mais maintenu, subsistent les conditions pour que le système capitaliste persiste au Salvador.*

Tu relèves l'aspect de la superstructure. Moi, je parlais essentiellement de l'idéologique, en touchant un peu à la superstructure politique, les élections de 1994, qui sont décisives pour les changements politiques.

Quant aux superstructures juridiques, 92 lois du pays vont être modifiées, elles sont déjà touchées par les accords de paix, y compris deux codes : le code du travail et le code agraire, c'est un tremblement de terre pour le système juridique du pays. Le problème, c'est de savoir quelle va être l'amplitude de ce tremblement, sa profondeur.

Au plan économique, des embryons de nouveaux rapports de production ont émergé. Le thème de l'autogestion, l'émergence timide d'un secteur d'économie populaire ; bien sûr, il s'agit d'un secteur immergé dans une économie capitaliste, où est à l'œuvre le projet libéral, mais il faut savoir discerner le germe du nouveau. Autre chose, le transfert de terres est significatif au niveau quantitatif. Dix pour cent du territoire national ont été transférés à des secteurs populaires.

La superstructure et la base économique de la société ont été touchées : on a un pouvoir social relativement important, qui offre un espace pour progresser. Il faut voir comment stabiliser ce qui a été fait jusqu'ici, et le développer. Je pense qu'il y

2) La COPPAZ réunit un représentant du gouvernement, un délégué du FMLN, et un représentant de chaque parti représenté au Parlement.

a trois grands types de problèmes à résoudre, sur lesquels le FMLN est appelé à travailler, sur la base des succès déjà remportés dans ce processus révolutionnaire.

En premier lieu, la transformation du FMLN lui-même, qui ne doit plus maintenant seulement diriger une guerre.

Le second défi est de réussir à incorporer le plus grand nombre possible de secteurs sociaux. C'est un problème, parce qu'il y a aujourd'hui une série de secteurs qui devraient être impliqués. Par exemple, si 92 lois doivent être modifiées, cela ne peut pas rester du ressort exclusif de COPPAZ ou des députés de la Convergence démocratique. Il faudrait que participent des secteurs professionnels, des universités, des centres de recherches. Ces secteurs jouent le rôle d'un public qui siffle l'action, d'autres sont totalement absents.

D'autre part, ce sont surtout les secteurs de direction qui s'impliquent dans le Forum économique et social, et non les bases des organisations populaires dont les intérêts sont pourtant en jeu. Elles ne prennent pas en main ce nouveau code de valeurs qu'il reste à construire.

● *Comment expliques-tu cela ?*

Les médias restent pour l'essentiel aux mains de ceux qui soutiennent l'ancienne société. Nos médias sont très faibles. L'éducation n'a pas encore été travaillée par les organisations populaires. L'Université du Salvador est toujours en léthargie, elle ne participe pas à cette nouvelle période. Un second problème à résoudre est donc l'incorporation de secteurs plus larges au changement.

Troisième et dernier éventail de problèmes, celui des moyens à mettre en jeu. Les ressources naturelles, les ressources humaines, les moyens financiers. En premier lieu, bien gérer les ressources disponibles, et les mettre en œuvre au service d'un projet homogène, puis développer ces ressources.

● *Revenons à ma question, s'agit-il d'une révolution socialiste ?*

Révolution socialiste, transformation du capitalisme, il s'agit des deux. Cela introduit des modifications dans le système capitaliste de société en vigueur, dans la pratique, et en même temps, cela ouvre de nouvelles conditions pour des relations différentes.

Par ailleurs, il existe un vide au niveau du projet socialiste. Après l'effondrement du soi-disant socialisme réel dans les pays de l'Est et l'ex-URSS, quel est le modèle de transition où s'inscrit le passage du capitalisme au socialisme ? La gauche doit reconstruire le modèle. Ce qui existe, ce sont les nouveaux indicateurs, de nouvelles valeurs, comme je l'ai déjà dit. Mais les articulations, la systématisation des facteurs politiques, économiques, manquent encore. Il y a donc deux aspects importants à prendre en compte pour un projet socialiste : la révolution doit développer les forces productives, et les développer sur la base de nouvelles relations entre producteurs. Ce qui se passe aujourd'hui dans le pays doit se lire à ces deux niveaux. Les deux doivent se construire, mais dans un rapport difficile. Les forces qui appuient l'ordre ancien disposent encore du pouvoir institutionnel de l'Etat.

D'autre part, au niveau international, des pouvoirs interfèrent sur la société de notre pays, et entravent même le pouvoir d'Etat. Ils dictent les politiques en faisant des pressions économiques. Les problèmes du paiement de la dette, du crédit, l'usage politique des facteurs économiques sont autant de pressions qui limitent la faculté des Etats à contrôler l'ensemble des facteurs qui font évoluer la société. Le modèle néo-libéral est imposé par le FMI, la Banque mondiale, l'AID, parfois contre l'avis des gouvernements.

L'autre difficulté est qu'il n'existe pas de base arrière pour la gauche au niveau international (3). Il faut la construire. Je dirais quant à moi que cette base arrière existe, mais elle n'est pas de nature géographique, elle est plutôt enracinée dans les populations. Il s'agit de secteurs populaires, de forces sociales et politiques qui se constituent, disséminés dans le monde entier ; cette base arrière est encore dispersée, et n'a souvent pas conscience d'elle-même, même en tant que sujet. Il faut la reconstituer, la développer, et la recomposer.

Le niveau de développement des forces productives reste un frein, mais il y a des potentialités, par exemple, la technologie, la révolution technologique actuelle, un certain développement des conditions d'accès à la technologie ne sont plus du ressort exclusif des secteurs économiques puissants. Avec les innovations technologiques, on n'a pas besoin de gros investissements, mais de connaissances, de personnes formées. D'autre part, des institutions ont surgi, qui contribuent au transfert des connaissances aux secteurs populaires. Il y a donc un espace pour le développement des forces productives pour les secteurs populaires, et c'est un élément révolutionnaire.

Quant aux rapports de production, il s'ouvre également des espaces : les projets autogestionnaires, par exemple. Jusqu'ici, c'est encore quelque chose de faible, mais il y a des possibilités, pas seulement du fait du volontarisme révolutionnaire, mais de par les conditions objectives.

● *La révolution se limiterait à la construction d'un secteur populaire de l'économie ?*

La révolution est aujourd'hui une question complexe. Il se développe, tout du moins au niveau de l'échange des idées, l'idée de la construction de ce secteur ; il s'agirait pourtant d'une petite et faible enclave dans le système économique capitaliste. Mais la révolution n'est pas seulement la prise du pouvoir, et parfois la prise du pouvoir n'a pas été utile pour la révolution. Je ne néglige pas la question du pouvoir. Mais il faut avoir une vision claire de son utilisation. Il est très important que le pouvoir de l'Etat coïncide avec un véritable pouvoir social, qui implique organisation, participation. La question de l'appareil d'Etat est importante - le travail révolutionnaire ne peut aboutir sans disposer du pouvoir d'Etat - mais cela ne doit pas amener à considérer que ce serait quand on disposerait du pouvoir d'Etat que l'on pourrait progresser dans la révolution. L'histoire nous oblige à changer le fait de considérer la prise de pouvoir comme prémisse indispensable de la révolution. La révolution se construit avant la prise du pouvoir ; la prise du pouvoir est une phase importante du processus révolutionnaire, mais il ne faut pas l'attendre pour bouger.

● *On peut faire l'économie de la prise du pouvoir ?*

Certaines des transformations peuvent se faire avant d'avoir réalisé le changement de pouvoir d'Etat. La révolution impliquerait la prise du pouvoir. Mais le germe de la révolution, et le développement de ce germe, n'ont pas nécessairement besoin du pouvoir. ★

Propos recueillis par Eric Toussaint

3) Sur l'évolution du FMLN, voir *Inprecor* n° 329 du 26 avril 1991.

Rambo fait dans l'humanitaire

Le 9 décembre 1992, fortes de la résolution 794 du Conseil de Sécurité des Nations Unies autorisant l'intervention de forces armées étrangères, les troupes américaines débarquent à Mogadiscio, bientôt rejointes par un contingent français. La veille déjà, le calme régnait dans la capitale somalienne évacuée par une grande partie des bandes armées. Celles-ci se sont littéralement évanouies dans le bush (1). On a même momentanément assisté à une forte chute des prix sur le marché des armes en vente libre dans la capitale.

François PIGUET*

Ainsi, de nombreux combattants se sont "mis au vert", hors des axes de l'intervention américano-française. D'autres se sont contentés de cacher leur armement pour le ressortir à la première occasion. De nombreuses armes et des véhicules ont été dissimulés dans les villages et dans certains quartiers de Mogadiscio. D'après des réfugiés somaliens en contact avec des parents, d'autres éléments armés se sont simplement repliés sur le territoire éthiopien avec leurs véhicules. Dans cette situation, le temps joue, indéniablement, en faveur des pillards. Ceux-ci ont eu tout loisir, au cours des mois de guerre, d'amasser des petites fortunes en devises gagnées avec ou aux dépens des agences humanitaires (2).

Vis-à-vis de l'opinion internationale, la médiatisation outrancière de l'intervention occidentale tentait d'accréditer l'idée d'une espèce de croisade de charité à l'approche de Noël. L'opération d'ingérence humanitaire en Somalie permet aux Etats-Unis de retrouver une part de son crédit moral, indique *Le Monde* (3). Les médias dans leur obsession de l'image, escamotent le débat suscité par la nouvelle stratégie d'intervention extérieure des Etats-Unis, le "Shoot to feed" (4). Cette doctrine, née sur les décombres de l'équilibre est-ouest, pérennise le principal appareil militaro-industriel du monde. Ce dernier a subordonné l'ONU à sa propre hiérarchie de commandement et répercute la charge financière de ses interventions sur les principaux Etats bailleurs de fonds internationaux, le Japon et les monarchies pétrolières du Golfe en tête. Parallèlement, la priorité donnée à l'évènement et sa mise en scène nous renvoient une image dévalorisante de la population somalienne, qu'une sauvage guerre tribale a brutalement rejetée à l'âge de la pierre (...).

Enfin à Mogadiscio, devançant la mise en scène des forces américaines, les escouades de journalistes dépêchées sur place n'ont pas manqué de provoquer un regain d'effets inflationnistes sur le faible tissu économique subsistant. La flambée des prix sur les marchés des services et des biens de consommation a atteint un tel degré qu'elle hypothèque le budget de plusieurs Organisations non gouvernementales (ONG), qui éprouvent désormais de plus en plus de difficultés à faire face au coût de la logistique nécessaire à la poursuite de leurs activités.

Si dans un premier temps, à quelques exceptions près, tout le monde s'est contenté de considérer cette intervention comme fatalement nécessaire, des tensions sont rapidement apparues. L'engrenage des effets pervers induits par l'intervention étrangère s'est enclenché. Un mois après le début des opérations, on ne compte guère un jour sans des affrontements sporadiques opposant les troupes étrangères à des groupes armés somaliens. Ailleurs, dans les zones situées au-delà des périmètres contrôlés par les Américains, les Français et les autres contingents étrangers, le conflit demeure actif.

Dès l'arrivée des premiers Marines, les miliciens du général Aïdid, du principal clan hawiye (Habr Gdir) en lutte contre les partisans du président intérimaire Ali Mehdi (Hawiye Abgal) à Mogadiscio, se sont portés au nord vers Galcayo où ils affrontent les groupes dépendant du Front démocratique de salut national (FDSN), qui contrôle le nord du pays. Au sud, l'arrivée des Américains dans le port de Kismayo a été précédée du massacre de plusieurs dizaines de personnes au moins, exactions attribuées aux troupes du colonel Omar Jess, chef de file des Ogadenis (Darod) du Sud et du Mouvement patriotique somalien (MPS). Enfin, les Marehan,

* François Piguet est économiste à l'Institut universitaire d'études du développement de Genève.

1) Terme anglais désignant des régions impénétrables à cause de la densité de la végétation.

2) Sur la situation en Somalie avant l'intervention, voir *Inprecor* n° 361 du 23 octobre 1992.

3 Editorial du 10 décembre 1992.

4) Tirer pour manger.

la tribu de Mohamed Syad Barré, dirigés par le général Morgan, gendre de l'ancien président, tiennent solidement leur fief du Gedo et ont récemment repris aux forces du général Aïdid la région de Bardera, située à proximité de la frontière kényane.

"Tirer pour nourrir"

Les Américains réalisent un peu tard la complexité de la situation. J'en veux pour preuve le fait que, dans les états-majors américains, selon la presse d'outre-Atlantique, certains propos proférés combleraient d'aise les responsables des servives de sécurité boers d'Afrique du Sud. Le *Herald Tribune* rapporte un véritable morceau d'anthologie de l'arrogance américaine : « *Vous convoquez ces chefs de guerre somaliens, vous sortez un blindé M-1 qui fait feu sur un de ces véhicules armés (Mad Max) et le réduit en pièces et vous demandez ensuite : y a-t-il des questions ?* » commente un officiel du Pentagone (4).

Par ailleurs, au premier jour de leur déploiement, les responsables militaires américains ont interdit l'espace aérien somalien à tous les petits appareils, clouant au sol les agences humanitaires et perturbant le commerce du qat (5). Si cette interdiction provisoire n'a, dans l'immédiat, pas suscité de mouvement de colère, des sentiments anti-américains pourraient se développer car les consignes relatives au commerce et à la détention du qat dans les zones contrôlées par les américains sont floues et parfois contradictoires. Par ailleurs, le 15 janvier, un détachement américain héliporté est intervenu sur un aéroport de contrebande situé à 50 km au sud-ouest de Mogadiscio. Il s'agit là des hauts-lieux du trafic d'armes et de qat, les deux nerfs de la guerre ! Quelle sera à terme la réaction de la population si les autorités américaines se mettent dans la tête d'interdire le qat ?

La moindre zone d'ombre dans le dispositif de sécurité est rapidement exploitée par les combattants du bush comme ceux de la capitale. Il est devenu risqué de prendre la route, y compris le long des artères principales de la capitale, dont seuls les carrefours sont contrôlés par des forces étrangères. L'escalade s'est poursuivie dès janvier 1993, deux représentants expatriés d'agences humanitaires ont été tués au cours des 15 premiers mois de l'année (6).

Des bandes armées s'adonnant au pillage opèrent dans de nombreuses régions. Autrefois, ces bandes pillaient et rançonnaient les caravanes ; aujourd'hui, elles font de même avec les convois humanitaires, à moins qu'elles assurent par contrat leur sécurité comme les caravaniers d'antan. Si l'on évalue les montants de l'assistance internationale à 45 millions de dollars mensuels, soit 10 $ par tête d'habitant pour une population de 4,5 millions, plusieurs observateurs estiment que les fonds servent à alimenter une économie de guerre qui, de fait, perpétue les souffrances. Selon la presse, 80 % de l'aide humanitaire serait détournée, un chiffre contesté par le Comité international de la Croix-rouge (CICR) qui admet toutefois que c'est peut-être le cas sur les convois du Programme Alimentaire Mondial (PAM) qui ne recèlent que des rations sèches.

La situation d'extrême détresse et de famine n'est pas généralisée ; elle concernerait cependant encore 30 % de la population totale (7). Grâce à un apport en aide alimentaire dans les cuisines du CICR, un certain nombre de petits paysans ont pu maintenir une activité agricole. En effet, une saison des pluies abondantes en novembre leur a permis de mettre en terre les semences distribuées par le CICR. Sorgho, tomates, melon ou oignons ont ainsi fait surgir des poches de production vivrière, certes fragiles, en raison des affrontements, mais bien réelles. Quelques grandes plantations ont échappé au pillage et maintiennent une faible production, étant donnée la rupture de tous les débouchés commerciaux à l'extérieur. Leurs productions, notamment les bananes, sont trop chères et sont difficilement écoulées sur le marché local.

Ainsi, dans les campagnes situées entre les fleuves Webbi Shebelli et Juba, les paysans sous-exploitent leurs terres parce que leurs maigres gains au marché voisin ne peuvent compenser leurs coûts, fuel, pesticides et engrais sur les grandes exploitations. Mais la plupart, faiblement dotés en intrants, sont d'abord victimes de l'instabilité de la situation qui leur interdit de stocker des denrées. Les cultivateurs sont souvent d'ethnie bantoue, anciens serfs ou clients d'éleveurs qui méprisent le travail de la terre, et ont été souvent moins menacés car n'appartenant à aucun clan somali. Cependant, s'ils ont relativement échappé à la sanglante vendetta qui caractérise certains épisodes de la guerre somalienne, les extorsions sont nombreuses et ont réduit à la misère de nombreux agriculteurs.

Ici, l'assistance, conçue dans la perspective de juguler la malnutrition, a également permis à nombre d'entre eux de mieux faire la soudure avant la récolte prévue à partir de la fin février. Et cela est capital, cette situation constitue une précondition à tout programme de reconstruction économique et sociale du pays.

Cette région, sous souveraineté éthiopienne, est majoritairement peuplée de Somalis en majorité, deux à trois millions d'habitants selon des approximations car le bilan démographique n'est pas connu. L'Ogaden est totalement enclavé mais constitue le véritable cœur du pays somali des éleveurs nomades. Il s'agit d'une zone sanctuaire pour de nombreux éleveurs nomades somalis, principalement les Darods et les Issaks, pour ce qui est de l'accès au Haud, au nord. L'Ogaden est synonyme pour le Somali de grands espaces dévolus à l'élevage des chameaux. Les Darods, pour qui cette région est à l'origine de leur confédération tribale, sont les plus nombreux parmi les Somalis. Par exemple, la tribu des Marehan contrôle traditionnellement un espace situé à cheval sur la ligne de démarcation partiellement définie entre la Somalie et l'Ethiopie. Cette frontière n'a jamais fait l'objet d'un traité international et a été l'objet d'une contestation permanente qui a culminé en 1977-78 avec la guerre de l'Ogaden.

L'Ogaden marginalisé

Du côté éthiopien, le black-out concernant l'Ogaden, une région totalement enclavée et coupée tant de Mogadiscio que d'Addis-Abbeba par des conflits inter-tribaux ou ethniques n'a laissé filtrer qu'un très petit nombre d'informations contradictoires. Les troupes du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE) ne semblent contrôler que les centres urbains, en particulier Harar et Dire-Dawa, quand bien même des confrontations sanglantes ont opposé dans la région les milices oromo au Front issa-gurgura. On constatera au passage une ingérence djiboutienne dans la région de Dire-Dawa : le Front de libération issa-gurgura (FLIG) créé par le gouvernemnt djiboutien pour intervenir dans la représentation ethno-politique des Somalis issas au Parlement d'Addis-Abbeba.

En dehors des centres urbains, la présence des troupes gouvernementales est quasi inexistante. L'Ethiopie s'appuie sur les forces ethniques locales. Les nouvelles autorités éthiopiennes (FDRPE) au pouvoir à Addis-Abbeba depuis la chute du président Mengistu Haile Maryam en mai 1991 éprouvent de nombreuses difficultés à mettre en œuvre leur politique de régio-

4) *International Herald Tribune*, 4 décembre 1992.
5) Stupéfiant acheminé du Kénya.
6) Le 2 janvier, Sean Devereux, représentant de l'UNICEF à Kismayo, a été froidement abattu, un scénario qui s'est reproduit le 14 janvier à Berbera où Kurt Lustenberger, délégué du CICR a été mortellement blessé d'une balle dans la tête.
7) La population est estimée à 6,5 millions d'habitants.

nalisation. Actuellement, l'Ethiopie de l'après-Mengistu doit faire face à une opposition ouverte des Oromos regroupés au sein du Front de libération oromo (FLO). Le régime du président Meles Zenawi a décidé de doter le pays de 14 administrations régionales autonomes.

Au milieu de l'anarchie la plus complète, l'islam se révèle très actif politiquement en Somalie. Outre l'épisode de la tentative de prise de contrôle de Bossasso dans le nord-est (Majertein) déjouée par le FDSN en juin 1992, qui a refoulé les combattants islamistes vers l'ouest à Las Koreh, la milice Al Ittihad est devenue un interlocuteur de taille. Elle contrôle notamment le port de Merca et perçoit des devises et des sacs de denrées en échange de la protection des agences humanitaires. Ailleurs, elle est présente dans les ports et participe aux opérations commerciales, y compris la réexpédition de l'aide alimentaire. Dans l'Ogaden, la branche militaire Al Ittihad opère déjà à grande échelle. En cette terre de famine oubliée, parce qu'à l'extérieur des frontières nationales, Al Ittihad pille les convois humanitaires et distribue, ensuite, son aide aux "bons" musulmans, dans des camps de réfugiés où grandit la haine de l'"Occident égoïste" (8). Elle semble partager avec le Front national de libération de l'Ogaden (FNLO) éthiopien des vues d'indépendance pour l'Ogaden et le sud de la Somalie.

Les milices armées, après avoir dévalisé les entrepôts gouvernementaux et saccagé les installations des organisations humanitaires menaçant l'approvisionnement des nombreux camps de réfugiés somaliens et la population locale. Il y a un peu plus d'une année, *Le Monde* titrait que le nouveau pouvoir à Addis-Abbeba ne contrôlait pas la province orientale du Harerghe, en proie aux luttes tribales et au brigandage. Au-delà, une part importante de l'approvisionnement du pays transite par Berbera et Djibouti, la plupart est acheminée par camion en direction de la capitale. Ainsi, cette insécurité sur les routes, a pour conséquence de couper l'Ogaden du reste du pays, sans compter que l'accès à la côte est contrecarré par la violence du conflit qui se déroule dans toute la partie sud de la Somalie.

Au débouché du plateau de l'Ogaden, les exportations de bétail à partir du nord-est (Bossasso) ont connu un redressement spectaculaire. Les nomades de l'Ogaden profitent de ce vaste couloir de paix que représente désormais le nord-est de la Somalie. Les commerçants de Bossasso ont tôt fait de recréer les réseaux de correspondants dans les pays du Golfe, au Kenya et au Yémen. En sécurisant les grands axes routiers, l'armée américaine a permis un meilleur acheminement de l'aide alimentaire en refoulant vers des zones périphériques des bandes armées. Mais à Mogadiscio même, on constate une recrudescence de l'insécurité dans les quartiers, à tel point que certains dispensaires ne sont que difficilement approvisionnés.

Bilan provisoire

Il faut constater que le processus de constitution d'une force de police somalienne prévue expressément par les plans des Nations Unies n'a pas encore été entamée. Au milieu de cette déliquescence de tout semblant de puissance publique, le percée effectuée récemment par les éléments intégristes soutenus par les Saoudiens, les Iraniens, voire les Soudanais peut paraître inquiétante. Depuis l'intervention étrangère, deux informations font état de femmes lynchées ou lapidées pour adultère et contact avec les *"gal"* (les étrangers blancs). Ces mouvements exploitent les sentiments anti-occidentaux, attisés par l'attitude et le comportement des expatriés, militaires et civils, qui, le plus souvent, ignorent superbement la population tout en intégrant dans un ballet diplomatique les leaders somaliens souvent responsables des souffrances et exactions endurées par la population.

La politique américaine dans le croissant islamique allant de l'Afrique de l'est au sous-continent indien et comprenant naturellement le Moyen-Orien, zone particulièrement sensible à plus d'un titre, semble d'abord soucieuse de contenir les forces intégristes et de considérer l'Iran comme l'ennemi potentiel à moyen terme. A ce titre, l'intervention militaire en Somalie peut apparaître sous un jour parfaitement contre-productif car la présence d'étrangers, leur arrogance et les différences de mode devie et de revenu attisent les haines du *"gal"* et renforcent l'influence de l'intégrisme musulman au sein d'une population sunnite dont on ne manquait pas de souligner la modération de la pratique religieuse.

Il nous paraît urgent d'approfondir les analyses partant du constat selon lequel l'intégrisme musulman trouve ses racines dans la pauvreté et les fortes inégalités de revenus que connaît globalement un pays tel que la Somalie qui appartient au groupe des 44 pays les moins avancés (PMA), selon la classification des grandes agences internationales de développement (9). ★

15 janvier 1993

8) Stephen Smith, *Libération*, 15 décembre 1992..
9) PNUD, *Rapport mondial sur le développement. humain*, Economica, Paris, 1992.

Pour tous les Somaliens qui souhaitent vivre en paix, l'opération "Restore hope" a amené l'opposé de ce que ce sigle suggère.

Il y a quelques semaines encore, les signes d'espoir se multipliaient. Dans l'ensemble du pays, des Somaliens prenaient des initiatives pour reprendre en main leur avenir. S'il y avait des échecs et des frustrations, il y avait aussi des succès frappants. Ainsi, le 5 octobre 1992, les dirigeants claniques du sud de la Somalie signaient un accord de paix qui mettait fin à un conflit qui durait depuis des mois. Les seigneurs de la guerre furent marginalisés par la collaboration entre une série d'anciens des clans, décidés à instaurer la paix.

Au sud, les évènements n'ont jamais pris une tournure dramatique, mais grâce aux accords locaux, l'aide humanitaire parvenait dans plusieurs régions. Dans la ville de Baïdoa, au milieu d'un territoire où régnait la famine, ces accords locaux permettaient le transport de l'aide alimentaire à partir de l'aéroport vers la ville et les villages environnants. Les pillages étaient quasi-inexistants.

Dans le secteur autour de Baïdoa, les camions livraient le maïs et le sorgho à des prix très bas. Malgré des incidents graves, comme le pillage d'un convoi, la situation s'améliorait. Le taux de mortalité a baissé de 90 % entre juillet et novembre 1992.

A un niveau politique plus général aussi, les évènements invitaient à l'optimisme. Pour la première fois depuis des années, les anciens des clans et les intellectuels se sont rencontrés. Un certain consensus s'est progressivement dégagé autour de la nécessité d'isoler les seigneurs de guerre et de créer des structures sociales susceptibles de rendre confiance à la population. Les dirigeants Hawiye qui avaient au départ soutenu le général Aïdid, prenaient conscience qu'ils avaient intérêt à l'isoler. Et le pouvoir d'Aïdid reculait en octobre dès lors que les dirigeants claniques devenaient plus autonomes.

La Communauté européenne a pris l'initiative d'organiser des réunions entre intellectuels et anciens de clans, mais celles-ci ont été victimes de l'opération militaire américaine. La déclaration d'intention de Bush d'envoyer ses soldats en Somalie a rendu la situation instable et les réunions ont été annulées.

La Somalie n'a pas de gouvernement central, mais il existe des structures politiques, sociales et économiques importantes, même endommagées. Sans le savoir-faire, la compréhension politique et les efforts des médecins, des infirmières, des fonctionnaires du Secours, des

La Somalie... Et les Somaliens ?

Rakiya Omar est une juriste somalienne. Elle a été licenciée, le 2 décembre, de son poste de directrice d'Africa Watch, une organisation de défense des droits de l'homme, parce qu'elle s'était opposée à l'intervention militaire américaine.
Alex de Waal a démissionné de son poste de directeur d'Africa Watch, lorsque l'organisation-mère Human Rights Watch avait loué l'initiative américaine. Leur témoignage qui a paru comme "Tribune libre" dans le journal progressiste flamand "De Morgen", met à nu avec beaucoup de finesse l'impact d'une opération militaire étrangère sur les structures sociales de la société somalienne.

DOCUMENT

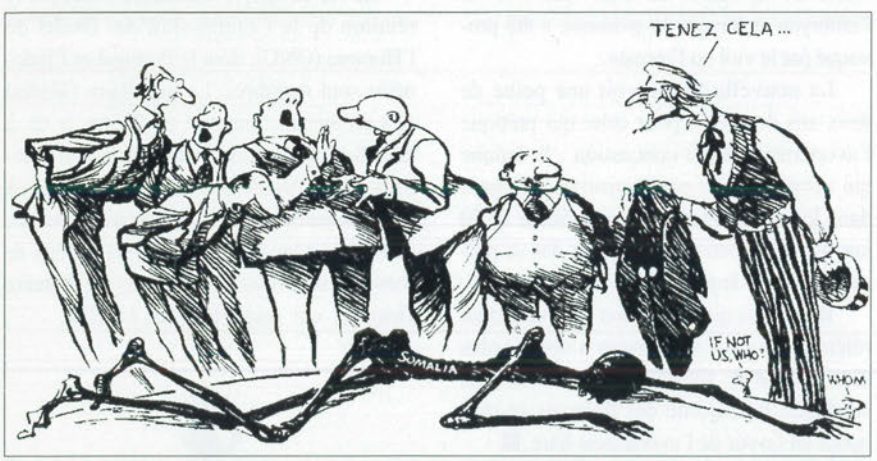
camionneurs et des volontaires, les programmes d'aide internationaux n'auraient pas réussi. Mais combien parmi eux ont été consultés sur l'opération américaine ? Pas un seul. Ils ont réagi avec effroi à la perspective d'un débarquement sur la côte, sans concertation, sans plan réfléchi de réconciliation politique, de désarmement et de reconstruction. Au-delà de l'insulte que constitue le fait d'être passé outre tous ces gens, cela mine aussi leur crédibilité et nuit au rétablissement des structures civiles en Somalie.

Plus d'une semaine après l'intervention américaine, il apparaît clairement que celle-ci a tordu le cou à beaucoup d'initiatives pour la paix. Le fragile réseau des activités locales qui avait amélioré la situation à Baïdoa, s'effondrait, pour deux raisons : d'une part, la milice du général Aïdid, en fuite pour les Américains, semait une dernière fois la mort à Baïdoa, d'autre part, tous les politiciens et dirigeants de milices ont cherché à tirer le maximum de profit de l'intervention américaine. C'est ainsi que les accords patiemment négociés sont devenus caducs.

Baïdoa est devenu le théâtre d'une orgie de violence : 70 personnes au moins, furent massacrées, des milliers se sont enfuies et les programmes d'aide ont été interrompus. La mortalité est passée de 40 à 100 personnes par jour, faisant passer le bilan à 500 morts.

Le plus inquiétant reste que le cours diplomatique tant vanté a poussé le général Aïdid à embrasser le général intérimaire autoproclamé Ali El Mehdi. Qui connaît les relations sociales en Somalie sait que les sept points de l'accord de paix qu'ils ont signé sont dénués de toute signification.

L'armistice, annoncé dans cet accord, avait été conclu il y a neuf mois ; le libre accès à la ville a été accompli par l'occupation américaine. La mise sous surveillance de l'armement lourd a été vaine parce que la plupart avait été évacuée à l'approche des troupes américaines. La conférence de conciliation annoncée n'a été que la réédition d'un accord déjà conclu. Les vrais problèmes de l'heure, comme le statut des parties participantes, n'a même pas été abordé et Ali Mehdi a jeté l'accord, annonçant qu'il restait président quoiqu'il arrive.



Ces chefs de milice sont méprisés par la majorité des Somaliens qui les considèrent comme des criminels de guerre. Or c'est avec eux que les Américains ont décidé de traiter dès leur arrivée. Aïdid et Ali Mehdi aspirent à une reconnaissance internationale, qui leur a été, heureusement, déniée jusqu'à présent. Mais dans leur empressement à obtenir un succès devant les médias, les américains ont contribué à renforcer l'emprise meurtrière d'Aïdid dans certaines régions, aux dépens des forces pacifiques.

L'occupation américaine a changé les règles du jeu. Désormais les seigneurs de guerre vont faire du zèle auprès du pouvoir néocolonial. L'ONU va instaurer une zone sous son contrôle, et brûle d'impatience de gommer ces erreurs dûes à son incompétence et sa négligence. Et pourtant, c'est elle qui porte les responsabilités les plus lourdes. L'intervention US lui donne une caution. Si la situation débouche sur la création d'un territoire sous contrôle de l'ONU, cela éclipsera toute critique explicite de leur politique désastreuse. Une autre raison explique aussi la dégradation récente de la situation : la démission de Mohammed Sahnoun, l'envoyé spécial de l'ONU, qui jouissait d'un grand prestige en Somalie. Il avait pour stratégie d'insérer les Somaliens dans la solution de leurs problèmes et collaborait étroitement avec les anciens des clans, les organisations de femmes et les intellectuels. Son successeur, Ismat Kittani, ne manifeste aucun intérêt pour la mise en place de ces structures alternatives. De plus, il se comporte de cette manière brutale et non diplomatique fréquente chez les fonctionnaires de l'ONU en Somalie. Dans un discours arrogant devant un comité de chefs de clans qui avaient réussi à mettre fin à des mois de conflits sanglants, il ordonnait d'aboutir, dans les deux heures, à un accord complet ! Les anciens des clans ont alors expulsé avec raison Kittani de leur territoire. Mais comment va réagir l'ONU si le succès des chefs de clans menace son prestige ? Sans doute, comme elle l'a fait au sud du pays : par un mélange d'exhibitionnisme militariste, "indispensable", et une diplomatie maladroite que les opportunistes qui se jettent dans les bras des généraux américains, sauront exploiter. ★

De Morgen, le 24 décembre 1992.

Nouvelles du Monde

HAITI

Aristide sur le chemin du retour ?

Envoyés par l'ONU et l'Organisation des Etats américains (OEA), quelques dizaines, puis plusieurs centaines d'observateurs devraient arriver en Haïti dans les prochaines semaines pour une mission qui pourrait bien être de longue durée. En brandissant la menace d'une intervention militaire, en dépêchant des navires de guerre dans les eaux haïtiennes (sous le prétexte d'intercepter les boat people), Washington a obtenu un accord de principe de Marc Bazin et du général Cédras. Dans une lettre *"à ceux et celles qui luttent pour la démocratie"*, datée du 25 janvier 1993, le Président Aristide définit ainsi la mission de cette force civile internationale : « *Mettre fin aux souffrances et aux violences dont est victime le peuple d'Haïti, voilà la première étape d'un objectif unique : la restauration intégrale de la démocratie. Ce qui signifie : respect des vies, de la Constitution, des conventions internationales dont nous sommes signataires, bref, de tous les droits de l'Homme et du citoyen. Pour y veiller, une importante présence internationale est indispensable* ». Après « *la restauration complète des libertés démocratiques en Haïti* » viendrait « *très vite, la réhabilitation des institutions, à commencer par la réforme du système judiciaire, la professionnalisation des forces armées et la séparation armée-police. Parallèlement, les organisations internationales devront apporter leur aide technique à la reconstruction institutionnelle et garantir le respect des engagements pris. Et dès que possible, c'est-à-dire le plus tôt possible, je serai à nouveau au milieu de l'ensemble des Haïtiens* ».

La réalisation de ce scénario est très aléatoire. Le 27 janvier, Marc Bazin a déjà expliqué à la radio qu'aucun Haïtien ne pourrait accepter une mission internationale telle que la conçoit l'ONU, et qu'il allait faire une contre-proposition. Si le plan qui a été élaboré est appliqué jusqu'au bout, la date du retour d'Aristide, que Washington voudra différer au maximum, ainsi que ses pouvoirs réels dépendront beaucoup de la mobilisation populaire et de la solidarité internationale. Depuis plusieurs semaines, les Etats-Unis exercent de fortes pressions sur Jean-Bertrand Aristide pour obtenir de nouvelles concessions. Sur le sort à réserver au général Cédras, Aristide écrit : « *Alors, imagine-t-on que celui qui a couvert tous les crimes de sang puisse garder son poste ?* ». Mais il ne se prononce pas sur une éventuelle amnistie générale, affirmant seulement : « *Pas plus qu'il n'y aura vengeance, il n'y aura oubli* ». Dans une interview publiée le 23 janvier par le journal français *Témoignage chrétien*, il affirmait qu'il y aurait une amnistie mais précisait au sujet de Cédras : « *L'amnistie ne le concerne pas. Même si son sort risque de retarder l'application de l'accord, je compte sur les démocraties occidentales pour exiger la mise à l'écart d'un criminel de guerre* ». ■

POLOGNE

Toujours plus près de Dieu !

L'Eglise polonaise vient de remporter deux victoires sur la voie de l'institutionnalisation du catholicisme comme religion d'Etat en Pologne.

Le 29 décembre la Diète polonaise a adopté une loi sur l'audiovisuel, qui prévoit que les «auditions doivent respecter les convictions religieuses des auditeurs et en particulier le système chrétien des valeurs».

Le 7 janvier, la Diète a voté une loi qui interdit l'avortement. Libre depuis 1956, l'avortement ne sera dorenavant autorisé qu'en cas de grave danger pour la vie ou la santé de la mère, de non-viabilité de l'embryon et lorsque la grossesse a été provoqué par le viol ou l'inceste.

La nouvelle loi prévoit une peine de deux ans de prison pour celui qui pratique l'avortement. Seule concession : la femme qui avorte ne sera pas poursuivie. Adoptée dans les mêmes termes par le Sénat le 30 janvier, la loi entrera en vigueur dès sa promulgation par le président Walesa.

Rappelons que la pétition en faveur d'un référendum sur l'avortement a obtenu plus d'un million de signatures et que, selon les sondages, la majorité des Polonais se prononce en faveur de l'avortement libre. ■

TIMOR

17 ans de nettoyage ethnique

En dix-sept ans, l'occupation du Timor oriental a pris la forme d'un génocide, puisqu'on estime à 200 000 le nombre de morts, sur une population de 700 000 personnes. Le 21 novembre 1991, l'armée indonésienne ouvrait le feu sur une manifestation pacifique à Santa Cruz, répondant à un plan délibéré d'extermination, faisant 273 morts, 376 blessés et 255 disparus. Les protestations internationales n'ont pas dissuadé le président indonésien Suharto de poursuivre son inexorable politique de répression.

Celle-ci vise, depuis juillet dernier, la jeunesse : arrestations d'écoliers, détention au secret de 600 personnes, surveillance accrue de la population timoraise (à l'occasion du sommet des Non-alignés à Djakarta, les journalistes étrangers n'ont pas pu se rendre au Timor, et des jeunes Timorais qui voulaient se rendre à Djakarta ont été arrêtés). Aux arrestations et tortures s'ajoute le refus de la libre circulation pour le peuple de Timor.

Le 20 novembre dernier, au début des négociations entre le Portugal et l'Indonésie, sous l'égide des Nations Unies, Gusmão Xanana, chef des forces timoraises depuis seize ans, était arrêté et l'armée faisait part d'un enregistrement où ce dernier se prononçait en faveur de l'intégration de Timor.

Ce "revirement" après dix-sept ans de luttes pour l'indépendance de Timor, arraché de toute évidence sous la torture, visait à exclure les timorais des négociations et à discréditer le reste de son mouvement en accréditant l'idée de l'absence de toute alternative à l'occupation indonésienne.

Le premier round de négociations à l'ONU est terminé, mais le secrétaire général avait demandé aux participants de ne rien laisser filtrer. La seconde phase commencera le 20 avril prochain.

Le 1er février, a commencé à Genève la réunion de la Commission des Droits de l'Homme (ONU), dont le Portugal et l'Indonésie sont membres. Le Secrétaire Général doit présenter un rapport sur Timor, et ce, à la veille des élections présidentielles en Indonésie ; comble de cynisme, le même jour, à Dili, les autorités indonésiennes ont ouvert, quasiment à huis-clos, et à grands renforts de mesures sécuritaires, le procès de Xanana Gusmão, qui risque la prison à vie. ■